100e ANNÉE
VOL. 100

N° 29
3979

Gazette officielle de Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 20 juillet 1968

Québec, Saturday, July 20, 1968

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to the Queen's Printer, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to the Queen's Printer, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach the Queen's Printer not later than ***Wednesday*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, the Queen's Printer reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify the Queen's Printer before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $3 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 50 cents chacun.

Feuilles volantes: $2 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter de janvier.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 13 mars 1968

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $3 per 100 words.

Single copies: 50 cents each.

Slips: $2 per dozen.

Subscriptions: $10 per year from January.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by Queen's Printer personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Québec, March 13, 1968

24070 — 14-38-o

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes

Alarie & Richer inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1968, constituant en corporation: Pierre Richer, 1380, Côte Terrebonne, Saint-Louis-de-Terrebonne, Robert Alarie, 5821, Christophe-Colomb, tous deux poseurs de tapis, et Robert B. Giroux, avocat, 777, Villeray est, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de poseurs de tapis et prélarts et distributeurs desdits produits ou autres produits semblables, sous le nom de « Alarie & Richer inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2648-68

Association de Citoyens pour un Québec progressif inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Yves Desjardins, avocat, 2080, St-Cyrille ouest, Québec, Diane Guay, secrétaire, épouse de Jean-Luc Chouinard, 16 B, rue St-Hypolite,

Letters Patent

Alarie & Richer inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Richer, 1380 Côte Terrebonne, Saint-Louis-de-Terrebonne, Robert Alarie, 5821 Christophe-Colomb, both carpet layers, and Robert B. Giroux, advocate, 777 Villeray East, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on, in all its specialties, the trade of carpet and linoleum layers and to deal in all said products and other similar products, under the name of "Alarie & Richer inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2648-68

Association de Citoyens pour un Québec progressif inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Yves Desjardins, advocate, 2080 St. Cyrille west, Québec, Diane Guay, secretary, wife of Jean-Luc Chouinard, 16 B St-Hypolite

Lauzon, et Nicole Olivier, secrétaire, épouse de Marcel Boucher, 7, rue Bisson, Saint-Romuald-d'Etchemin, pour les objets suivants:

Établir des média d'information au sujet de toutes affaires pouvant intéresser les gens du Québec ou les gens d'une région ou d'un secteur, sous le nom de « Association de Citoyens pour un Québec progressif inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2763-68

Boulangerie Gauvin limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1968, constituant en corporation: Paul Cloutier, manufacturier, Floriande Lirette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Cloutier, et Arthur Gauvin, boulanger, tous trois de Saint-Raymond, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Boulangerie Gauvin limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Raymond, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2588-68

Lucien Brien construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juin 1968, constituant en corporation: Lucien Brien, constructeur, 7916, 22e avenue, Saint-Michel, Louis-J. Dubuc, comptable, 7950, Des Écores, et Georges Arcouette, notaire, 7155, Christophe-Colomb, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Lucien Brien construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2321-68

Les Cahiers de Droit inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Lorraine Lapointe, 1735, Nicolet, Marguerite Drolet, 442, S-Cyrille ouest, toutes deux de

St., Lauzon, and Nicole Olivier, secretary, wife of Marcel Boucher, 7 Bisson St., Saint-Romuald-d'Etchemin, for the following purposes:

To establish information media for all matters of interest to the people of Québec or to those of a certain region or sector, under the name of "Association de Citoyens pour un Québec progressif inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation is at Saint-Romuald-d'Etchemin, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 2763-68

Boulangerie Gauvin limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Cloutier, manufacturer, Floriande Lirette, housewife, wife contractually separate as to property of said Paul Cloutier, and Arthur Gauvin, baker, all three of Saint-Raymond, for the following purposes:

To carry on business as bakers, makers of preserves and sweetmeats and biscuit makers, under the name of "Boulangerie Gauvin limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Raymond, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 2588-68

Lucien Brien construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Brien, constructor, 7916, 22th Avenue, Saint-Michel, Louis-J. Dubuc, accountant, 7950 Des Écores, and Georges Arcouette, notary, 7155 Christophe-Colomb, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Lucien Brien construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Michel, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 2321-68

Les Cahiers de Droit inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Lorraine Lapointe, 1735 Nicolet, Marguerite Drolet, 442 St-Cyrille West, both of Québec,

Québec, et Lise Gignac, 2682, Châteaufort, Sainte-Foy, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées à la science de droit et promouvoir leurs connaissances dans la pratique de cette science, sous le nom de « Les Cahiers de Droit inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2747-68

Campbell and Kennedy (Québec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en ate du 30e jour de mai 1968, constituant en corporation: Thomas Paul Campbell, administrateur, 10, Birkbank Drive, Oakville, province d'Ontario, William James McQuillan, avocat et conseil en Loi de la reine, 2875, avenue Douglas, Montréal, et James Thomas Kennedy, avocat, 131, avenue Cornwall, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'accessoires électriques et d'appareils ménagers, sous le nom de « Campbell and Kennedy (Québec) Limited », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3300, boulevard Cavendish, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2191-68

Canadian Mercantile Investments Ltd.
Les Placements Mercantiles du Canada ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1968, constituant en corporation: Robert Litvack, 590, Stanstead, Mont-Royal, Bernard Reis, 213, chemin Finchley, Hampstead, Ralph Lipper, 4350 ouest, Sherbrooke, Westmount, et William D. Schwartz, 3440, Place Decelles, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie de placement général, sous le nom de « Canadian Mercantile Investments Ltd.— Les Placements Mercantiles du Canada ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, en 700 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, Place Ville-Marie, bureau 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 233-68

and Lise Gignac, 2682 Châteaufort, Sainte-Foy, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To group those interested in law and to promote their knowledge in the practice of this science, under the name of "Les Cahiers de Droit inc.".

The amount to which is limited the annual revenue of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $500,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 2747-68

Campbell and Kennedy (Québec) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Thomas Paul Campbell, executive, 10 Birkbank Drive, Oakville, Province of Ontario, William James McQuillan, advocate and Queen's Counsel, 2875 Douglas Avenue, Montreal, and James Thomas Kennedy, advocate, 131 Cornwall Avenue, Mount Royal, for the following purposes:

To deal in electrical merchandise and household appliances, under the name of "Campbell and Kennedy (Québec) Limited", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and 3,000 prferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 3300 Cavendish Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358-o 2191-68

Canadian Mercantile Investments Ltd.
Les Placements Mercantiles du Canada ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Litvack, 590 Stanstead, Mount Royal, Bernard Reis, 213 Finchley Road, Hampstead, Ralph Lipper, 4350 Sherbrooke West, Westmount, and William D. Schwartz, 3440 Decelles Place, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a general investment company, under the name of "Canadian Mercantile Investments Ltd.— Les Placements Mercantiles du Canada ltée", with a total ccapital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a par value of $1 each, 700 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 3,900 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358-o 233-68

C. D. Radio T.V. Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1968, constituant en corporation: Louis Lacourse, comptable agréé, Marielle Nicole, ménagère, épouse séparée de biens dudit Louis Lacourse, tous deux de 900, Boissy, Saint-Lambert, et Monique Jolicoeur, secrétaire, fille majeure, 571, Guizot est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation de radios, téléviseurs, phonographes, moteurs, appareils, instruments, outils et accessoires électriques et mécaniques de toutes sortes, sous le nom de « C. D. Radio T.V. Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 2,500 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,400 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25258-o 1717-68

C. D. Radio T.V. Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Lacourse, chartered accountant, Marielle Nicole, housewife, wife separate as to property of aid Louis Lacourse, both of 900 Boissy, Saint-Lambert, and Monique Jolicoeur, secretary, spinster of legal age, 571 east, Guizot, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in and repairing radios, televisors, phonographs, motors, apparatus, implements, tools and electrical and mechanical accessories of all kinds, under the name of "C. D. Radio T.V. Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 2,500 class "A" preferred shares of $10 each and 1,400 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 1717-68

Chaussure Familiale inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des l ttres patentes, en date du 14e jour de juin 1968, constituant en corporation: Sylvia Paradis, secrétaire, fille majeure, 10587, St-Hubert, Maurice Bastien, notaire, 118, Liège ouest, tous deux de Montréal, et Denise Desroches, secrétaire, épouse de Claude Aude, 69, 5e rue, Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de chaussure et de tous autres produits et marchandises se rapportant à ce commerce, sous le nom de « Chaussure Familiale inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3062, Montée St-Hubert, Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2722-68

Chaussure Familiale inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sylvia Paradis, secretary, spinster of the full age of majority, 10587 St. Hubert, Maurice Bastien, notary, 118 Liège west, both of Montreal, and Denise Desroches, secretary, wife of Claude Aude, 69, 5th St., Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in footwear and all other products and merchandise related thereto, under the name of "Chaussure Familiale inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3062 Montée St-Hubert, Saint Hubert, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2722-68

Les Chevaliers de La Salle de Kénogami inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Violette, homme d'affaires, Ernest Gagnon, ouvrier, tous deux de rang St-Léonard, Shipshaw, Yvon Labrecque, comptable, 27, rue Fortin, Clermont Nepton, ouvrier, 22, rue De l'Église, tous deux de Kénogami, et Maurice Pedneault, ouvrier, 144, rue St-Hubert, Jonquière, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social et sportif, sous le nom de « Les Chevaliers de La Salle de Kénogami inc. ».

Le montant auquel sont liités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $30,000.

Les Chevaliers de La Salle de Kénogami inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation wihout share capital: Fernand Violette, businessman, Ernest Gagnon, labourer, both of St-Léonard Range, Shipshaw, Yvon Labrecque, accountant, 27 Fortin St., Clermont Nepton, labourer, 22 De l'Église St., both of Kénogami, and Maurice Pednault, labourer, 144 St-Hubert St., Jonquière, for the following purposes:

To establish and operate a social and sports club, under the name of "Les Chevaliers de La Salle de Kénogami inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $30,000.

Le siège social de la corporation est 325, rue Ste-Famille, Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2641-68

Ciné-Parc St-Eustache inc.
St-Eustache Outdoor Cinema Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1968, constituant en corporation: Jean-Marc Poulin, avocat, 11765, Alexandre-Lacoste, Ruth De Kinder, secrétaire, épouse de Louis De Kinder, 10184, Marquette, tous deux de Montréal, et Pierrette Boilie, secrétaire, épouse de Jean-Marc Boilie, 9178, 12e avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Exploiter tout genre de cinémas et en particulier des ciné-parcs, sous le nom de « Ciné-Parc St-Eustache inc.— St-Eustache Outdoor Cinema Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358-o 2048-68

Circle Industries Incorporated
Les Industries du Cercle incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1968, constituant en corporation: Henry Schreiber, 263, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Sam Manitta, 12089, rue Daigle, Montréal, et George Daughters, 4482, avenue Rollande, Pierrefonds, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Manufacturer des produits en bois, métal et plastique de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Circle Industries Incorporated — Les Industries du Cercle incorporée », avec un capital total de $100,000, divisé en 60,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 15,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2385-68

Citedis Film Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1968, constituant en corporation: Bernard-C. Forest, 3760, Harvard, Bernard Laberge, 5546, Decelles, app. 5, tous deux notaires, Micheline Paillé, 4055, Décarie, app. 414, tous trois de Montréal, et Denise Lacombe, 6800 D'Avilla, app. 304, Saint-Léonard, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

The head office of the corporation is at 325 Ste-Famille St., Kénogami, judiial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2641-68

Ciné-Parc St-Eustache inc.
St-Eustache Outdoor Cinema Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marc Poulin, advocate, 11765 Alexandre-Lacoste, Ruth De Kinder, secretary, wife of Louis De Kinder, 10184 Marquette, both of Montréal, and Pierrette Boilie, secretary, wife of Jean-Marc Boilie, 9178, 12th Avenue, Saint-Michel, for the following purposes:

To operate all kinds of cinemas and more specially outdoor cinemas, under the name of "Ciné-Parc St-Eustache inc.— St-Eustache Outdoor Cinema Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares with a nominal value of $1 each and 2,000 preferred shares with a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358 2048-68

Circle Industries Incorporated
Les Industries du Cercle incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henry Schreiber, 263 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, Sam Manitta, 12089 Daigle Street, Montreal, and George Daughters, 4482 Rollande Avenue, Pierrefonds, all three executives, for the following purposes:

To manufacture and deal in wood, metal and plastic products of all kinds, under the name of "Circle Industries Incorporated — Les Industries du Cercle incorporée", with a total capital stock of $100,000, divided into 60,000 common shares of a par value of $1 each, 15,000 class "A" shares of a par value of $1 each and 2,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 2385-68

Citedis Film Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard-C. Forest, 3760 Harvard, Bernard Laberge, 5546 Decelles, Apt. 5, both notaries, Micheline Paillé, 4055 Décarie, Apt. 414, all three of Montreal, and Denise Lacombe, 6800 D'Avila, Apt. 304, Saint-Léonard, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

Faire le commerce des droits de représentation, de distribution et de reproduction de films et exploiter des salles de cinéma et de théâtre, sous le nom de « Citedis Film Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 135, rue Sherbrooke est, suite 206, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2777-68

Club Auto Marieville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Normand Poirier, estimateur, 622, Claude-de-Ramsay, Gilles Gladu, opérateur, 480, St-Césaire, et Gilles Poulin, policier, 2096, St-Césaire, tous trois de Marieville, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport automobile, sous le nom de « Club Auto Marieville inc. ».

Le montant auquel est limité le revenu annuel des propriétés immobilières que la corporation peut acquérir et posséder, est limité à $50,000.

Le siège social de la corporation est à Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2461-68

Comali inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1968, constituant en corporation: Lionel-H. Benoit, comptable agréé, 166, de Bretagne, Longueuil, André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, et Lise Marsolais, secrétaire, fille majeure, 2577, rue Arcand, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, cabarets, tavernes, bars, salles à manger, hôtels ou autres commerces, sous le nom de « Comali inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1840, rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 5329-67

La Cie de Gestion P. F. R. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1968, constituant en corporation: François Ratté, Paul-Henri Ratté, tous deux marchands, de 103, 3e avenue, et Gaétane Dupéré, secrétaire, fille majeure, 714, rue St-Joseph est, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

To deal in film representation, distribution and reproduction rights and to operate cinemas and theatres, under the name of "Citedis Film Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 135 Sherbrooke Street East, Suite 206, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2777-68

Club Auto Marieville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Normand Poirier, appraiser, 622 Claude-de-Ramsay, Gilles Gladu, operator, 480 St-Césaire, and Gilles Poulin, policeman, 2096 St-Césaire, all three of Marieville, for the following purposes:

To form and operate a sports club, and to promote in particular the sport of automobiles, under the name of "Club Auto Marieville inc.".

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Marieville, judicial district of Saint Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2461-68

Comali inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lionel-H. Benoit, chartered accountant, 166 de Bretagne, Longueuil, André Gauthier, advocate, 1990 des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, and Lise Marsolais, secretary, spinster of the full age of majority, 2577 Arcand Street, Montreal, for the following purposes:

To operate restaurants, cabarets, taverns, bars, dining rooms, hotels or other businesses, under the name of "Comali inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1840 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 5329-67

La Cie de Gestion P. F. R. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Ratté, Paul-Henri Ratté, both traders of 103, 3rd Avenue, and Gaétane Dupéré, secretary, spinster of the full age of majority, 714 St-Joseph Street East, all three of Québec, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « La Cie de Gestion P. F. R. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 103, 3e avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2753-68

André Côté transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1968, constituant en corporation: André Côté, camionneur, Lucille Jacques, ménagère, épouse dudit André Côté, tous deux de 332, Quintal, et Vallier Dubé, représentant de ventes, 686, rue Mondor, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « André Côté transport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 332, rue Quintal, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2688-68

Davis-Sismondo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1968, constituant en corporation: Robert R. Davis, philatéliste et gérant des ventes, 807, rue Boissy, Sergio Sismondo, philatéliste et travailleur social, 951, rue Boissy, tous deux de Saint-Lambert, et John Herschorn, avocat, 1396 ouest, Sainte-Catherine, bureau 226, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de philatélie et de numismatique, sous le nom de « Davis-Sismondo Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à la rue Windsor, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2782-68

Den-Ray inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1968, constituant en corporation: Fernand Lavigne, commerçant, Thérèse Lavigne, ménagère, épouse commune en viens dudit Fernand Lavigne, tous deux de 1191, 42e avenue, et Raoul Lavigne, commis, 1137, 43e avenue, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, salles à manger et cantines mobiles, sous le nom de « Den-Ray inc. », avec un capital total de $40,000, divise en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

To carry on business as a holding company, under the name of "La Cie de Gestion P. F. R. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 103, 3rd Avenue, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2753-68

André Côté transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Côté, trucker, Lucille Jacques, housewife, wife of the said André Côté, both of 332 Quintal, and Vallier Dubé, sales representative, 686 Mondor St., all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "André Côté transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 332 Quintal St., Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2688-68

Davis-Sismondo Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert R. Davis, sales manager and philatelist, 807 Boissy Street, Sergio Sismondo, social worker and philatelist, 951 Boissy Street, both of Saint-Lambert, and John Herschorn, advocate, 1396 St. Catherine West, Suite 226, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as philatelists and numismatists, under the name of "Davis-Sismondo Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Windsor Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 2782-68

Den-Ray inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Lavigne, trader, Thérèse Lavigne, housewife, wife common as to property of said Fernand Lavigne, both of 1191, 42nd Avenue, and Raoul Lavigne, clerk, 1137, 43rd Avenue, all three of Laval, for the following purposes:

To operate restaurants, dining rooms and mobile canteens, under the name of "Den-Ray inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 1191, 42e avenue, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 5160-67

Deziel Auto Spring Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juin 1968, constituant en corporation: Madeleine Levesque, sténo-dactylo, fille majeure, 924, Princesse, Rachel Lafontaine, secrétaire, fille majeure, 203, 5e avenue, Claude Papineau, gérant, 1082, Grosvenor, tous trois de Sherbrooke, André Couture, notaire, 50, rue Speid, Lennoxville, et Camille Messara, avocat, Deauville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Deziel Auto Spring Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 50, boulevard St-François sud, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2383-68

Les Distributeurs automatiques Idéal inc. Idéal Automatic & Vending Machines Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Michel Lemyre, commerçant, 2193, Place Ronsard, Alberte Desjardins, secrétaire, fille majeure, 1424, 95e avenue, tous deux de Laval, et Raymond Marion, restaurateur, 6603, boulevard Roi René, Anjou, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits distribués et vendus par machines automatiques, sous le nom de « Les Distributeurs automatiques Idéal inc.—Idéal Automatic & Vending Machines Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 36,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358-o 1496-68

Distributions Culturelles Vita ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1968, constituant en corporation: Olivier Gauthier, avocat, 12380, Jeanne-Mance, Thérèse Bordeleau, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Roger Téletcha, 6418, De Lorimier, Luc Leamy, comptable, 4395, Gouin ouest, tous trois de Montréal, et Nicole Gagnon, secrétaire, fille majeure, 1985, Paradis, Laval, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 1191, 42nd Avenue, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 5160-67

Deziel Auto Spring Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Madeleine Levesque, steno-typist, spinster of the full age of majority, 924 Princesse, Rachel Lafontaine, secretary, spinster of the full age of majority, 203, 5th Avenue, Claude Papineau, manager, 1082 Grosvenor, all three of Sherbrooke, André Couture, notary, 50 Speid Street, Lennoxville, and Camille Messara, advocate, Deauville, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all accessories and parts thereof, under the name of "Deziel Auto Spring Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 50 South St-François Boulevard, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 2383-68

Les Distributeurs automatiques Idéal inc. Idéal Automatic & Vending Machines Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Lemyre, trader, 2193 Place Ronsard, Alberte Desjardins, secretary, spinster of the full age of majority, 1424, 95th Avenue, both of Laval, and Raymond Marion, restaurant keeper, 6603 Roi René Boulevard, Anjou, for the following purposes:

To deal in all kinds of products distributed and sold by automatic machines, under the name of "Les Distributeurs automatiques Idéal inc.— Idéal Automatic & Vending Machines Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and into 36,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secrétary of the Province.

25358 1496-68

Distributions Culturelles Vita ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Olivier Gauthier, advocate, 12380 Jeanne-Mance, Thérèse Bordeleau, secretary, wife contractually separate as to property of Roger Téletcha, 6419 De Lorimier, Luc Leamy, accountant, 4395 Gouin West, all three of Montreal, and Nicole Gagnon, secretary, spinster of the full age of majority, 1985 Paradis, Laval, for the following purposes:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Distributions Culturelles Vita ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 1942-68

Le Domaine Baril ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1968, constituant en corporation: Normand Provencher, notaire, Yolande Berrouard, ménagère, épouse dudit Normand Provencher, et Antoine Gagné, industriel, tous trois de Manseau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Le Domaine Baril ltée », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Princeville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2603-68

Drapemaker Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1968, constituant en corporation: Jack B. Bobrove, 5615, avenue Cork, Côte Saint-Luc, Edward H. Bernfeld, 1117, ouest, rue Ste-Catherine, tous deux avocats, et John R. Howard, secrétaire, 1420, rue Towers, app. 703, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de tissus, draperies, rideaux, carpettes, tapis, tissus, bibelots marchandises de fantaisie et tous autres articles semblables à iceux et en faire le commerce, sous le nom de « Drapemaker Industries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2538-68

Économico ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1968, constituant en corporation: Jean-Pierre Cadorette, électronicien, 822, Monseigneur Grandin, Pierre-Paul Dussault, technicien, 816, le Prémont, et Camilien Tremblay, administrateur, 706, le Cavelier, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

To carry on business as publishers, printers, engravers, bookbinders and other similar businesses, under the name of "Distributions Culturelles Vita ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 1942-68

Le Domaine Baril ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Normand Provencher, notary, Yolande Berrouard, housewife, wife of said Normand Provencher, and Antoine Gagné, industrialist, all three of Manseau, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Le Domaine Baril ltée", with a capital stock divided into 4,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Princeville, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2603-68

Drapemaker Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack B. Bobrove, 5615 Cork Avenue, Côte Saint-Luc, Edward H. Bernfeld, 1117 St. Catherine West, both advocates, and John R. Howard, secretary, 1420 Towers Street, Apt. 703, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of fabrics, drapes, curtains, carpets, rugs, materials, notions, fancy goods and all other items similar thereto, under the name of "Drapemaker Industries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 39,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 2538-68

Économico ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Pierre Cadorette, electronician, 822 Monseigneur Grandin, Pierre-Paul Dussault, technician, 816 le Prémont, and Camilien Tremblay, administrator, 706 le Cavelier, all three of Sainte-Foy, for the following purposes:

Solliciter des contrats de publicité, publier des annonces, et agir comme conseiller des entrepreneurs de publicité, sous le nom de « Économico ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2598-68

Les Entreprises Brossard ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1968, constituant en corporation: Georges Brossard, notaire, 2201, Lapinière, Monique Brossard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Denis Laplante, 6155, Angèle, et Claude Poulin, avocat, 1602, Alcide, tous trois de Brossard, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, ainsi que toutes pièces et parties, sous le nom de « Les Entreprises Brossard ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2201, boulevard Lapinière, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2425-68

Les Entreprises Desourdy inc.
Desourdy Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes, en date du 1er avril 1968, autorisant la fusion de « Les Entreprises Desourdy ltée — Desourdy Enterprises Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 21 janvier 1963, « Desourdy Frères limitée », constituée par lettres patentes en date du 1er mai 1956, et « Chateauguay Sand Incorporated », constituée par lettres patentes en date du 14 octobre 1958, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, de construction et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Entreprises Desourdy inc.— Desourdy Enterprises Inc.", avec un capital total de $300,000, divisé en 150,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 87, Montée St-Luc, St-Luc, district judiciaire de Saint-Jean.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358-o 1402-68 — 1423/1

Les Entreprises Deziel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1968,

To solicit publicity contracts, publish advertisements, and act as counsellors for publicity contractors, under the name of "Économico ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2598-68

Les Entreprises Brossard ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Brossard, notary, 2201 Lapinière, Monique Brossard, housewife, wife contractually separate as to property of Denis Laplante, 6155 Angèle, and Claude Poulin, advocate, 1602 Alcide, all three of Brossard, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, as well as their pieces and parts, under the name of "Les Entreprises Brossard ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2201 Lapinière Blvd., Brossard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2425-68

Les Entreprises Desourdy inc.
Desourdy Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province granted letters patent dated April 1, 1968, authorizing the amalgamation of "Les Entreprises Desourdy ltée — Desourdy Enterprises Ltd.", incorporated by letters patent dated January 21, 1963, "Desourdy Frères limitée", incorporated by letters patent dated May 1, 1956, and "Chateauguay Sand Incorporated", incorporated by letters patent dated October 14, 1958, all the aforesaid letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on business as a transport, construction and holding company, under the name of "Les Entreprises Desourdy inc.— Desourdy Enterprises Inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 150,000 common shares of a par value of $1 each and into 1,500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 87 Montée St-Luc, St-Luc, judicial district of Saint-Jean.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358 1402-68 — 1423/1

Les Entreprises Deziel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, in-

constituant en corporation; André Couture, notaire, 50, rue Speid, Lennoxville, Jean Cormier, avocat, 309, Mont Plaisant, Lise Drouin, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Marc-André Paquette, 1281, Dorval, Marina Laplante, secrétaire, fille majeure, 397, 7e avenue sud, et Rachel Lafontaine, secrétaire, fille majeure, 203, 5e avenue, ces quatre derniers de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et faire le commerce de sable, gravier, pierre concassée ou non et de ses sous-produits et autres produits semblables, sous le nom de « Les Entreprises Deziel inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 50, boulevard St-François sud, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2602-68

corporating: André Couture, notary, 50 Speid Street, Lennoxville, Jean Cormier, advocate, 309 Mont Plaisant, Lise Drouin, secretary, wife contractually separate as to property of Marc-André Paquette, 1281 Dorval, Marina Laplante, secretary, spinster of the full age of majority, 397, 7th Avenue South, and Rachel Lafontaine, secretary, spinster of the full age of majority, 203, 5th Avenue, the latter four of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a construction company and to deal in sand, gravel, crushed or uncrushed stone and its by-products and other similar products, under the name of "Les Entreprises Deziel inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 50 St. François Boulevard South, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 2602-68

Les Entreprises R. Plourde ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1968, constituant en corporation: René Plourde, gemmologiste, Anne Willmott, ménagère, épouse commune en biens dudit René Plourde et dûment autorisé par lui aux fins des présentes, et Roger Plourde, bijoutier, tous trois du 218, chemin Senneville, Senneville, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placement, sous le nom de « Les Entreprises R. Plourde ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 90,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 218, chemin Senneville, Senneville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2766-68

Les Entreprises R. Plourde ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Plourde, gemologist, Anne Willmott, housewife, wife common as to property of the said René Plourde and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Roger Plourde, jeweller, all three of 218 Senneville Road, Senneville, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Les Entreprises R. Plourde ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 90,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 218 Senneville Road, Senneville, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358-o 2766-68

Fondation Éducative de Matane inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1968, constituant en corporation sans capital-actions: René Lapointe, industriel, 631, avenue St-Jérôme, Rodrigue Côté, notaire, Jean-Yves Desrosiers, comptable, 144, de la Fabrique, et Kenneth Gagné, avocat, 217, Notre-Dame, tous quatre de Matane, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « Fondation Éducative de Matane inc.».

Le siège social de la corporation est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2438-68

Fondation Éducative de Matane inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: René Lapointe, industrialist, 631 St-Jérôme Ave., Rodrigue Côté, notary, Jean-Yves Desrosiers, accountant, 144 de la Fabrique, and Kenneth Gagné, advocate, 217 Notre-Dame, all four of Matane, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in all ways the economic, social and professional interests of the members, under the name of "Fondation Éducative de Matane inc.".

The head office of the corporation is at Matane, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 2438-68

Le Foyer Patro de Rivière-du-Loup inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Antonio Chassé, gérant, Ernest Ouellet, commissaire d'école, Yvon Morin, Léon Pelletier, tous deux professeurs, Joseph Diament, curé, Ronald Landry, prêtre, Jean-Baptiste Thivierge, ajusteur d'assurance, et Rosaire Gendron, diplômé en commerce, tous de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et administrer des résidences de clercs, maisons d'enseignement ou d'éducation, centres récréatifs, bibliothèques, chapelles, salles, publiques, terrains de jeux et centres de loisirs, sous le nom de « Le Foyer Patro de Rivière-du-Loup inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358-o 2105-68

Le Foyer Patro de Rivière-du-Loup inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Antonio Chassé, manager, Ernest Ouellet, school commissioner, Yvon Morin, Léon Pelletier, both professors, Joseph Diament, parish priest, Ronald Landry, priest, Jean-Baptiste Thivierge, insurance adjustor, and Rosaire Gendron, licensed in commerce, all of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To establish, maintain and administer residences for clergymen, teaching or education houses, recreative centers, library buildings, chapels, public halls, playgrounds and centers for recreational activities, under the name of "Le Foyer Patro de Rivière-du-Loup inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire or possess is of $1,000,000.

The head office of the corporation is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358 2105-68

Geosol inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1968, constituant en corporation: Pierre Marseille, 2165, Marillac, Jacques Delisle, 1240, de Samos, tous deux de Sillery, Jean Marier, 3045, La-Forest, et Pierre LaRue, 3034, de la Retraite, ces deux derniers de Sainte-Foy, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

L'exploitation de laboratoires d'essais, d'études et d'analyse du sol, des minerais et des matériaux, sous le nom de « Geosol inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2660, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358-o 2357-68

Geosol inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Marseille, 2165 Marillac, Jacques Delisle, 1240 de Samos, both of Sillery, Jean Marier, 3045 La-Forest, and Pierre LaRue, 3034 de la Retraite, the latter two of Sainte-Foy, all four advocates, for the following purposes:

To operate a testing, study and analysis of soils, mineral and material laboratory, under the name of "Geosol inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 2660 Ste-Foy Road, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358 2357-68

Harrell-Gapin Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1968, autorisant la fusion de la compagnie « Harrell Acceptance Corporation », constituée en corporation par lettres patentes datées du 24e jour de septembre 1962, de la compagnie « Middlesex Development Corp », constituée en corporation par lettres patentes datées du 25e jour de février 1959, de la compagnie « I. L. Vosko Realties Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 2e jour de juillet 1950, de la compagnie « Gapin Enterprises Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 26e jour de juin 1959, de la compagnie « Sajo Realties Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 13e jour d'août 1958, de la compagnie « Côte St. Paul Relaty Corp. », constituée en corporation par lettres patentes

Harrell-Gapin Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent bearing date the 12th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgation of "Harrell Acceptance Corporation", incorporated by letters patent dated the 24th day of September, 1962, "Middlesex Development Corp.", incorporated by letters patent dated the 25th day of February, 1959, "I. L. Vosko Realties Inc.", incorporated by letters patent dated the 2nd day of July, 1959, "Gapin Enterprises Inc.", incorporated by letters patent dated the 26th day of June, 1959, "Sajo Realties Inc.", incorporated by letters patent dated the 13th day of August, 1958, "Côte St. Paul Realty Corp.", incorporated by letters patent dated the 12th day of May, 1959, "Gerald Realties Inc.", incorporated by letters patent dated the 13th day of August, 1958, "Dajo Realties Inc.", incorporated by

datées du 12e jour de mai 1959, de la compagnie « Gerald Realties Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 13e jour d'août 1958, de la compagnie « Dajo Realties Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 13e jour d'août 1958, de la compagnie « Shalom Enterprises Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 25e jour de novembre 1960, de la compagnie « A-L Enterprises Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 25e jour d'octobre 1961 et de la compagnie « D.S.J. Enterprises Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 25e jour d'octobre 1961, toutes cesdites lettres patentes ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies pour les objets suivants:

Agir à titre de compagnie de financement, sous le nom de « Harrell-Gapin Enterprises Limited », avec un capital total de $16,150, divisé en 415,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $0.01 chacune et 120 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 45, rue St-Joseph, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358 1044-68 — 1427/17

letters patent dated the 13th day of August, 1958, "Shalom Enterprises Inc.", incorporated by letters patent dated the 25th day of November, 1960, "A-L Enterprises Inc.", incorporated by letters patent dated the 25th day of October, 1961, and "D. S. J. Enterprises Inc.", incorporated by letters patent dated the 25th day of October, 1961, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To act as an acceptance company, under the name of "Harrell-Gapin Enterprises Limited", with a total capital stock of $16,150, divided into 415,000 common shares of the par value of $0.01 and 120 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at 45 St. Joseph Street, Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358-o 1044-68 — 1427/17

Hôpital T.V. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1968, constituant en corporation: Réal Dion, avocat, Ghislaine Galarneau, et Louise Boucher, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de 15, Lévesque, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce, l'entretien et la réparation de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Hôpital T.V. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Joseph-du-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2490-68

Hôpital T.V. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Dion, advocate, Ghislaine Galarneau, and Louise Boucher, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of 15 Lévesque, Laval, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in the maintenance and the repairing of all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Hôpital T.V. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Joseph-du-Lac, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 2490-68

Hy-Grade Concrete Blocks Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1968, constituant en corporation: André Bourdon, 68, rue Pratt, Longueuil, Alexandre Mierzwinski, 3436, rue St-Hubert, tous deux avocats, et Jeanne Fortier, secrétaire, fille majeure, 1260, rue Mackay, app. 9, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du ciment et de ses sous-produits, sous le nom de « Hy-Grade Concrete Blocks Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2499-68

Hy-Grade Concrete Blocks Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Bourdon, 68 Pratt street, Longueuil, Alexandre Mierzwinski, 3436 Saint-Hubert street, both advocates, and Jeanne Fortier, secretary, spinster of the full age of majority, 1260 Mackay street, Apt. 9, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture cement and its by-products and to deal in same, under the name of "Hy-Grade Concrete Blocks Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 2499-68

Legault métal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1968, constituant en corporation: Adonaï Legault, Gérard Legault, tous deux commerçants, et Réjean Vachon, journalier, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Legault métal inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2767-68

Legault métal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adonaï Legault, Gérard Legault, both traders, and Réjean Vachon, labourer, all three of Amos, for the following purposes:

To deal in merchandise and articles manufactured totally or in part from wood or metal, under the name of "Legault métal inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 25,000 common shares of $1 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Amos, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 2767-68

Lépine ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1968, constituant en corporation: J.-Léopold Lépine, Michel-G. Lépine, tous deux de 930, Pouliot, Robert Lépine, R.-André Lépine, tous deux de 1282, Montpellier, F.-Gabriel Lépine, 2769, Beauvoir, tous cinq de Sainte-Foy, et J.-Germain Lépine, 1250, Forget, Sillery, tous six administrateurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme directeurs de funérailles, sous le nom de « Lépine ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 715, St-Vallier est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2644-68

Lépine ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Léopold Lépine, Michel-G. Lépine, both of 930 Pouliot, Robert Lépine, R.-André Lépine, both of 1282 Montpellier, F.-Gabriel Lépine, 2769 Beauvoir, all five of Sainte-Foy, and J.-Germain Lépine, 1250 Forget, Sillery, all six executives, for the following purposes:

To carry on business as undertakers, under the name of "Lépine ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each, 1,000 class "A" preferred shares of $10 each and 1,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 715 Saint-Vallier East, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 2644-68

Location B. M. ltée
B. M. Leasing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1968, constituant en corporation: Paul-E. Normandeau, 8406, Peterborough Circle, Gontran Chamard, 5491, Roi René, tous deux d'Anjou, et Marc Leblanc, 107, Ashton, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les oblets suivants:

Exercer le commerce de louage de biens meubles, sous le nom de « Location B. M. ltée — B. M. Leasing Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2323, Montée St-Aubin, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2601-68

Location B. M. ltée
B. M. Leasing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-E. Normandeau, 8406 Peterborough Circle, Gontran Chamard, 5491 Roi René, both of Anjou, and Marc Leblanc, 107 Ashton, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To operate a movables rental business, under the name of "Location B. M. ltée — B. M. Leasing Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2323 Montée St-Aubin, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 2601-68

Lulu-Ann inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1968, constituant en corporation: André Garon, professeur, Francine B. Garon, étudiante, épouse dudit André Garon, tous deux de 775, Calixa-Lavallée, app. 22, Québec, et Claude Boivin, avocat, 1094, Dijon, app. 107, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de robes et autres vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Lulu-Ann inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $50 chacune et en 600 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5045, avenue Borden, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2659-68

Lumen Orion ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1968, constituant en corporation: Lorant A. Mark, ingénieur civil, 5970, 21e avenue, suite 207, Eugène Molnar, architecte, 2403, Montclair, et Yolande Parent, institutrice, fille majeure, 6755, Chambord, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de lustrerie et/ou de fixtures électriques, sous le nom de « Lumen Orion ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordiaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5970, 21e avenue, suite 207, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2552-68

The Maidenhead Inn Plaza Inc.
L'Auberge Maidenhead Plaza inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1968, constituant en corporation: Anita Wasserman, ménagère, épouse de Sidney C. Hoffman, 1815, Greenbrae Sparks, Nevada, dans les états-unis d'Amérique, Jean Ramsay, administrateur de publicité, épouse de Ian Drummond Young, route rurale 1, Rougemont et Alan Hill, restaurateur, 3774, Addington, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter, gérer et administrer des auberges, hôtels, motels, restaurants, tavernes et cabarets, sous le nom de « The Maidenhead Inn Plaza Inc.— L'Auberge Maidenhead Plaza inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358 2448-68

Lulu-Ann inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Garon, professor, Francine B. Garon, student, wife of said André Garon, both of 775 Calixa-Lavallée, Apt. 22, Québec, and Claude Boivin, advocate, 1094 Dijon, Apt. 107, Sainte-Foy, for the following purposes:

To manufacture and deal in dresses and other clothing of all kinds, under the name of "Lulu-Ann inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $50 each and into 600 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at 5045 Borden Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2659-68

Lumen Orion ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lorant A. Mark, civil engineer, 5970, 21st Ave., Suite 207, Eugène Molnar, architect, 2403 Montclair, and Yolande Parent, teacher, spinster of the full age of majority, 6755 Chambord, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in chandeliers and/or electrical fixtures, under the name of "Lumen Orion ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 5970, 21st Ave., Suite 207, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2552-68

The Maidenhead Inn Plaza Inc.
L'Auberge Maidenhead Plaza inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Anita Wasserman, housewife, wife of Sidney C. Hoffman, 1815 Greenbrae, Sparks, Nevada, in the United States of America, Jean Ramsay, advertising executive, wife of Ian Drummond Young, Rural Route 1, Rougemont, and Alan Hill, restaurateur, 3774 Addington, Montreal, for the following purposes:

To operate, manage and conduct inns, hotels, motels, restaurants, taverns and cabarets, under the name of "The Maidenhead Inn Plaza Inc.— L'Auberge Maidenhead Plaza inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358-o 2448-68

Marché Bois-Franc inc.
Bois-Franc Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1968, constituant en corporation: Pierre-G. Bouchard, 3610, boulevard Toupin, André Bélanger, 620, Crevier, tous deux avocats, de Saint-Laurent, et Pauline Désormiers, secrétaire, épouse légalement séparée de biens d'André Simard, 9362, Châteaubriand, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles et vivres d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « Marché Bois-Franc inc.— Bois-Franc Market Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2815, Bois-Franc, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2557-68

Marché Bois-Franc inc.
Bois-Franc Market Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-G. Bouchard, 3610 Toupin Boulevard, André Bélanger, 620 Crevier, both advocates of Saint-Laurent, and Pauline Désormiers, secretary, wife legally separate as to property of André Simard, 9362 Châteaubriand, Montreal, for the following purposes:

To deal in food products, groceries, meats, poultries and breeders supplies of all kinds, under the name of "Marché Bois-Franc inc.— Bois-Franc Market Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2815 Bois-Franc, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 2557-68

Metal Finishing Services Limited
Services de finission de métaux limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1968, constituant en corporation: Robert A. Hope, 562, Grosvenor, Westmount, Richard J. F. Bowie, 952, Grou, Saint-Laurent, et Jack R. Miller, 455, Bourke, Dorval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les fonctions de manufacturier, producteur, marchand et distributeur de produits et de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Metal Finishing Services Limited — Services de finission de métaux limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2555-68

Metal Finishing Services Limited
Services de finission de métaux limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert A. Hope, 562 Grosvenor, Westmount, Richard J. F. Bowie, 952 Grou, Saint-Laurent, and Jack R. Miller, 455 Bourke, Dorval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as manufacturer, producer, merchant and distributor of products and merchandise of all kinds, under the name of "Metal Finishing Services Limited — Services de finission de métaux limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 35,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358-o 2555-68

Mimagie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1968, constituant en corporation: Jean Glushik, Céline Trudeau, toutes deux secrétaires, filles majeures, de 5, Place Ville Marie, suite 445, Montréal, et Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, pourles objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Mimagie inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune, 200,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 294,000 actions privilégiées classe « C » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Mimagie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Glushik, Céline Trudeau, both secretaries, spinsters of the full age of majority, of 5 Place Ville Marie, Suite 445, Montreal, and Jean Monet, advocate, 4681 Westmount Avenue, Westmount, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Mimagie inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each, 5,000 preferred class "A" shares of a nominal value of $1 each, 200,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each and into 294,000 preferred class "C" shares of a nominal value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 34, avenue Prince-Philip, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2529-68

D. Morisset inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1968, constituant en corporation: David Morisset, 1601, 3e avenue, Québec, Conrad Vézina, 124, St-Jules, Beauport, et Roland Carrière, 2354, rue du Vieux Moulin, Giffard, tous trois techniciens dentaires, pour les objets suivants:

Fournir, confectionner et réparer toutes pièces de prothèses buccales de quelque nature que ce soit, sous le nom de « D. Morisset inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 200 actions actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 695, boulevard Charest est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2583-68

Morissette & Morin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1968, constituant en corporation: Rosaire Morin, courtier, Juliette Drouin, ménagère, épouse dudit Rosaire Morin, Antoine Morisette, entrepreneur, et Gabrielle Paquet, ménagère, épouse dudit Antoine Morisette, tous quatre de Saint-Georges, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Morissette & Morin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges-Est, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2628-68

Nanou Realties Inc.
Immeubles Nanou inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1968, constituant en corporation: Albert Marcus, 1063, Mont-Royal, Outremont, Abraham Cohen, 5986, avenue McShane, tous deux avocats, et Claire Wilisky, secrétaire, célibataire, 3420, rue Hutchison, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder, exploiter, entretenir, louer, hypothéquer ou garantir d'autre façon ou accepter des hypothèques sur des propriétés immobilières, sous le nom de « Nanou Realties Inc.—Immeubles Nanou inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the company is at 34 Prince-Philip Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2529-68

D. Morisset inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Morisset, 1601, 3rd Ave., Québec, Conrad Vézina, 124 St-Jules, Beauport, and Roland Carrière, 2354 du Vieux Moulin St., Giffard, all three dental technicians, for the following purposes:

To supply, make and repair all buccal prosthesis of any type whatsoever, under the name of "D. Morisset inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 200 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 695 Charest Blvd. East, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2583-68

Morissette & Morin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rosaire Morin, broker, Juliette Drouin, housewife, wife of said Rosaire Morin, Antoine Morissette, contractor, and Gabrielle Pquet, housewife, wife of said Antoine Morissette, all four of Saint-Georges, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Morissette & Morin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of 100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Georges-East, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2628-68

Nanou Realties Inc.
Immeubles Nanou inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Marcus, 1063 Mount Royal, Outremont, Abraham Cohen, 5986 McShane Avenue, both advocates, and Claire Wilisky, secretary, spinster, 3420 Hutchison Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To own, operate, maintain, rent, lease, mortgage or otherwise charge or encumber immovable property, under the name of "Nanou Realties Inc.— Immeubles Nanou inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2721-68

Nun's Island Theatre Inc.
Le Théâtre de l'Ile des Soeurs inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1968, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 2445, Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897, Wavell, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Jovitte Dmuchalsky, secrétaire, célibataire, 581, Ladouceur, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter, maintenir, acquérir et gérer un ou plusieurs centres de théâtre, sous le nom de « Nun's Island Theatre Inc.— Le Théâtre de l'Ile des Soeurs inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2815-68

Oslo Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juin 1968, constituant en corporation: Edward J. White, 728, 16e avenue, LaSalle, Clément G. Sheppard, chemin St-Régis nord, Saint-Isidore, comté de Laprairie, tous deux constructeurs, et J. Bernard Billard, notaire, 715, Carré Victoria, suite 930, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Oslo Construction Ltd. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale et en 4,500 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 715, Carré Victoria, suite 930, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2818-68

Pallotta Brothers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1968, constituant en corporation: Federico Pallotta, tailleur, 4505, Bourdages, Fausto Pallotta, 5182, Rimbaud, Pietro Pallotta, 4507, Bourdages, tous deux soudeurs, Pasqualina Forenza, finisseuse, célibataire, 8522, D'Artagnon, tous quatre de Saint-Léonard, et Franco Pallotta, soudeur, 8008, 21e avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Fabriquer des marchandises, articles et produits de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Pallotta Brothers Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 390 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 2712-

Nun's Island Theatre Inc.
Le Théâtre de l'Ile des Soeurs inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel H. Shriar, 2445 Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897 Wavell, Côte Saint-Luc, both lawyers, and Jovitte Dmuchalsky, secretary, spinster, 581 Ladouceur, Laval, for the following purposes:

To operate, maintain, acquire and manage one or more theatre centers, under the name of "Nun's Island Theatre Inc.— Le Théâtre de l'Ile des Soeurs inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 2815-68

Oslo Construction Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edward J. White, 728, 16th Avenue, LaSalle, Clément G. Sheppard, Saint-Régis Road North, Saint-Isidore, county of Laprairie, both constructors, and J. Bernard Billard, notary, 715 Victoria Square, Suite 930, Montreal, for for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Oslo Construction Ltd.", with a capital stock divided into 100 common shares with no nominal value and 4,500 class "A" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 715 Victoria Square, Suite 930, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2818-68

Pallotta Brothers Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Federico Pallotta, cutter, 4505 Bourdages, Fausto Pallotta, 5182 Rimbaud, Pietro Pallotta, 4507 Bourdages, both welders, Pasqualina Forenza, finisher, spinster, 8522 D'Artagnon, all four of Saint-Léonard, and Franco Pallotta, welder, 8008, 21st Avenue, Saint-Michel, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of every kind and description, under the name of "Pallotta Brothers Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 8008, 21e avenue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2483-68

Parti Public de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Marc-Michel Pilon, journaliste, 1940, Ste-Catherine est, Paul Laurent, agent de relations extérieures, 2505, Édouard-Montpetit, tous deux de Montréal, et Claire Poirier, secrétaire, épouse séparée de biens de Normand Filiatrault, 731, Giroux, Laval, pour les objets suivants:

Grouper les personnes qui s'occupent de politique municipale dans la ville de Montréal en vue d'étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et culturels, sous le nom de « Parti Public de Montréal inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 1990-68

Pépinière Soulanges limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1968, constituant en corporation: André Wart, pépiniériste, Laurette Ménard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit André Wart, tous deux de Coteau-du-Lac, et Georges Guyaux, professeur, Franklin Centre, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes, cultivateurs et producteurs de plantes, grains et semences, sous le nom de « Pépinière Soulanges limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Anicet, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2458-68

Les Placements Henri inc.
Henri Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1968, constituant en corporation: André Perreault, avocat, 4680, Montclair, Chantal Bachini, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 656, Place Fleury, tous deux de Montréal, et Guy Tremblay, gérant 10817, St-Julien, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 8088, 21st Avenue, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 2483-68

Parti Public de Montréal inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marc-Michel Pilon, journalist, 1940, St. Catherine St. East, Paul Laurent, foreign relations agent, 2505 Édouard-Montpetit, both of Montreal, and Claire Poirier, secretary, wife separate as to property of Normand Filiatrault, 731 Giroux, Laval, for the following purposes:

To group together the persons interested in municipal politics in the city of Montreal in order to study, promote, protect and develop in all ways the economic, social and cultural interests, under the name of "Parti Public de Montréal inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 1990-68

Pépinière Soulanges limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Wart, nurseryman, Laurette Ménard, housewife, wife contractually separate as to property of the said André Wart, both of Coteau-du-Lac, and Georges Guyaux, professor, Franklin Centre, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen, cultivators and producers of plants, grains and seeds, under the name of "Pépinière Soulanges limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Anicet, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2458-68

Les Placements Henri inc.
Henri Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Perreault, advocate, 4680 Montclair, Chantal Bachini, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 656 Place Fleury, both of Montreal, and Guy Tremblay, manager, 10817 St-Julien, Montreal-North, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les Placements Henri inc.— Henri Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune, 200 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Lin, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 1750-68

Les Placements Louise inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1968, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, Jean Glushik, et Céline Trudeau, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de 5, Place Ville Marie, suite 445, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Louise inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 99,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2795, rue Bonin, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2523-68

Placements Turcotte inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1968, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 1, Place Laval, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Placements Turcotte inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 50 actions ordinaires de $20 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 1,980 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 875, avenue Chapais, Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2455-68

Primarios Import Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1968, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5712, avenue Wilderton, Pinja E. Blitt, 4505,

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Placements Henri inc.— Henri Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, 200 preferred class "A" shares of $100 each and 100 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Lin, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 1750-68

Les Placements Louise inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Monet, advocate, 4681 Westmount Avenue, Westmount, Jean Glushik and Céline Trudeau, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority of 5 Ville Marie Place, suite 445, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Louise inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of a nominal value $1 each, 500 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each and 99,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 2795 Bonin Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2523-68

Placements Turcotte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of the said Pierre Lalande, both of 1 Place Laval, Laval, and Ginette Huneault, secretary, spinster of the full age of majority, 7283 Berri St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Placements Turcotte inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 50 common shares of $20 each, 1,000 preferred class "A" shares of $1 each and 1,980 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at 875 Chapais Ave., Val d'Or, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2455-68

Primarios Import Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton Avenue, Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon Avenue, both

avenue Plamondon, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des meubles, articles d'ébénisterie, chaises, lits, cabinets, tables, meubles rembourrés, articles connexes et en faire le commerce, sous le nom de « Primarios Import Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 10,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2843, chemin Bates, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnie et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2149-68

Les Puits du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1968, constituant en corporation: Georges Lizotte, entrepreneur, Réjeanne Lévesque, ménagère, épouse dudit Georges Lizotte, tous deux de 856, John West, et Clorinde Lizotte, directrice, fille majeure, 3049, Hochelaga, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme foreurs de puits, constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « Les Puits du Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 856, John West, Sainte-Foy, district juidciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2764-68

Rainbow of the Sea Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1968, constituant en corporation: Maria Cepile, commis, célibataire d'âge majeur, 8610, rue Outremont, Carlo Cuzenza, marchand, 7225, rue Beaulieu, et Pietro Zuliani, ingénieur de la marine, 8486, rue Stuart, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de pêcherie dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Rainbow of the Sea Products Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2279, rue Charland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2091-68

Ramon's Store Inc.
La Magasin Ramon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1968, constituant en corporation: Raymond Assaly, négo-

of Montreal, and Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, woodwork, chairs, beds, cabinets, tables, upholstered products and related articles, under the name of "Primarios Import Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each, 10,000 class "A" preferred shares of $1 each and 2,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2843 Bates Road, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 2149-68

Les Puits du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Lizotte, contractor, Réjeanne Lévesque, housewife, wife of the said Georges Lizotte, both of 856 John West, and Clorinde Lizotte, directress, spinster of the full age of majority, 3049 Hochelaga, all three of St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as well sinkers, builders and general contractors, under the name of "Les Puits du Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 856 John West, St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2764-68

Rainbow of the Sea Products Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maria Cepile, clerk, spinster of the full age of majority, 8610 Outremont Street, Carlo Cuzenza, merchant, 7225 Beaulieu Street, ad Pietro Zuliani, marine engineer, 8486 Stuart Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a fishery business in all its branches, under the name of "Rainbow of the Sea Products Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 2279 Charland Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 2091-68

Ramon's Store Inc.
La Magasin Ramon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Assaly, merchant, Nancy

ciant, Nancy Assaly, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raymond Assaly, tous deux de 11 ouest, rue Saint-Henry, Sainte-Agathe-des-Monts, et Frank Assaly, négociant, 7435, avenue Blenwood, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires en possédant et exploitant un magasin de nouveautés, au détail, sous le nom de « Ramon's Store Inc.— Le Magasin Ramon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions, financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2586-68

Le Relais Saint-François, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Alphonse Dubé, constructeur, 270, rue Dufferin, Jean-Paul Boulé, aide sociale, 594, boulevard Queen nord, Lise Lefebvre, aide sociale, fille majeure, 825, rue Belvédère sud, Isabelle Côté, ménagère, épouse séparée de biens de Léonce Côté, 1363, rue Amherst, Honorable Redmond Hayes, juge, Hôtel New Sherbrooke, rue Dépôt, Mathieu Parisien, courtier d'assurances, Édifice Morin, Thérèse Johnson, travailleuse sociale, épouse séparée de biens de Jacques Johnson, 499, rue Vimy, Claude Richer, libraire, 268, rue King ouest, et Prosper Duquette ingénieur, 2239, rue Galt ouest, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Organiser, administrer et diriger une ou des maisons ou centres destinés à recevoir des jeunes gens et jeunes filles sans foyer ou séparés de leur foyer naturel ou pour toute autre raison parente ou semblable, sous le nom de « Le Relais St-François, inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $5,000,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358-o 1798-68

Rémillard & Riverin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1968, constituant en corporation: André Rémillard, 609, Routhier, Sainte-Foy, Michel Riverin, 195, des Lilas ouest, Québec, tous deux courtiers d'assurances, et Auguste Jean, pharmacien, 213a, Giguère, Vanier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Rémillard & Riverin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Les Saules, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25258-o 2517-68

Assaly, housewife, wife separate as to property of the said Raymond Assaly, both of 11 St. Henry Street West, Sainte-Agathe-des-Monts, and Frank Assaly, merchant, 7435 Glenwood Avenue, Montreal, for the following purposes:

To own, operate and carry on a business of retail department and variety store, under the name of "Ramon's Store Inc.— Le Magasin Ramon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 2586-68

Le Relais Saint-François, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Alphonse Dubé, builder, 270 Dufferin St., Jean-Paul Boulé, social assistant, 594 Queen Blvd. North, Lise Lefebvre, social assistant, spinster of the full age of majority, 825 Belvédère St. South, Isabelle Côté, housewife, wife separate as to property of Léonce Côté, 1363 Amherst St., Honourable Redmond Hayes, judge, New Sherbrooke Hotel, Dépôt St., Mathieu Parisien, insurance broker, Morin Building, Thérèse Johnson, social worker, wife separate as to property of Jacques Johnson, 499 Vimy St., Claude Richer, librarian, 268 King St. West, and Prosper Duquette, engineer, 2239 Galt St. West, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To organize, administer and manage one or more homes or centers to receive young men and women who are homeless or separated from their natural home or for any other related or similar reason, under the name of "Le Relais St-François, inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $5,000,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358 1798-68

Rémillard & Riverin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Rémillard, 609 Routhier, St. Foy, Michel Riverin, 195 des Lilas West, Québec, both insurance brokers, and Auguste Jean, pharmacist, 213a Giguère, Vanier, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Rémillard & Riverin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Les Saules, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25258 2517-68

Restaurant Le Carrefour inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1968, constituant en corporation: Micheline Durand, 315, 9e rue, Marthe Lessard, 354, Lavigeur, et Irène Bernatchez, 1247, de la Ronde, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Le Carrefour inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10, De Bernières, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2666-68

R. G. de Matane inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1968, constituant en corporation: Luc Dionne, industriel, Georgette Nazair, ménagère, épouse dudit Luc Dionne, tous deux de 415, Henri-Dunand, et Romain Gagné, industriel, 224, St-Georges, tous trois de Matane, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, restaurants, auberges, tavernes, cabarets et stations estivales, sous le nom de « R. G. de Matane inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2726-68

St-Donat Express Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1968, constituant en corporation: Gilberte Baron, 5154, Jeanne-Mance, Gisèle Tourville, 3261, Forest Hill, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, et Adrien-R. Paquette, avocat, 212, Bloomfield, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « St-Donat Express Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2444-68

Salaberry Specialties Inc.
Spécialités Salaberry inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1968, constituant en corporation: Marvin Riback, 5621, avenue Palmer, Côte Saint-Luc, Jack

Restaurant Le Carrefour inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Micheline Durand, 315, 9th Street, Marthe Lessard, 354, Lavigueur, and Irène Bernatchez, 1247 de la Ronde, all three secretaries, spinsters, of the full age of majority, of Québec, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Le Carrefour inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 10 De Bernières, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2666-68

R. G. de Matane inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Luc Dionne, industrialist, Georgette Nazair, housewife, wife of said Luc Dionne, both of 415 Henri-Dunand, and Romain Gagné, industrialist, 224 St-Georges, all three of Matane, for the following purposes:

To operate hotels, restaurants, inns, taverns, cabarets and summer resorts, under the name of "R. G. de Matane inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $1,000 each.

The head office of the company is at Matane, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2726-68

St-Donat Express Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilberte Baron, 5154 Jeanne-Mance, Gisèle Tourville, 3261 Forest Hill, both secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, and Adrien-R. Paquette, advocate, 212 Bloomfield, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "St-Donat Express Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2444-68

Salaberry Specialties Inc.
Spécialités Salaberry inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marvin Riback, 5621 Palmer Avenue, Côte Saint-Luc, Jack Lighstone, 4505

Lighstone, 4505, avenue Maplewod, Montréal, et Barry Biberman, 2296, chemin Fulton, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre des accessoires de chauffage et de plomberie et agir en qualité d'agents pour iceux, sous le nom de « Salaberry Specialties Inc.— Spécialités Salaberry inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 59, ouest, rue St-Jacques, suite 600, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2497-68

Sérigraphie Bilodeau limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juin 1968, constituant en corporation: J.-Georges Bilodeau, lettreur, Gertrude Larouche, ménagère, épouse dudit J.-Georges Bilodeau, et Bernard Pelletier, comptable, tous trois de Kénogami, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et libraires, sous le nom de « Sérigraphie Bilodeau limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 23, rue Wolfe, Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2318-68

Seville Haute Coiffure Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1968, constituant en corporation: Lawrence L. Fligel, 5607, Jellicoe, Côte Saint-Luc, Norman S. Kessner, 6300, Lennox, app. 412, tous deux avocats, et Dorothy Wick, secrétaire, célibataire, 3800, St-Kevin, app. 11, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un salon de coiffure et acheter, vendre des produits pour la coiffure et la beauté, des cosmétiques et autres accessoires connexes, sous le nom de « Seville Haute Coiffure Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2540-68

Silver Dollar Cabaret Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1968, constituant en corporation: Stanley Kasner, 3601, rue Sainte-Famille, Gordon Griffith, 3495, Maplewood Avenue, Montreal, and Barry Biberman, 2296 Fulton Road, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To import, export, buy, sell and act as agents for plumbing and heating supplies, under the name of "Salaberry Specialties Inc.— Spécialités Salaberry inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 59 St. James Street West, Suite 600, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 2497-68

Sérigraphie Bilodeau limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Georges Bilodeau, letterer, Gertrude Larouche, housewife, wife of the said J.-Georges Bilodeau, and Bernard Pelletier, accountant, all three of Kenogami, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, binders and booksellers, under the name of "Sérigraphie Bilodeau limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 23 Wolfe street, Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2318-68

Seville Haute Coiffure Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lawrence L. Fligel, 5607 Jellicoe, Côte Saint-Luc, Norman S. Kessner, 6300 Lennox, Apt. 412, both advocates, and Dorothy Wick, secretary, spinster, 3800 St. Kevin, Apt. 11, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate a hairdressing salon and to buy and sell hairdressing and beauty aids, cosmetics and other accessories related thereto, under the name of "Seville Haute Coiffure Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 2540-68

Silver Dollar Cabaret Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanley Kasner, 3601 St. Famille Street, Gordon Griffith, 3495 Van Horne, Victor

Van Horne, Victor Symonds, 1190, rue du Fort, et Eugene Marshall, 3699, rue D'Aragon, tous quatre administrateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des cabarets, des cafés, des clubs de nuit, des tavernes, des débits de boissons, des restaurants, des salles à manger, de snack-bars, des lieux de récréation ou toute combinaisons d'iceux, sous le nom de « Silver Dollar Cabaret Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2811-68

La Société d'Astronomie de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Savard, 4351, Draper, Montréal, Raymond Crevier, 70, rue Vivian, Mont-Royal, et L.-Yves Fortier, 40, avenue Arlington, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Réunir entre elles les personnes qui s'occupent pratiquement ou théoriquement d'astronomie, sous le nom de « La Société d'Astronomie de Montréal ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et et posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est 1000, rue St-Jacques ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2754-68

Société Immobilière Trieste ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1968, constituant en corporation: Erich J. M. Knitel, ingénieur, Tosca Priora, ménagère, épouse séparée de biens dudit Erich J. M. Knitel, tous deux de 10429, De Lorimier, et Fulvio Callimaci, commerçant, 2157, Prieur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Société Immobilière Trieste ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2375-68

Special Advanced Concepts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1968, constituant en corporation: Robert Crevier, 442, Stannock, Mont Royal, Paul Crevier, 312, Meloche, Saint-Laurent, tous deux industriels,

Symonds, 1190 Fort Street, and Eugene Marshall 3699 D'Aragon Street, all four executives, of Montreal, for the following purposes:

To operate cabarets, cafes, night clubs, taverns, public houses, restaurants, dining-rooms, lunch rooms, places of amusement or any combinations thereof, under the name of "Silver Dollar Cabaret Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 2811-68

La Société d'Astronomie de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean Savard, 4351 Draper, Montreal, Raymond Crevier, 70 Vivian Street, Mount Royal, and L.-Yves Fortier, 40 Arlington Avenue, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To group thogeter those practically or theoretically interested in astronomy, under the name of "La Société d'Astronomie de Montréal".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $500,000.

The head office of the corporation is at 100 St-Jacques Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 2754-68

Société Immobilière Trieste ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Erich J. M. Knitel, engineer, Tosca Priora, housewife, wife separate as to property of the said Erich J. M. Knitel, both of 10429 De Lorimier, and Fulvio Callimaci, trader, 2157 Prieur, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Société Immobilière Trieste ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 2375-68

Special Advanced Concepts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Crevier, 442 Stannock, Mount Royal, Paul Crevier, 312 Meloche, Saint-Laurent, both industrials, and Hincal Argun, professional

et Hincal Argun, ingénieur professionnel, 46, Tiverton Drive, Ottawa, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'électriciens et faire le commerce d'appareils. dispositifs et accessoires électriques et électroniques de toutes descriptions, sous le nom de « Special Advanced Concepts Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2707-68

Les Spectacles du Vieux-Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Ricard, professeur, 1450, rue Marie-Rollet, Théo Genest, directeur du Palais Montcalm, 845, Calixa-Lavallée, tous deux de Québec, Arsène Turcotte, travailleur social, 61, avenue Royale, Sainte-Famille, I.O., et Aimé Frenette, courtier en placements, 803, avenue Bellevue, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de théâtres, sous le nom de « Les Spectacles du Vieux-Québec inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2706-68

Stanpert Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1968, constituant en corporation: Martin Gross, 1105, Ridgewood Drive, Laval, Joseph A. Mendelson, 5622, Jellicoe, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Ruth Cramer, secrétaire, célibataire, 1225, Saint-Marc, app. 702, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Stanpert Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2566-68

Tecges inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1968, constituant en corporation: Jean Glushik, Céline Trudeau, toutes deux secrétaires, filles majeures, de 5, Place Ville Marie, suite 445, Montréal, et Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, pour les objets suivants:

engineer, 46 Tiverton Drive, Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in electric and electronic appliances, devices and accessories of every description, under the name of "Special Advanced Concepts Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 400 common shares of the par value of $100 each and 600 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358-o 2707-68

Les Spectacles du Vieux-Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Louis Ricard, professor, 1450 Marie-Rollet Street, Théo Genest, Palais Montcalm Director, 845 Calixa-Lavallée, both of Québec, Arsène Turcotte, social worker, 61 Royale Avenue, Sainte-Famille, I.Q., and Aimé Frenette, investment broker, 803 Bellevue Avenue, Sainte-Foy, for the following purposes:

To operate a theatrical agency, under the name of "Les Spectacles du Vieux-Québec inc.".

The amount to which is limited the annual revenue of the immovable property which the corporation may acquire and posses, is $50,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 2706-68

Stanpert Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Martin Gross, 1105 Ridgewood Drive, Laval, Joseph A. Mendelson, 5622 Jellicoe, Côte Saint-Luc, both advocates, and Ruth Cramer, secretary, spinster, 1225 St. Marc, Apt. 702, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Stanpert Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358-o 2566-68

Tecges inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Glushik, Céline Trudeau, both secretaries, spinsters of the full age of majority, 5 Place Ville Marie, Suite 445, Montreal, and Jean Monet, advocate, 4681 Westmount Avenue, Westmount, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Tecges inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune, 200,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 294,000 actions privilégiées classe « C » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 55, avenue Maplewood, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2537-68

To carry on business as an investment company, under the name of "Tecges inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each, 5,000 preferred class "A" shares of a nominal value of $1 each, 200,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each and into 294,000 preferred class "C" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 55 Maplewood Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2537-68

Techno construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1968, constituant en corporation: Jean-Paul Fabi, industriel, Huguette Roy, sedrétaire, épouse dudit Jean-Paul Fabi, tous deux de 317, Montplaisant, et Raoul Roy, administrateur, 231, King est, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Techno construction ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 317, Montplaisant, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2667-68

Techno construction ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Fabi, industrialist, Huguette Roy, secretary, wife of the said Jean-Paul Fabi, both of 317 Montplaisant, and Raoul Roy, administrator, 231 King east, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Techno construction ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of $100 each and 100 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 317 Montplaisant, Sherbrooke, judicial district of Saint François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2667-68

Tradado International Company of America (Imports-Exports) Inc.
Tradado Compagnie Internationale d'Amérique (Import-Export) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1968, constituant en corporation: Angel Traikov, 7422, Peterborough Circle, Anjou, Dromogir Milic, 2150, rue St-Marc, tous deux hommes d'affaires, et Marcelle Cournoyer, secrétaire, célibataire, 5170, 11e avenue, app. 3, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'importateurs et exportateurs de produits et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Tradado International Company of America (Imports-Exports) Inc.— Tradado Compagnie Internationale d'Amérique (Import-Export) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2619-68

Tradado International Company of America (Imports-Exports) Inc.
Tradado Compagnie Internationale d'Amérique (Import-Export) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Angel Traikov, 7422 Peterborough Circle, Anjou, Drogomir Milic, 2150 St-Marc Street, both businessmen, and Marcelle Cournoyer, secretary, spinster, 5170, 11th Avenue, Apt. 3, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as importers and exporters of merchandise and goods of all kinds, under the name of "Tradado International Company of America (Imports-Exports) Inc.— Tradado Compagnie Internationale d'Amérique (Import-Export) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of the par value of $100 each and 200 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 2619-68

The Travel Courier Ltd.
Le Courrier de Voyage ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1968, constituant en corporation: Mervyn N. Rosenstein, Jack Berkowitz, tous deux avocats, et Judie Marcovitch, secrétaire, épouse séparés de biens de Stephen Marcovitch, tous trois de 485, rue McGill, bureau 1006, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les fonctions d'éditeurs, rédacteurs, imprimeurs, lithographes et relieurs, sous le nom de « The Travel Courier Ltd.— Le Courrier de Voyage ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 485, rue McGill, bureau 1006, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2610-68

Uro-Film & Machinery Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1968, autorisant la fusion de la compagnie « General Lamination Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 10e jour de mars 1967, et de la compagnie « Superior Mould & Machinery Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 9e jour de mars 1967, toutes cesdites lettres patentes ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Fabriquer de la machinerie, des moteurs, outils, instruments et articles de quincaillerie de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Uro-Film & Machinery Corp. », avec un capital total de $80,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 6,000 actions privilégiées de $10 chacune, remboursables, non-participantes, non-cumulatives, sans droit de vote à 6%.

Le siège social de la compagnie est 5000, rue Buchan, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358 2473-68 — 1427/15

Versailles Building Maintenance Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1968, constituant en corporation: C. Stephen Cheasley, 3440, rue Peel, Montréal, Richard J. F. Bowie, 952, rue Grou, Saint-Laurent, et Jack R. Miller, 475, Galland, Dorval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs dans l'entretien des bâtiments, sous le nom de « Versailles Building Maintenance Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

The Travel Courier Ltd.
Le Courrier de Voyage ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mervyn N. Rosenstein, Jack Berkowitz, both advocates, and Judie Marcovitch, secretary, wife separate as to property of Stephen Marcovitch, all three of 485 McGill Street, Room 1006, Montreal, for the following purpses:

To act as publishers, editors, printers, lithographers and bookbinders, under the name of "The Travel Courier Ltd.— Le Courrier de Voyage ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 485 McGill Street, Room 1006, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 2610-68

Uro-Film & Machinery Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent bearing date the 27th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "General Lamination Ltd.", incorporated by letters patent dated the 10th day of March, 1967, and "Superior Mould & Machinery Ltd.", incorporated by letters patent dated the 9th day of March, 1967, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery, engines, tools, implements and hardware of all kinds, under the name of "Uro-Film & Machinery Corp.", with a total capital stock of $80,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 6,000, 6% non-voting, non-cumulative, non-participating redeemable preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5000 Buchan Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358-o 2473-68 — 1427/15

Versailles Building Maintenance Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: C. Stephen Cheasley, 3440 Peel Street, Montreal, Richard J. F. Bowie, 952 Grou Street, Saint-Laurent, and Jack R. Miller, 475 Galland, Dorval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of building maintenance contractors, under the name of "Versailles Building Maintenance Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 35,000 preferred shares of the par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2597-68

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 2597-68

Lettres patentes supplémentaires

Allaire & Hawkins Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de juin 1968, à la compagnie « Allaire-St-Laurent ltée », constituée par lettres patentes en date du 13e jour d'octobre 1969, 1° changeant son nom en celui de « Allaire & Hawkins Ltd. »; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 15161-59 — 1426-25

Automatec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de mai 1968, à la compagnie « Automatec inc. », augmentant son capital de $100,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358-o 2099-65 — 1426/7

Baron de Poulet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de mai 1968, à la compagnie « Smiley's Limited », constituée par lettres patentes en date du 3e jour de septembre 1942, 1° changeant son nom en celui de « Baron de Poulet inc. », 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 5998-42 — 1426-42

Centre Marie-Vincent

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de juin 1968, à la corporation « Centre Marie-Vincent », augmentant le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation de $800,000 à $2,500,000.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 3153-64 — 1426/11

Charrier & Dugal (1965) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de

Supplementary Letters Patent

Allaire & Hawkins Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Allaire-St-Laurent ltée", incorporated by letters patent dated the 13th day of October, 1959, 1. changing its name to that of "Allaire & Hawkins Ltd."; 2. amending the provisions of its letters patent.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 15161-59 — 1426/25

Automatec inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Automatec inc.", increasing its capital stock from $100,000 to $200,000, the additional share capital being divided into 10,000 preferred shares of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358 2099-65 — 1426-7

Baron de Poulet inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Smiley's Limited", incorporated by letters patent dated the 3rd day of September, 1942, 1. changing its name to that of "Baron de Poulet inc.", 2. extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 5998-42 — 1426-42

Centre Marie-Vincent

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province granted supplementary letters patent dated the 6th day of June, 1968, to "Centre Marie-Vincent", increasing the amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess from $800,000 to $2,500,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 3153-64 — 1426/11

Charrier & Dugal (1965) ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor

janvier 1968, à la compagnie « Charrier & Dugal (1965) ltée », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358-o 3839-65 — 1426/12

Le Club Social 404 inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour d'avril 1968, à la corporation « Le Club Social de Lachute », constituée en corporation par lettres patentes du 18e jour de janvier 1968, changeant son nom en celui de « Le Club Social 404 inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358-o 223-68 — 1423/67

Crédit-Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de mai 1968, à la compagnie « Crédit-Québec inc. », 1° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 2° subdivisant ses 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 10,000 actions ordinaries d'une valeur au pair de $1 chacune; 3° augmentant son capital de $40,000 à $80,000 le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358-o 5260-48 — 1426/17

De-Mix ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de juin 1968, à la compagnie « De-Mix ltée », réduisant son capital par l'annulation de 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 4936-64 — 1426/18

Dupuis Marine (Montréal) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de mai 1968, à la compagnie « Les Bateaux & Moteurs Dupuis inc.— Dupuis Motor Boat Inc. », constituée par lettres patentes en date du 8e jour de juillet 1963, changeant son nom en celui de « Dupuis Marine (Montréal) inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358-o 2657-63 — 1425/45

Good Home Nursery and Pre-School Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

of the Province to "Charrier & Dugal (1965) ltée", amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358 3839-65 — 1426/13

Le Club Social 404 inc.

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province granted supplementary letters patent dated the 30th day of April, 1968, to "Le Club Social de Lachute", incorporated by letters patent dated the 18th day of January, 1968, changing its name into that of "Le Club Social 404 inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358 223-68 — 1423/67

Crédit-Québec inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Crédit-Québec inc.", 1. amending the provisions of its letters patent; 2. subdividing its 1,000 common shares of a par value of $10 each into 10,000 common shares of a par value of $1 each; 3. increasing its capital stock from $40,000 to $80,000, the additional share capital being divided into 400 preferred shares of a par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358 5260-48 — 1426/17

De-Mix ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "De-Mix ltée", reducing its capital stock by the cancellation of 3,000 preferred shares of a par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 4936-64 — 1426/18

Dupuis Marine (Montréal) inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Bateaux & Moteurs Dupuis inc.— Dupuis Motor Boat Inc.", incorporated by letters patent dated the 8th day of July, 1963, changing its name to that of "Dupuis Marine (Montréal) inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358 2657-63 — 1425/45

Good Home Nursery and Pre-School Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of May, 1968, have

patentes supplémentaires en date du 14e jour de mai 1968, à la compagnie « Good Home Nursery and Pre-School Ltd. », modifiant ses pouvoirs.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358 1068-67 — 1422/85

Hampshire Management Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de mai 1968, à la compagnie « Hampshire Hall Clothes Inc. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de mars 1959, 1° changeant son nom en celui de « Hampshire Management Inc. »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° diminuant son capital par la diminution de la valeur au pair de 170 actions ordinaires de $100 chacune à $1 chacune; 4° augmentant son capital de $170 à $370, le capital-actions additionnel étant divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358 630-39 — 1424/22

Jacques Hannon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de mai 1968, à la compagnie « Agence d'Assurance Estrie inc. — Eastern Townships Insurance Agency Inc. », constituée par lettres patentes en date du 2e jour de mars 1959, changeant son nom en celui de « Jacques Hannon inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358-o 11113-59 — 1424/94

L'Immobilière du Québec ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de mai 1968, à la compagnie « L'Immobilière du Québec ltée », 1° convertissant ses 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 50,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° augmentant son capital de $50,000 à $500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 45,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358-o 16092-61 — 1426/20

J. & J. Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de mai 1968, à la compagnie « Metro Answering Service Inc.— Service d'Appels Métro inc. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour d'avril 1967, 1° changeant son nom en celui de « J. & J. Associates Inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 1830-67 — 1426/5

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Good Home Nursery and Pre-School Ltd.", modifying its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358-o 1068-67 — 1422/84

Hampshire Management Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Hampshire Hall Clothes Inc. », incorporated by letters patent dated the 29th day of March, 1939, 1. changing its name to that of "Hampshire Management Inc.", 2. extending its powers; 3. reducing its capital by the reduction of the par value of 170 common shares from $100 each to $1 each; 4. increasing its capital from $170 to $370, the additional capital stock being divided into 200 preferred shares of the par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358-o 630-39 — 1424/22

Jacques Hannon inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Agence d'Assurance Estrie inc. — Eastern Townships Insurance Agency Inc.", incorporated by letters patent dated the 2nd day of March 1959, changing its name to that of "Jacques Hannon inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358 11113-59 — 1424/94

L'Immobilière du Québec ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "L'Immobilière du Québec ltée", 1. converting its 5,000 common shares of a par value of $10 each into 50,000 class "B" shares of a par value of $1 each; 2. increasing its capital stock from $50,000 to $500,000, the additional share capital being divided into 45,000 class "A" shares of a par value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358 16092-61 — 1426/20

J. & J. Associates Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Metro Answering Service Inc.— Service d'Appels Métro inc.", incorporated by letters patent dated the 24th day of April, 1967, 1. changing its name to that of "J. & J. Associates Inc."; 2. extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 1830-67 — 1426/5

Lapierre & Associés ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de mai 1968, à la compagnie « Corporation Inter-Service inc. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de décembre 1966, 1° changeant son nom en celui de « Lapierre & Associés ltée »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 5184-66 — 1426/22

Lapierre & Associés ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Corporation Inter-Service inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of December 1966, 1. changing its name to that of "Lapierre & Associés ltée"; 2. extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 5184-66 — 1426/22

Leader Bowling Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de juin 1968, à la compagnie « Leader Bowling Ltd. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 2716-50 — 1426/23

Leader Bowling Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Leader Bowling Ltd.", modifying the provisions of its letters patent.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358-o 2716-50 — 1426/23

Les Meubles de Maskinongé inc.
Maskinongé Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de juin 1968, à la compagnie « Les Meubles de Maskinongé inc. — Maskinongé Furniture Inc. », 1° modifiant les privilèges et restrictions afférents aux 500 actions privilégiées existantes de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $100,000 à $500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 20,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 13452-56 — 1426/52

Les Meubles de Maskinongé inc.
Maskinongé Furniture Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Meubles de Maskinongé inc. — Maskinongé Furniture Inc.", 1. amending the privileges and restrictions attached to the 500 existing preferred shares of $100 each; 2. increasing its capital stock from $100,000 to $500,000, the additional share capital being divided into 20,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 13452-56 — 1426/52

National Construction Corp. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de mai 1968, à la compagnie « National Construction Corp. Ltd. », augmentant son capital de $50,000 à $150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 8477-48 — 1426/28

National Construction Corp. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "National Construction Corp. Ltd.", increasing its capital from $50,000, to $150,000, the additional capital stock being divided into 5,000 common shares of the par value of $10 each and into 5,000 preferred shares of the par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companits and Cooperatives.

25358-o 8477-48 — 1426/28

Les Placements Franco-Américains ltée
Franco-American Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de mai 1968, à la compagnie « Les Entreprises Fernand Jodoin ltée — Fernand Jodoin Enterprises

Les Placements Franco-Américains ltée
Franco-American Investments Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Entreprises Fernand Jodoin ltée — Fernand Jodoin Enterprises Ltd.", incor-

Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de novembre 1966, changeant son nom en celui de « Les Placements Franco-Américains ltée — Franco-American Investments Ltd. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358-o 4560-66 — 1425/49

Produits de Beauté Denise inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de mai 1968, à la compagnie « Le Royaume des Petits inc.— Kiddies' Kingdom Inc. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de décembre 1961, changeant son nom en celui de « Produits de Beauté Denise inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358-o 15922-61 — 1423-80

Service Central incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de juin 1968, à la compagnie « Service Central incorporée », augmentant son capital de $19,900 à $75,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 551 actions ordinaires de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 12570-54 — 1426-34

Sogep Investment & Finance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de mai 1968, à la compagnie « Sogep Investment & Finance Corporation », augmentant son capital de $40,000 à $80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 427-66 — 1426-37

Téléphone Princeville ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de juin 1968, à la compagnie « Téléphone Princeville ltée », augmentant son capital de $200,000 à $2,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 36,000 actions ordinaires de $50 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2271-64 — 1426/39

Victory Meat Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de juin 1968, à la compagnie « Victory Meat Market Inc. », 1° consolidant ses 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de

porated by letters patent dated the 7th day of November, 1966, changing its name to that of "Les Placements Franco-Américains ltée — Franco-American Investments Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358 4560-66 — 1425/49

Produits de Beauté Denise inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Le Royaume des Petits inc.— Kiddies' Kingdom Inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of December 1961, changing its name to that of "Produits de Beauté Denise inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358 15922-61 — 1423/80

Service Central incorporée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Service Central incorporée", increasing its capital stock from $19,900 to $75,000, the additional share capital being divided into 551 common shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 12570-54 — 1426-34

Sogep Investment & Finance Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Sogep Investment & Finance Corporation", increasing its capital stock from $40,000 to $80,000, the additional share capital being divided into 400 preferred shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 427-66 — 1426-37

Téléphone Princeville ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Téléphone Princeville ltée", increasing its capital stock from $200,000 to $2,000,000, the additional share capital being divided into 36,000 common shares of $50 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2271-64 — 1426/39

Victory Meat Market Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Victory Meat Market Inc.", 1. consolidating its 15,000 common shares of the par value of $1 each into 1,500 common shares of the par value of $10 each; 2. increasing its

$10 chacune; 2° augmentant son capital de $15,000 à $54,200, le capital-actions additionnel étant divisé en 390 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 11269-62 — 14126-56

capital from $15,000 to $54,200, the additional capital stock being divided into 390 class "A" preferred shares of the par value of $100 each and into 200 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 11269-62 — 1426-56

Vita Yogurt Products Limited
Les Produits Yogourt Vita limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de mai 1968, à la compagnie « Vita Yogurt Products Limited — Les Produits Yogourt Vita limitée », augmentant son capital de $40,000 à $115,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358-o 12022-51 — 1424/113

Vita Yogurt Products Limited
Les Produits Yogourt Vita limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of May, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Vita Yogurt Products Limited — Les Produits Yogourt Vita limitée", increasing its capital from $40,000 to $115,000, the additional capital shares being divided into 750 preferred shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358 12022-51 — 1424/113

Windsor Trading Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de juin 1968, à la compagnie « Windsor Trading Co. Ltd. », modifiant les droits, privilèges et conditions attachés à ses actions privilégiées.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 4018-47 — 1426/57

Windsor Trading Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of June, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Windsor Trading Co. Ltd.", modifying the rights, privileges and conditions attaching to its preferred shares.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 4018-47 — 1426/57

Jos. C. Wray & Bro. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour d'avril 1968, à la compagnie « Jos. C. Wray & Bro. Inc. », 1° convertissant ses 220 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair en 22,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° créant ses 70,000 actions privilégiées nouvelles d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358 1065-30 — 1424/57

Jos. C. Wray & Bro. Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Jos. C. Wray & Bro. Inc.", 1. converting its 220 common shares without nominal or par value into 22,000 preferred shares of the par value of $1 each; 2. creating its 70,000 new preferred shares of the par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358-o 1065-30 — 1424/57

Commission du salaire minimum

Avis

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi du salaire mini- (S.R.Q. 1964, c. 144), que l'ordonnance numéro 4, 1968, dont le texte suit, a été adoptée par la Commission du salaire minimum le 27 juin 1968 et approuvée par l'arrêté en conseil numéro 2070 du 4 juillet 1968.

Minimum Wage Commission

Notice

Pursuant to the provisions of the Minimum Wage Act (RSQ 1964, c. 144), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Minimum Wage Commission's Ordinance number 4, 1968, text of which is quoted below, was adopted by the Minimum Wage Commission on June 27, 1968 and was approved by Order in Council number 2070 dated July 4, 1968.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance No 4, 1968

Ordonnance générale

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1964, c. 144),

Ordonné et décrété ce qui suit:

Première Partie

Interprétation

1° *Désignation:* La présente ordonnance est désignée sous le nom de Ordonnance no 4, 1968.

2° *Interprétation:* Dans la présente ordonnance, les mots suivants signifient:

a) « semaine »: une semaine civile ou une période de sept jours s'étendant de minuit un jour donné à la fin du septième jour suivant:

b) « semaine normale »: le nombre d'heures de travail en une semaine au-delà duquel le temps de travail doit être payé à taux majoré.

c) « pourboire »: la gratification en espèces donnée volontairement et directement au salarié par le client.

Deuxième Partie

Champ d'application

3° *Salariés régis:* La présente ordonnance régit les salariés auxquels s'applique la Loi du salaire minimum et leurs employeurs dans tous genres de travaux, industries, commerces, entreprises, services, négoces ou affaires de quelque nature que ce soit.

4° *Salariés non régis:* La présente ordonnance ne régit pas les salariés suivants:

a) Ceux régis par une autre ordonnance de salaire minimum;

b) Le conjoint de l'employeur et ses enfants;

c) Les membres du clergé et ceux d'une institution religieuse;

d) Les aveugles travaillant dans des établissements où ils constituent la majorité des salariés;

e) Les étudiants qui travaillent au cours de l'année scolaire dans des établissements choisis par la direction d'une école et en vertu d'un programme d'initiation au travail approuvé par le ministre de l'Éducation;

f) Les patients non libérés d'hôpitaux psychiatriques lorsque placés, avec l'approbation des officiers du ministère de la Santé, chez des employeurs en vue de leur réadaptation dans la société;

g) Les personnes rémunérées de quelque façon que ce soit et travaillant en dehors de l'établissement d'un employeur sans qu'un contrôle puisse être exercé sur le temps affecté à ce travail.

Troisième Partie

Dispositions générales

5° *Semaine normale:* La semaine normale de travail des salariés régis par cette ordonnance est de quarante-huit (48) heures.

6° *Heures supplémentaires:* Tout travail exécuté par un salarié en plus des heures de la semaine normale de travail doit être rémunéré au taux horaire effect majoré de sa moitié, sauf dans les cas suivants.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 4, 1968

General Ordinance

Pursuant to the Minimum Wage Act (RSQ 1964, c. 144), the Minimum Wage Commission,

Orders and decrees the following:

Part One

Interpretation

1. *Designation:* The present Ordinance is designated as Ordinance No. 4, 1968.

2. *Definitions:* In the present Ordinance,

(*a*) "week" means a calendar week or a seven-day period extending from midnight on a given day until the end of the seventh day thereafter;

(*b*) "standard workweek" means the number of working hours in one week, beyond which any time worked must be paid for at overtime rates;

(*c*) "tips" means a cash gratuity which a customer voluntarily and directly gives an employee.

Part Two

Jurisdiction

3. *Employees governed:* The present Ordinance governs employees subject to the Minimum Wage Act, as well as their employers in all types of work, industries, businesses, enterprises, services, trades or businesses of any type whatsoever.

4. *Employees not governed:* The present Ordinance does not govern the following employees:

(*a*) those governed by another minimum wage ordinance;

(*b*) The employer's spouse and children;

(*c*) Members of the clergy or of a religious institution;

(*d*) The blind working in establishments where they constitute the majority of employees;

(*e*) Students who, throughout the school year, work in establishments selected by the school autorities in accordance with an occupational training programme approved by the Minister of Education;

(*f*) Patients who have not been released from a psychiatric hospital but who, with the approval of the Health Department officers, are assigned to an employer for social rehabilitation purposes;

(*g*) Persons paid on any basis whatsoever and working outside an employer's establishment when there is no control over the time spent at such work.

Part Three

General provisions

5. *Standard workweek:* The standard workweek of employees governed by this Ordinance shall not exceed forty-eight (48) hours.

6. *Ovretime:* All work performed by an employee over and above the standard workweek shall be remunerated at time and a half the regular hourly wage rate, except in the following instances;

7° *Exceptions:* Les dispositions de l'article 6 ne s'appliquent pas:

a) Au gardien;

b) Au salarié rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine un salaire d'au moins $80 dans la région I et $70 dans la région II;

c) Au salarié autre que celui mentionné à l'alinéa précédent recevant pour la semaine normale au moins $80 dans la région I et $70 dans la région II;

d) Aux salariés des établissements de pêche, de transformation ou de mise en conserve du poisson;

e) Aux salariés affectés à la récolte, à la mise en conserve, à l'empaquetage et à la congélation des fruits et légumes périssables, à l'époque des récoltes.

8° *Période d'attente:* Le salarié est considéré être à son travail lorsqu'il est à la disposition de son employeur et obligé d'attendre qu'on lui donne du travail.

9° *Indemnité de présence:* Le salarié qui se présente au lieu du travail à la demande de son employeur et qui travaille moins de trois (3) heures par jour a droit à une indemnité égale à trois (3) heures de salaire au taux minimum, sauf pour les étudiants travaillant à temps partiel.

10° *Repos hebdomadaire:* Tout salarié a droit à un repos hebdomadaire d'une durée minimale de vingt-quatre heures consécutives ou de deux périodes de repos de dix-huit heures consécutives chacune.

11° *Modes et fréquence de la rémunération:* Le salaire doit être payé en espèces sous enveloppes scellées ou par chèque à intervalles réguliers ne pouvant dépasser seize jours. Avant d'adopter un autre mode de paiement, tout employeur doit obtenir de la Commission une autorisation à cet effet.

Tout employeur doit remettre au salarié, avec sa paie, un bulletin contenant les mentions suivantes:

a) Ses nom et prénoms;

b) La période de paie;

c) Le total de ses heures de travail, les heures supplémentaires étant indiquées séparément, sauf pour les salariés visés à l'article 7;

d) Le taux de son salaire et le salaire gagné;

e) Le montant des déductions;

f) Le montant net versé.

12° *Retenue de salaire:* Nulle retenue ne peut être faite sur le salaire minimum payable à un salarié, sauf celle imposée par une disposition législative et celle décrétée par ordre d'un tribunal.

13° *Uniforme:* Lorsque le port d'un uniforme est obligatoire, aucune déduction ne doit être faite du salaire fixé par la présente ordonnance pour l'achat, l'usage ou l'entretien de cet uniforme.

14° *Gîte et pension:* Lorsqu'un salarié reçoit de son employeur le gîte et la pension, ou l'un ou l'autre, il est interdit à son employeur de déduire du salaire minimum plus que les taux suivants:

Pour un repas	$ 0.60
Pour la chambre, par semaine	3.00
Pour la chambre et la pension, par semaine	15.00

7. *Exceptions:* The provisions of section 6 do not cover:

(*a*) Watchmen;

(*b*) Employees paid on a fixed weekly, monthly or annual salary basis and receiving at least $80 a week in Zone I and $70 in Zone II;

(*c*) Employees other than those mentioned in the foregoing paragraph who receive at least $80 for a standard workweek in Zone I and $70 in Zone II;

(*d*) Employees of establishments engaged in the fishing, processing or canning of fish;

(*e*) Employees engaged in the gathering, canning, packing and freezing of perishable fruits and vegetables at harvest time.

8. *Waiting period:* An employee shall be deemed to be working when he is at his employer's disposal and obliged to wait for work to be given him.

9. *Call-in pay:* The employee who reports at the place or work at his employer's request and works less than three (3) hours per day is entitled to three (3) hours' wages at the minimum rate, except students working part time.

10. *Weekly rest period:* Every employee shall be entitled to a weekly rest period of at least twenty-four consecutive hours or two rest periods of eighteen consecutive hours each.

11. *Mode and frequency of payment:* Wages shall be paid in cash in a sealed envelope or by cheque at regular intervals not exceeding sixteen days. Before adopting another mode of payment, every employer must obtain the Commission's authorization beforehand.

With each payment of wages, the employer shall remit to the employee a statement listing:

(*a*) His family and given names;

(*b*) The pay period;

(*c*) The total number of his hours of work, and his overtime being shown separately, except for employees mentioned in section 7;

(*d*) his wage rate and the wages earned;

(*e*) the amount of deductions;

(*f*) the net amount paid.

12. *Deductions from wages:* No deduction, except that provided by legislative provision and that decreed by a Court Order, may be made from the minimum wage payable to an employee.

13. *Uniform:* When the wearing of a uniform is mandatory, no deduction may be made from the wages set forth in the present Ordinance for the purchase, use or upkeep of such uniform.

14. *Room and board:* When an employer provides his employee with room or board, or both, he may not deduct from his employee's minimum wage more than the following rates:

Single meal	$ 0.60
Room, per week	3.00
Room and board, per week	15.00

Quatrième Partie

Taux minima de salaire

15° *Régions:* Pour les fins de la présente ordonnance, la province de Québec est divisée en deux régions composées comme suit:

a) Région I: La région de Montréal métropolitain comprenant l'Ile de Montréal, l'Ile Jésus, l'Ile Bizard et les districts électoraux de Chambly et Taillon;

b) Région II: Le reste de la province.

16° *Salaire minimum:* Les salariés régis par la présente ordonnance ont droit aux taux de salaire suivants selon leur fonction:

	Régions I	II
	l'heure	
a) Les salariés âgés de moins de dix-huit ans	$1.05	$0.95
b) Les salariés à l'essai durant leurs soixante premiers jours de travail	1.15	1.05
c) Les autres salariés	1.25	1.15

17° *Pourboire:* Le pourboire est la propriété exclusive du salarié; l'employeur ne peut le retenir ni s'en servir comme partie du salaire à payer, même avec le consentement du salarié.

Cinquième Partie

Dispositions réglementaires

18° *Systeme d'enregistrement de travail:* Tout employeur doit tenir un système d'enregistrement où sont indiqués à l'encre, au crayon indélébile, par impression ou par perforation, pour chaque période de travail et pour chaque salarié à son emploi:

a) Ses nom, prénoms, adresse et numéro d'assurance sociale;
b) Sa fonction;
c) Sa date d'entrée au service de l'employeur;
d) La période de paie;
e) L'heure précise à laquelle chaque jour, son travail a commencé et s'est terminé;
f) Le total de ses heures de travail;
g) Ses heures supplémentaires;
h) Le taux de son salaire;
i) Le salaire gagné;
j) Les déductions faites;
k) Le montant remis au salarié;
l) Les renseignements dont la mention est exigée par l'ordonnance no 3, pour les salariés visés par cette dernière;
m) Tous les autres renseignements exigés par ordonnance ou règlement de la Commission.

Les mentions prévues aux paragraphes « *e* », « *f* » et « *g* » ne sont pas obligatoires pour les salariés visés à l'article 7.

19° *Lieu de la tenue et de la conservation du système d'enregistrement:* Le système d'enregistrement doit être tenu dans la province, à l'établissement de l'employeur.

Dans le cas de multiples établissements, ce système doit être tenu à chaque établissement pour les salariés qui en relèvent.

Cependant, lorsque le traitement de la paie se fait au bureau principal ou par mécanographie, la Commission peut accorder une dispense aux conditions qu'elle détermine par résolution.

Le système se rapportant à une année doit être conservé durant une période de six ans.

Part Four

Minimum wage rates

15. *Zones:* For the purposes of this Ordinance, the Province of Québec is divided into two zones, as follows:

(a) Zone I: The Greater Montreal area, which includes the Island of Montreal, Ile Jésus, Ile Bizard and the electoral districts of Chambly and Taillon;

(b) Zone II: The remainder of the Province.

16. *Minimum wage:* Employees governed by the present Ordinance are entitled to the following wage rates, according to their occupation:

	Zones I	II
	an hour	
(a) Employees under 18	$1.05	$0.95
(b) Probationers during their first sixty days of work	1.15	1.05
(c) Other employees	1.25	1.15

17. *Tips:* Tips are the exclusive property of the employee; the employer may not deduct them, nor use them as part of the wages to be paid, even with the employee's consent.

Part Five

Regulations

18. *Work record system:* For each work period and for each employee in his employ, every employer shall keep a record system in which shall be recorded in ink, in indelible pencil, in print or perforation:

(a) His family name, given names, address and scocial insurance number;
(b) His occupation;
(c) The date he entered the employer's service;
(d) The pay period;
(e) The exact time his work began and ended each day;
(f) The total number of his hours of work;
(g) His overtime;
(h) His wage rate;
(i) The wages earned;
(j) The deductions made;
(k) The net amount handed to the employee;
(l) All the information requested in Ordinance No. 3, for employees governed by the latter;
(m) All other information required by an Ordinance or a By-law of the Commission.

Items specified in subsections "*e*", "*f*" and "*g*" are not required for employees covered in section 7.

19. *Where records must be kept and preserved:* The record system must be kept in the Province, at the employer's establishment.

When an employer operates several establishments, he must keep a separate record system in each establishment for the employees thereof.

However, when the payroll is prepared at the head office or by data-processing, the Commission may grant an exemption on conditions which it will determine by resolution.

Records covering a given year must be retained for a six-year period.

20° *Rapport écrit:* Tout employeur doit transmettre à la Commission, sur demande, un rapport écrit donnant les renseignements qui, tel que ci-haut décrété, doivent être consignés au système d'enregistrement.

21° *Affichage:* Tout employeur doit afficher et tenir affichés à la vue de ses salariés, tous règlements, résolutions, ordonnances ou documents qui lui sont transmis à cette fin par la Commission.

22° *Ordonnance No 4, 1965 remplacée:* L'ordonnance no 4, 1965 adoptée par la Commission le 3 septembre 1965, approuvée par arrêté en conseil no 1765 du 8 septembre 1965 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 18 septembre 1965 ainsi que ses amendements est, par la présente, remplacée à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

23° *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance entre en vigueur le premier jour de novembre mil neuf cent soixante-huit.

Faite et passée en la ville de Québec, ce vingt-septième jour du mois de juin mil neuf cent soixante-huit.

Copie conforme.

Le président,
ALEX BASTIEN,
Juge provincial.
Le secrétaire,
25359-o PAUL DE LA DURANTAYE.

20. *Written report:* Every employer must, upon request, furnish the Commission with a written report containing, as hereinabove prescribed, the particulars to be kept on record.

21. *Posting:* Every employer must post and keep posted in a conspicuous place, any by-law, resolution, ordinance or document supplied for such purpose by the Commission.

22. *Ordinance No. 4, 1965 Superseded:* Ordinance No. 4, 1965, adopted by the Commission on September 3, 1965, approved by Order in council No. 1765, dated September 8, 1965, and published in the *Québec Official Gazette* of September 18, 1965, as amended, is hereby superseded from the effective date of the present ordinance.

23. *Effective date:* The present ordinance becomes effective on the first of November, one thousand nine hundred and sixty-eight.

Signed and dated in Québec city, this twenty-seventh day of June, one thousand nine hundred and sixty-eight.

True copy.

ALEX BASTIEN,
Provincial Judge,
President.
PAUL DE LA DURANTAYE,
25359-o *Secretary.*

Avis

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi du salaire minimum (S.R.Q. 1964, c. 144), que l'ordonnance numéro 5, 1968, dont le texte suit, a été adoptée par la Commission du salaire minimum le 27 juin 1968 et approuvée par l'arrêté en conseil numéro 2071 du 4 juillet 1968.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

ORDONNANCE NO 5, 1968

Établissements de services

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1964, c. 144),

ORDONNE ET DÉCRÈTE ce qui suit:

PREMIÈRE PARTIE

Interprétation

1° *Désignation:* La présente ordonnance est désignée sous le nom de Ordonnance No 5, 1968.

2° *Interprétation:* Dans la présente ordonnance, les mots suivants signifient:

a) « semaine »: une semaine civile ou une période de sept jours s'étendant de minuit un jour donné à la fin du septième jour suivant.

b) « semaine normale »: le nombre d'heures de travail en une semaine au-delà duquel le temps de travail doit être payé à taux majoré.

c) « pourboire »: la gratification en espèces donnée volontairement et directement au salarié par le client.

d) « établissement de service »: toute entreprise spécialisée dans:

les services d'éducation;

les services hospitaliers et de santé, comprenant aussi les hospices, les foyers pour vieillards, convalescents ou enfants;

Notice

Pursuant to the provisions of the Minimum Wage Act (RSQ 1964, c. 144), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Minimum Wage Commission's Ordinance number 5, 1968, text of which is quoted below, was adopted by the Minimum Wage Commission on June 27, 1968 and was approved by Order in Council number 2071 dated July 4, 1968.

MINIMUM WAGE COMMISSION

ORDINANCE NO. 5, 1968

Service establishments

Pursuant to the Minimum Wage Act (RSQ 1964, c. 144), the Minimum Wage Commission.

ORDERS AND DECREES the following:

PART ONE

Interpretation

1. *Designation:* The present Ordinance is designated as Ordinance No. 5, 1968.

2. *Definitions:* In the present Ordinance:

(*a*) "week" means a calendar week or a seven-day period extending from midnight on a given day until the end of the seventh day thereafter;

(*b*) "standard workweek" means the number of working hours in one week, beyond which any time worked must bé paid for at overtime rates;

(*c*) "tips" means a cash gratuity which a customer voluntarily and directly gives an employee;

(*d*) "service establishment" means any concern specializing in:

educational services;

hospital and health services, including hospices, homes for the aged, convalescents or children;

les services du culte et les services de bienfaisance;
les services récréatifs et de divertissements;
les services d'entretien;
les services de protection et de maintien de l'ordre public;
les services de conciergeries et les clubs résidentiels;
les services de livraison;
les services de taxis;
les services de réparation et de cirage des chaussures;
les services de blanchissage, nettoyage et pressage des vêtements.

Deuxième Partie

Champ d'application

3° *Salariés régis:* La présente ordonnance régit les salariés et les employeurs des établissements de services.

4° *Salariés non régis:* La présente ordonnance ne régit pas les salariés suivants:

a) Le conjoint de l'employeur et ses enfants;

b) Les membres du clergé, ceux d'une institution religieuse et les salariés affectés aux offices du culte;

c) Les étudiants employés dans une colonie de vacances ou dans l'exécution d'un programme récréatif ou éducatif organisé pour les enfants;

d) Les étudiants qui travaillent au cours de l'année scolaire dans des établissements de services choisis par la direction d'une école et en vertu d'un programme d'initiation au travail approuvé par le ministre de l'Éducation;

e) Les étudiants en nursing;

f) Les patients non libérés d'hôpitaux psychiatriques lorsque placés, avec l'approbation des officiers du ministère de la Santé, chez des employeurs en vue de leur réadaptation dans la société;

g) Les personnes rémunérées de quelque façon que ce soit et travaillant en dehors de l'établissement de service sans qu'un contrôle puisse être exercé sur le temps affecté à ce travail.

Troisième Partie

Dispositions générales

5° *Semaine normale:* La semaine normale de travail des salariés régis par cette ordonnance est de cinquante-quatre (54) heures.

6° *Heures supplémentaires:* Tout travail exécuté par un salarié en plus des heures de la semaine normale de travail doit être rémunéré au taux horaire minimum majoré de sa moitié.

7° *Exceptions:* Les dispositions de l'article 6 ne s'appliquent pas au salarié rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine un salaire d'au moins $75 dans la région I et $65 dans la région II.

8° *Période d'attente:* Le salarié est considéré être à son travail lorsqu'il est à la disposition de son employeur et obligé d'attendre qu'on lui donne du travail.

9° *Indemnité de présence:* Le salarié qui se présente au lieu du travail à la demande de son employeur et qui travaille moins de trois (3) heures par jour a droit à une indemnité égale à trois (3) heures de salaire au taux minimum, sauf pour les étudiants travaillant à temps partiel.

religious and welfare services;
recreation and entertainment services;
maintenance services;
public protection and public order maintenance services;
lodging services and staff houses;
delivery services;
taxi services;
shoe repair and shoe shine services;
clothes laundering, cleaning and pressing services.

Part Two

Jurisdiction

3. *Employees governed:* The present Ordinance governs employees and employers in service establishments.

4. *Employees not governed:* The present Ordinance does not govern the following employees:

(*a*) the employer's spouse and children;

(*b*) Members of the clergy, members of a religious institution and employees connected with divine services;

(*c*) Students employed in a summer camp or carrying out recreational or educational programs organized for children;

(*d*) Students who, throughout the school year, work in service establishments selected by the school authorities in accordance with an occupational training programme approved by the Minister of Education;

(*e*) Student nurses;

(*f*) Patients who have not been released from a psychiatric hospital but who, with the approval of the Health Department officers, are assigned to an employer for social rehabilitation purposes;

(*g*) Persons paid on any basis whatsoever and working outside service establishments when there is no control over the time spent at such work.

Part Three

General provisions

5. *Standard workweek:* The standard workweek of employees governed by this Ordinance shall not exceed fifty-four (54) hours.

6. *Overtime:* All work performed by an employee over and above the standard workweek shall be remunerated at time and a half the minimum hourly rate.

7. *Exceptions:* The provisions of section 6 do not cover employees paid on a fixed weekly, monthly or annual salary basis and receiving at least $75 a week in Zone I and $65 in Zone II.

8. *Waiting period:* An employee is considered as working when he is at his employer's disposal and obliged to wait for work to be given him.

9. *Call-in pay:* An employee who reports at the place of work at his employer's request and works less than three (3) hours per day is entitled to three (3) hours' wages at the minimum rate, except students working part time.

10° *Repos hebdomadaire:* Tout salarié a droit à un repos hebdomadaire d'une durée minimale de vingt-quatre heures consécutives ou de deux périodes de repos de dix-huit heures consécutives chacune.

11° *Modes et fréquence de la rémunération:* Le salaire doit être payé en espèces sous enveloppes scellées ou par chèque à intervalles réguliers ne pouvant dépasser seize jours. Avant d'adopter un autre mode de paiement, tout employeur doit obtenir de la Commission une autorisation à cet effet.

Tout employeur doit remettre au salarié, avec sa paie, un bulletin contenant les mentions suivantes:

a) Ses nom et prénoms;
b) La période de paie;
c) Le total de ses heures de travail, les heures supplémentaires étant indiquées séparément, sauf pour les salariés visés à l'article 7;
d) Le taux de son salaire et le salaire gagné;
e) Le montant des déductions;
f) Le montant net versé.

12° *Retenue de salaire:* Nulle retenue ne peut être faite sur le salaire minimum payable à un salarié, sauf celle imposée par une disposition législative et celle décrétée par ordre d'un tribunal.

13° *Uniforme:* Lorsque le port d'un uniforme est obligatoire, aucune déduction ne doit être faite du salaire fixé par la présente ordonnance pour l'achat, l'usage ou l'entretien de cet uniforme.

14° *Gîte et pension:* Lorsqu'un salarié reçoit de son employeur le gîte et la pension, ou l'un ou l'autre, il est interdit à son employeur de déduire du salaire minimum plus que les taux suivants:

Pour un repas	$ 0.60
Pour la chambre, par semaine	3.00
Pour la chambre et la pension, par semaine	15.00

15° *Logis:* Lorsqu'un salarié reçoit de son employeur le logis, il est interdit à ce dernier de déduire du salaire minimum plus que les taux suivants:

Pour un logis chauffé: 20% du salaire;
Pour un logis non chauffé: 15% du salaire.

Quatrième Partie

Taux minima de salaire

16° *Régions:* Pour les fins de la présente ordonnance, la province de Québec est divisée en deux régions composées comme suit:

a) *Région I:* La région de Montréal métropolitain comprenant l'Ile de Montréal, l'Ile Jésus, l'Ile Bizard et les districts électoraux de Chambly et Taillon;
b) *Région II:* Le reste de la province.

17° *Salaire minimum:* Les salariés régis par la présente ordonnance ont droit aux taux de salaire suivants selon leur fonction:

	Régions I	II
	l'heure	
a) Les salariés âgés de moins de dix-huit ans	$0.85	$0.80
b) Les salariés à l'essai durant leurs soixante premiers jours de travail	0.95	0.90
c) Les autres salariés	1.10	1.00

18° *Pourboire:* Le pourboire est la propriété exclusive du salarié; l'employeur ne peut le retenir ni s'en servir comme partie du salaire à payer, même avec le consentement du salarié.

10. *Weekly rest period:* Every employee shall be entitled to a weekly rest period of at least twenty-four consecutive hours or two rest periods of eighteen consecutive hours each.

11. *Mode and frequency of payment:* Wages shall be paid in cash in a sealed envelope or by cheque at regular intervals not exceeding sixteen days. Before adopting another mode of payment, every employer must obtain the Commission's authorization beforehand.

With each payment of wages, the employer shall remit to the employee a statement listing:

(*a*) His family and given names;
(*b*) The pay period;
(*c*) The total number of his hours of work, and his overtime hours being shown separately, except for employees mentioned in section 7;
(*d*) His wage rate and the wages earned;
(*e*) The amount of deductions;
(*f*) The net amount paid.

12. *Deductions from wages:* No deduction, except that provided by a legislative provision and that decreed by a Court Order, may be made from the minimum wage payable to an employee.

13. *Uniform*: When the wearing of a uniform is mandatory, no deduction may be made from the wages set forth in the present Ordinance for the purchase, use or upkeep of such uniform.

14. *Room and board:* When an employer provides his employee with room or board, or both, he may not deduct from his employee's minimum wage more than the following rates:

Single meal	$ 0.60
Room, per week	3.00
Room and board, per week	15.00

15. *Lodging:* When an employer provides his employee with lodging, he may not deduct from his employee's minimum wage more than the following rates:

Heated lodging: 20% of wages;
Unheated lodging: 15% of wages.

Part Four

Minimum wage rates

16. *Zones:* For the purposes of this Ordinance, the Province of Québec is divided into two zones, as follows:

(*a*) *Zone I*: The Greater Montreal area, which includes the Island of Montréal, Ile Jésus, Ile Bizard and the electoral districts of Chambly and Taillon;
(*b*) *Zone II*: The remainder of the Province.

17. *Minimum wage:* Employees governed by the present Ordinance are entitled to the following wage rates, according to their occupation:

	Zones I	II
	an hour	
(*a*) Employees under 18	$0.85	$0.80
(*b*) Probationers during their first sixty days of work	0.95	0.90
(*c*) Other employees	1.10	1.00

18. *Tips:* Tips are the exclusive property of the employee; the employer may not deduct them, nor use them as part of the wages to be paid, even with the employee's consent.

CINQUIÈME PARTIE

Dispositions règlementaires

19° *Système d'enregistrement de travail:* Tout employeur doit tenir un système d'enregistrement où sont indiqués à l'encre, au crayon indélébile, par impression ou par perforation, pour chaque période de travail et pour chaque salarié à son emploi:

a) Ses nom, prénoms, adresse et numéro d'assurance sociale;
b) Sa fonction;
c) Sa date d'entrée au service de l'employeur;
d) La période de paie;
e) L'heure précise à laquelle chaque jour, son travail a commencé et s'est terminé;
f) Le total de ses heures de travail;
g) Ses heures supplémentaires;
h) Le taux de son salaire;
i) Le salaire gagné;
j) Les déductions faites;
k) Le montant remis au salarié;
l) Les renseignements dont la mention est exigée par l'ordonnance No 3, pour les salariés visés par cette dernière;
m) Tous les autres renseignements exigés par ordonnances ou règlement de la Commission.

Les mentions prévues aux paragraphes « *e* », « *f* » et « *g* » ne sont pas obligatoires pour les salariés visés à l'article 7.

20° *Lieu de la tenue et de la conservation du système d'enregistrement:* Le système d'enregistrement doit être tenu dans la province, à l'établissement de l'employeur.

Dans le cas de multiples établissements, ce système doit être tenu à chaque établissement pour les salariés qui en relèvent.

Cependant, lorsque le traitement de la paie se fait au bureau principal ou par mécanographie, la Commission peut accorder une dispense aux conditions qu'elle détermine par résolution.

Le système se rapportant à une année doit être conservé durant une période de six ans.

21° *Rapport écrit:* Tout employeur doit transmettre à la Commission, sur demande, un rapport écrit donnant les renseignements qui, tel que ci-haut décrété, doivent être consignés au système d'enregistrement.

22° *Affichage:* Tout employeur doit afficher et tenir affichés à la vue de ses salariés, tous règlements, résolutions, ordonnances ou documents qui lui sont transmis à cette fin par la Commission.

23° *Ordonnance No 5, 1967 remplacée:* L'ordonnance No 5, 1967 adoptée par la Commission le 11 avril 1967, approuvée par arrêté en conseil No 1331 du 12 mai 1967 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 mai 1967 est, par la présente, remplacée à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

24° *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance entre en vigueur le premier jour de novembre mil neuf cent soixante-huit.

Faite et passée en la ville de Québec, ce vingt-septième jour du mois de juin mil neuf cent soixante-huit.

Copie conforme.

Le président,
ALEX BASTIEN
Juge provincial.

Le secrétaire,
PAUL DE LA DURANTAYE.

25359-o

PART FIVE

Regulations

19. *Work record system:* For each work period and for each employee in his employ, every employer shall keep a record system in which shall be recorded in ink, in indelible pencil, in print or perforation:

(*a*) His family name, given names, address and social insurance number;
(*b*) His occupation;
(*c*) The date he entered the employer's service;
(*d*) The pay period;
(*e*) the exact time his work began and ended each day;
(*f*) The total number of his hours of work;
(*g*) His overtime;
(*h*) His wage rate;
(*i*) The wages earned;
(*j*) The deductions made;
(*k*) The net amount handed to the employee;
(*l*) All the information requested in Ordinance No. 3, for employees governed by the latter;
(*m*) All other information required by an Ordinance or a by-law of the Commission.

Itemps specified in subsections "*e*", "*f*" and "*g*" are not required for employees covered in section 7.

20. *Where records must be kept and preserved:* The record system must be kept in the Province, at the employer's establishment.

When an employer operates several establishments, he must keep a separate record system in each establishment for the employees thereof.

However, when the payroll is prepared at the head office or by data-processing, the Commission may grant an exemption on conditions which it will determine by resolution.

Records covering a given year must be retained for a six-year period.

21. *Written report:* Every employer must, upon request, furnish the Commission with a written report containing, as hereinabove prescribed, the particulars to be kept on record.

22. *Posting:* Every employer must post and keep posted in a conspicuous place, any by-law, resolution, ordinance or ducument supplied for such purpose by the Commission.

23. *Ordinance No. 5, 1967 superseded:* Ordinance No. 5, 1967, adopted by the Commission on April 11, 1967, approved by Order in Council No. 1331, dated May 12, 1967, and published in the *Québec Official Gazette* of May 27, 1967, is hereby superseded from the effective date of the present ordinance.

24. *Effective date:* The present ordinance becomes effective on the first of November, one thousand nine hundred and sixty-eight.

Signed and dated in Québec City, this twenty-seventh day of June, one thousand nine hundred and sixty-eight.

True copy.

ALEX BASTIEN,
Provincial Judge,
President.

PAUL DE LA DURANTAYE,
Secretary.

25359-o

Avis

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi du salaire minimum (S.R.Q. 1964, c. 144), que l'ordonnance numéro 8, 1968, dont le texte suit, a été adoptée par la Commission du salaire minimum le 27 juin 1968 et approuvée par l'arrêté en conseil numéro 2072 du 4 juillet 1968.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

ORDONNANCE No 8, 1968

Établissements d'hôtellerie

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1964, c. 144),

ORDONNE ET DÉCRÉTE ce qui suit:

PREMIÈRE PARTIE

Interprétation

1° *Désignation:* La présente ordonnance est désignée sous le nom de Ordonnance no 8, 1968.

2° *Interprétation:* Dans la présente ordonnance, les mots suivants signifient:

a) « semaine »: une semaine civile ou une période de sept jours s'étendant de minuit un jour donné à la fin du septième jour suivant.

b) « semaine normale »: le nombre d'heures de travail en une semaine au-delà duquel le temps de travail doit être payé à taux majoré.

c) « pourboire »: la gratification en espèces donnée volontairement et directement au salarié par le client.

d) « établissement d'hôtellerie »:

1) un hôtel, un restaurant, une maison de logement ou un camping au sens de la Loi des l'hôtellerie (S.R.Q., 1964, c. 205),

2) un local où des boissons alcooliques sont vendues pour consommation sur place,

3) une entreprise qui vend, livre ou sert des repas pour consommation à l'extérieur.

Cependant, les mots « établissement d'hôtellerie » ne désignent pas:

1) un établissement tenu par une institution religieuse, une maison d'éducation, une maison de bienfaisance, un club résidentiel, un hôpital ou un hospice, pour les besoins de leur employés ou de leurs pensionnaires,

2) un établissement tenu par une entreprise commerciale ou un service public pour les besoins de leurs employés,

3) une maison de logement qui n'est pas tenue d'obtenir un permis en vertu de la Loi de l'hôtellerie (S.R.Q., 1964, c. 205), (moins de 6 chambres si cet établissement est situé dans une cité ou une ville et moins de 3 chambres s'il est situé dans une autre municipalité).

DEUXIÈME PARTIE

Champ d'application

3° *Salariés régis:* La présente ordonnance régit les salariés et les employeurs des établissements d'hôtellerie.

4° *Salariés non régis:* La présente ordonnance ne régit pas les salariés suivants:

a) le conjoint de l'employeur et ses enfants;

b) Les étudiants qui travaillent au cours de l'année scolaire dans des établissements d'hôtel-

Notice

Pursuant to the provisions of the Minimum Wage Act (RSQ 1964, c. 144), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Minimum Wage Commission's Ordinance number 8, 1968, text of which is quoted below, was adopted by the Minimum Wage Commission on June 27, 1968 and was approved by Order in Council number 2072 dated July 4, 1968.

MINIMUM WAGE COMMISSION

ORDINANCE No. 8, 1968

Hotel trade establishments

Pursuant to the Minimum Wage Act (RSQ 1964, c. 144), the Minimum Wage Commission,

ORDERS AND DECREES the following:

PART ONE

Interpretation

1. *Designation:* The present Ordinance is designated as Ordinance No. 8, 1968.

2. *Definitions:* In the present Ordinance,

(*a*) "week" means a calendar week or a seven-day period extending from midnight on a given day until the end of the seventh day thereafter;

(*b*) "standard workweek" means the number of working hours in one week, beyond which any time worked must be paid for at overtime rates;

(*c*) "tips" means a cash gratuity which a customer voluntarily and directly gives an employee;

(*d*) "hotel trade establishment" means:

(1) a hotel, restaurant, lodging-house or camping ground, as defined in the Hotels Act (RSQ 1964, c. 205);

(2) a place where alcoholic beverages are sold for consumption on the premises;

(3) an establishment that sells, delivers or serves meals to be eaten outside the premises thereof.

However, the words "hotel trade establishment" do not mean:

(1) an establishment maintained by a religious institution, an educational establishment, a welfare establishment, a staff house, a hospital or an asylum, for the needs of their employees or inmates;

(2) an establishment maintained by a commercial establishment or a public service for the needs of their employees;

(3) a lodging-house that is not required to obtain a permit under the Hotels Act (RSQ 1964, c. 205) (less than 6 rooms, if such establishment is located in a city or town, and less than 3 rooms if it is located in any other municipality).

PART TWO

Jurisdiction

3. *Employees governed:* The present Ordinance governs employees and employers in hotel trade establishments.

4. *Employees not governed:* The present Ordinance does not govern the following employees:

(*a*) The employer's spouse and children;

(*b*) Students who, throughout the school year, work in hotel trade establishments selected by

lerie choisis par la direction d'une école et en vertu d'un programme d'initiation au travail approuvé par le ministre de l'Éducation.

Troisième Partie

Dispositions générales

5° *Semaine normale:* La semaine normale de travail des salariés régis par cette ordonnance est de cinquante-quatre (54) heures.

6° *Heures supplémentaires:* Tout travail exécuté par un salarié en plus des heures de la semaine normale de travail doit être rémunéré au taux horaire minimum majoré de sa moitié.

7° *Exceptions:* Les dispositions de l'article 6 ne s'appliquent pas:

a) Au gardien;

b) Au salarié rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine un salaire d'au moins $75 dans la région I et $65 dans la région II.

8° *Période d'attente:* Le salarié est considéré être à son travail lorsqu'il est à la disposition de son employeur et obligé d'attendre qu'on lui donne du travail.

9° *Indemnité de présence:* Le salarié qui se présente au lieu du travail à la demande de son employeur et qui travaille moins de trois (3) heures par jour a droit à une indemnité égale à trois (3) heures de salaire au taux minimum, sauf pour les étudiants travaillant à temps partiel.

10° *Repos hebdomadaire:* Tout salarié a droit à un repos hebdomadaire d'une durée minimale de vingt-quatre heures consécutives ou de deux périodes de repos de dix-huit heures consécutives chacune.

11° *Modes et fréquence de la rémunération:* Le salaire doit être payé en espèces sous enveloppes scellées ou par chèque à intervalles réguliers ne pouvant d'épasser seize jours. Avant d'adopter un autre mode de paiement, tout employeur doit obtenir de la Commission une autorisation à cet effet.

Tout employeur doit remettre au salarié, avec sa paie, un bulletin contenant les mentions suivantes:

a) Ses nom et prénoms;

b) La période de paie;

c) Le total de ses heures de travail, les heures supplémentaires étant indiquées séparément, sauf pour les salariés visés à l'article 7;

d) Le taux de son salaire et le salaire gagné;

e) Le montant des déductions;

f) Le montant net versé.

12° *Retenue de salaire:* Nulle retenue ne peut être faite sur le salaire minimum payable à un salarié, sauf celle imposée par une disposition législative et celle décrétée par ordre d'un tribunal.

13° *Uniforme:* Lorsque le port d'un uniforme est obligatoire, aucune déduction ne doit être faite du salaire fixé par la présente ordonnance pour l'achat, l'usage ou l'entretien de cet uniforme.

14° *Gîte et pension:* Lorsqu'un salarié reçoit de son employeur le gîte et la pension, ou l'un ou l'autre, il est interdit à son employeur de déduire du salaire minimum plus que les taux suivants:

Pour un repas	$ 0.60
Pour la chambre, par semaine	3.00
Pour la chambre et la pension, par semaine	15.00

Part Three

General provisions

5. *Standard workweek:* The standard workweek of employees governed by this Ordinance shall not exceed fifty-four (54) hours.

6. *Overtime:* All work performed by an employee over and above the standard workweek shall be remunerated at time and a half the minimum hourly rate.

7. *Exceptions:* The provisions of section 6 do not cover:

(*a*) watchmen;

(*b*) employees paid on a fixed weekly, monthly or annual salary basis and receiving at least $75 a week in Zone I and $65 in Zone II.

8. *Waiting period:* An employee is considered as working when he is at his employer's disposal and obliged to wait for work to be given him.

9. *Call-in pay:* An employee who reports at the place of work at his employer's request and works less than three (3) hours per day is entitled to three (3) hours' wages at the minimum rate, except students working part time.

10. *Weekly rest period:* Every employee shall be entitled to a weekly rest period of at least twenty-four consecutive hours or two rest periods of eighteen consecutive hours each.

11. *Mode and frequency of payment:* Wages shall be paid in cash in a sealed envelope or by cheque at regular intervals not exceeding sixteen days. Before adopting another mode of payment, every employer must obtain the Commission's authorization beforehand.

With each payment of wages, the employer shall remit to the employee a statement listing:

(*a*) His family and given names;

(*b*) The pay period;

(*c*) The total number of his hours of work, and his overtime hours being shown separately, except for employees mentioned in section 7;

(*d*) His wage rate and the wages earned;

(*e*) The amount of deductions;

(*f*) The net amount paid.

12. *Deductions from wages:* No deduction, except that provided by a legislative provision and that decreed by a Court Order, may be made from the minimum wage payable to an employee.

13. *Uniform:* When the wearing of a uniform is mandatory, no deduction may be made from the wages set forth in the present Ordinance for the purchase, use or upkeep of such uniform.

14. *Room and board:* When an employer provides his employee with room or board, or both, he may not deduct from his employee's minimum wage more than the following rates:

Single meal	$ 0.60
Room, per week	3.00
Room and board, per week	15.00

Quatrième Partie

Taux minima de salaire

15° *Régions:* Pour les fins de la présente ordonnance, la province de Québec est divisée en deux régions composées comme suit:

a) Région I: La région de Montréal métropolitain comprenant l'Ile de Montréal, l'Ile Jésus, l'Ile Bizard et les districts électoraux de Chambly et Taillon;

b) Région II: Le reste de la province.

16° *Salaire minimum:* Les salariés régis par la présente ordonnance ont droit aux taux de salaire suivants selon leur fonction:

	Régions I	II
	l'heure	
a) Les salariés âgés de moins de dix-huit ans et les salariés à l'essai durant leurs soixante premiers jours de travail.....	$0.95	$0.90
b) Les autres salariés.....	1.05	1.00
c) Les gardiens logés gratuitement, (*par semaine*).....	55.00	50.00

17° *Pourboire:* Le pourboire est la propriété exclusive du salarié; l'employeur ne peut le retenir ni s'en servir comme partie du salaire à payer, même avec le consentement du salarié.

Cinquième Partie

Dispositions règlementaires

18° *Système d'enregistrement de travail:* Tout employeur doit tenir un système d'enregistrement où sont indiqués à l'encre, au crayon indélébile, par impression ou par perforation, pour chaque période de travail et pour chaque salarié à son emploi:

a) Ses nom, prénoms, adresse et numéro d'assurance sociale;
b) Sa fonction;
c) Sa date d'entrée au service de l'employeur;
d) La période de paie;
e) L'heure précise à laquelle chaque jour, son travail a commencé et s'est terminé;
f) Le total de ses heures de travail;
g) Ses heures supplémentaires;
h) Le taux de son salaire;
i) Le salaire gagné;
j) Les déductions faites;
k) Le montant remis au salarié;
l) Les renseignements dont la mention est exigée par l'ordonnance No 3, pour les salariés visés par cette dernière;
m) Tous les autres renseignements exigés par ordonnance ou règlement de la Commission.

Les mentions prévues aux paragraphes « *e* », « *f* » et « *g* » ne sont pas obligatoires pour les salariés visés à l'article 7.

19° *Lieu de la tenue et de la conservation du système d'enregistrement:* Le système d'enregistrement doit être tenu dans la province, à l'établissement de l'employeur.

Dans le cas de multiples établissements, ce système doit être tenu à chaque établissement pour les salariés qui en relèvent.

Cependant, lorsque le traitement de la paie se fait au bureau principal ou par mécanographie, la Commission peut accorder une dispense aux conditions qu'elle détermine par résolution.

Le système se rapportant à une année doit être conservé durant une période de six ans.

Part Four

Minimum wage rates

15. *Zones:* For the purposes of this Ordinance, the Province of Québec is divided into two zones, as follows:

(*a*) *Zone I:* The Greater Montréal area, which includes the Island of Montréal, Ile Jésus, Ile Bizard and the electoral districts of Chambly and Taillon;

(*b*) *Zone II:* The remainder of the Province.

16. *Minimum wage:* Employees governed by the present Ordinance are entitled to the following wage rates, according to their occupation:

	Zones I	II
	an hour	
(*a*) Employees under 18 and probationers during their first sixty days of work.....	$0.95	$0.90
(*b*) Other employees.....	1.05	1.00
(*c*) Watchmen lodged free of charge (*per week*).....	55.00	50.00

17. *Tips:* Tips are the exclusive property of the employee; the employer may not deduct them, nor use them as part of the wages to be paid, even with the employee's consent.

Part Five

Regulations

18. *Work record system:* For each work period and for each employee in his employ, employer shall keep a record system in which shall be recorded in ink, in indelible pencil, in print or perforation:

(*a*) His family name, given names, address and social insurance number;
(*b*) His occupation;
(*c*) The date he entered the employer's service;
(*d*) The day period;
(*e*) The exact time his work began and ended each day;
(*f*) The total number of his hours of work;
(*g*) His overtime;
(*h*) His wage rate;
(*i*) The wages earned;
(*j*) The deductions made;
(*k*) The net amount handed to the employee;
(*l*) All the information requested in Ordinance No. 3, for employees governed by the latter;
(*m*) All other information required by an Ordinance or a By-law of the Commission.

Items specified in subsections "*e*", "*f*" and "*g*" are not required for employees covered in section 7.

19. *Where records must be kept and preserved:* The record system must be kept in the Province, at the employer's establishment.

When an employer operates several establishments, he must keep a separate record system in each establishment for the employees thereof.

However, when the payroll is prepared at the head office or by data-processing, the Commission may grant an exemption on conditions which it will determine by resolution.

Records covering a given year must be retained for a six-year period.

20° *Rapport écrit:* Tout employeur doit transmettre à la Commission, sur demande, un rapport écrit donnant les renseignement qui, tel que ci-haut décrété, doivent être consignés au système d'enregistrement.

21° *Affichage:* Tout employeur doit afficher et tenir affichés à la vue de ses salariés, tous règlements, résolutions, ordonnances ou documents qui lui sont transmis à cette fin par la Commission.

22° *Ordonnance No 8, 1967 remplacée:* L'ordonnance No 8, 1967 adoptée par la Commission le 11 avril 1967, approuvée par arrêté en conseil No 1342 du 12 mai 1967 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 mai 1967 est, par la présente, remplacé à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

23° *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance entre en vigueur le premier jour de novembre mil neuf cent soixante-huit.

Faite et passée, en la ville de Québec, ce vingt-septième jour du mois de juin mil neuf cent soixante-huit.

Copie conforme.

Le président,
ALEX BASTIEN,
Juge provincial,
Le secrétaire,
PAUL DE LA DURANTAYE.

25359

20. *Written report:* Every employer must, upon request, furnish the Commission with a written report containing, as hereinabove prescribed, the particulars to be kept on record.

21. *Positing:* Every employer must post and keep posted in a conspicuous place any by-law, resolution, ordinance or document supplied for such purpose by the Commission.

22. *Ordinance No. 8, 1967 superseded:* Ordinance No. 8, 1967, adopted by the Commission on April 11, 1967, approved by Order in Council No. 1342, dated May 12, 1967, and published in the *Québec Official Gazette* of May 27, 1967, is hereby superseded from the effective date of the present ordinance.

23. *Effective date:* The present ordinance becomes effective on the first of November, one thousand nine hundred and sixty-eight.

Signed and dated in Québec City, this twenty-seventh day of June, one thousand nine hundred and sixty-eight.

True copy.

ALEX BASTIEN,
Provincial Judge,
President
PAUL DE LA DURANTAYE,
Secretary.

25359-o

Ministère du Travail

Avis de modification

Garage — Granby

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garage dans la région de Granby, rendue obligatoire par le décret numéro 701 du 8 avril 1964 amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil, certaines modifications audit décret:

1° Les paragraphes « *c* », « *d* » et « *e* » de l'article I seront remplacés par les suivants:

"*c*) *Compagnon:* Le terme « compagnon » désigne: toute personne qui a terminé son apprentissage et obtenu son certificat de qualification après examen dans l'un des métiers de l'industrie de l'automobile, tels que carrossier, peintre, carrossier-peintre, mécanicien, machiniste, électricien, soudeur, spécialiste en radiateur, aligneur de roues, spécialiste de la transmission automatique, spécialiste du réchappage, spécialiste de la cuisson et vulcanisateur.

d) *Démonteur:* Le terme « démonteur » désigne: toute personne qui fait le démontage des véhicules à moteur dans le but de vendre, de réparer ou d'emmagasiner les pièces ou de vendre le métal comme rebut.

e) *Préposé au service:* Le terme « préposé au service » désigne: tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse, lave, nettoie ou conduit les véhicules à moteur, fait le nettoyage ou le chauffage des établissements, change ou répare les pneus, les courroies de ventilateurs et de la dynamo, les accumulateurs, les boyaux, les essuie-glace, les phares et les filtres et effectue toutes réparations mineures d'urgence qui se présentent en dehors des heures de travail, déterminées au paragraphe « *a* » de l'article IV,

Department of Labour

Notice of Amendment

Garage Employees — Granby

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the city of Granby and a 10-mile radius of its limits (made binding by Decree number 701 of April 8, 1964, as amended) have petitioned him to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision:

1. Subsections "*c*", "*d*" and "*e*" of section I will be superseded by the following:

"(*c*) *Journeyman:* "Journeyman" means anyone who has completed his apprenticeship and who, after examination, has obtained his competency certificate in one of the following automobile industry trades: bodyman, painter, bodyman-painter, mechanic, machinist, electrician, welder, radiator specialist, wheel aligner, automatic transmission specialist, tire-retreading specialist, curing specialist and vulcanizer.

(*d*) *Wrecking mechanic:* "Wrecking mechanic" means anyone who dismantles motor vehicles for the purpose of selling, repairing or storing the parts or selling the metal therefrom as scrap.

(*e*) *Service man:* "Service man" means any employee who sells gasoline or lubricants; greases, washes, cleans or drives motor vehicles; cleans the establishments and looks after their heating; changes or repairs tires, generator and fan belts, batteries, hoses, winshield wipers, lights and filters; performs any minor emergency repairs that may be required outside the standard working hours stipulated in subsection "*a*" of section IV and that cannot be postponed until the next day. Radios, air conditioners and

et qui ne peuvent être reportées au jour ouvrable suivant. Le montage des postes de radio, des appareils de climatisation et des interrupteurs de clignotants doit être fait par un compagnon. »

2° Les paragraphes « *g* », « *h* », « *i* », « *j* » et « *k* » de l'article I seront remplacés par les suivants:

"*g) Garage:* Le terme « garage » désigne: tout endroit où l'on fait la réparation, la transformation, le démontage, le remontage ou le remisage des véhicules à moteur ou des pièces s'y rapportant.

Sont considérés comme garages et par conséquent assujettis au présent décret, tous les établissements où se font en tout ou en partie la réparation ou le remontage des pièces ou accessoires nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule à moteur, que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule à moteur ou non, qu'ils soient destinés à être revendues en gros ou en détail.

h) Atelier de mécanique: Le terme « atelier de mécanique » désigne: tout établissement où l'on refait, remonte avec des morceaux neufs ou usagés, remet en bon état, répare, règle ou travaille les moteurs ou diverses pièces de véhicules à moteur pour le public ou dans le but de les revendre en gros ou en détail, que ces moteurs ou ces pièces soient séparés du véhicule ou non.

i) Poste d'essence: Le terme « poste d'essence » désigne: tout endroit fixe ou mobile où se fait exclusivement la vente d'essence ou de lubrifiants pour l'usage des véhicules à moteur, que ledit endroit soit exploité par un propriétaire ou un locataire comme établissement principal ou annexe d'un établissement principal.

j) Poste de lavage: Le terme « poste de lavage » désigne: tout endroit public où le travail principal est le lavage ou le polissage des véhicules à moteur, que ce travail soit fait par un salarié ou par tout autre personne.

k) Station-service: Le terme « station-service » désigne: tout poste dans lequel:

1) on vend de l'essence ou des lubrifiants;

2) on vend, monte et répare les pneus;

3) on lave, nettoie, polit, lubrifie ou remise les véhicules à moteur;

4) on offre un service de dépannage;

5) on vend et monte les pièces d'équipement énumérées au paragraphe « *l* » du présent article;

6) on fait toutes réparations mineures d'urgence qui se présentent en dehors des heures de travail, déterminées au paragraphe « *a* » de l'article IV, et qui ne peuvent être reportées au jour ouvrable suivant.

Toutefois, si une station-service possède un atelier de mécanique ou de réparation de véhicules à moteur, ledit atelier est considéré comme un garage et assujettie aux conditions de travail des garages ou ateliers de mécanique.

3° Les paragraphes « *m* », « *o* », « *q* » et « *r* » de l'article I seront remplacés par les suivants:

« *m) Terrain ou garage de stationnement:* Le terme « terrain ou garage de stationnement » désigne: tout endroit réservé au stationnement ou au remisage des véhicules à moteur.

Toutefois, les établissements qui n'offrent aucun service aux véhicules à moteur sont exclus.

o) Préposé aux pièces de rechange: Ce terme désigne: tout salarié affecté au déballage, à l'emmagasinage, à l'identification, à la vente, à la livraison et à l'expédition des pièces ou accessoires nécessaires à la conduite ou au bon fonctionnement d'un véhicule à moteur.

directional signal switches must be installed by a journeyman."

2. Subsections "*g*", "*h*", "*i*", "*j*" and "*k*" of section I will be replaced by the following:

"*(g) Garage*: "Garage" means any place where motor vehicles or parts thereof are repaired, transformed, dismantled, rebuilt or stored.

Any establishment exclusively or partly engaged in the repair or rebuilding of parts or accessories required for the operation of a motor vehicle, whether or not such parts or accessories be separated from the motor vehicle or are to be resold on a wholesale or retail basis, is considered as a garage and is therefore governed by this decree.

(*k*) *Machine shop:* "Machine shop" means any establishment where motors or various other motor vehicle parts are rebuilt (with new or used parts), reconditioned, repaired, adjusted or worked upon either for customers or for resale purposes (retail or wholesale), whether or not such motors or parts be separate from the motor vehicle.

(*i*) *Gasoline station:* "Gasoline station" means any mobile or stationary place where only motor vehicle gasoline or lubricants are sold, whether or not such place be operated by a proprietor or a lessee as a main or secondary business concern;

(*j*) *Car wash:* "Car wash" means any public place where the main occupation consists in washing and polishing motor vehicles, whether such work be done by an employee or by anyone else.

(*k*) *Service station:* "Service station" means any station where:

(1) gasoline or lubricants are sold;

(2) tires are sold, installed and repaired;

(3) motor vehicles are washed, cleaned, polished, lubricated or stored;

(4) break-down service is given;

(5) parts listed in subsection "*e*" of this section are sold and installed;

(6) any minor emergency repairs that may be required outside the standard working hours stipulated in subsection "*a*" of section IV and that cannot be postponed until the next day are carried out.

When a service station includes a motor vehicle mechanical or repair department, such department is considered as a garage and is governed by the working conditions set forth for garages and machine shops."

3. Subsections "*m*", "*o*", "*q*" and "*r*" of section I will be superseded by the following:

"(*m*) *Parking lot or garage:* "Parking lot or garage" means any place that is reserved for the parking and storing of motor vehicles.

However, establishments giving no motor vehicle service are excluded.

(*o*) *Spare parts man:* "Spare parts man" means any employee assigned to unpacking, storing, labelling, selling, delivering and shipping parts or accessories required for the normal operation of a motor vehicle.

q) *Magasin de pièces:* Le terme « magasin de pièces » désigne: tout endroit où se font le déballage, l'emmagasinage, la vente, la livraison des pièces à moteur, des accessoires ou des pièces d'équipement de garage, neufs ou usagés, nécessaires à la conduite ou au fonctionnement des véhicules à moteur. Les établissements détachés des garages ou ateliers mécaniques sont régis par le présent décret.

r) *Vendeur de service:* Le terme « vendeur de service » désigne: tout salarié préposé à la réception de la clientèle, à la distribution et à la coordination du travail, à l'inscription des commandes, et de façon générale, le salarié qui assure le service à la clientèle dans un atelier de mécanique ou de réparation ou dans un garage assujetti au présent décret.

4° Les paragraphes « *t* », « *u* » et « *v* » suivants seront ajoutés à l'article I:

« *t*) *Commissionnaire:* Le terme « commissionnaire » désigne: tout salarié dont le principal travail est la livraison ou le transport des marchandises avec un véhicule dont il a la charge.

u) *Poste de vente ou de remontage de pièces ou accessoires:* Le terme « poste de vente ou de remontage de pièces ou accessoires « désigne et comprend: tout endroit où l'on fabrique, manufacture, répare, fait l'assemblage des pièces ou accessoires utilisés sur les véhicules à moteurs usagés, remonte ou reconditionne en série des générateurs, des démarreurs ou tout autre pièce ou accessoire nécessaire à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule à moteur, que ces pièces ou accessoires soient séparés du véhicule à moteur ou non, qu'ils soient neufs ou usagés, qu'ils soient destinés à être vendus en gros ou en détail.

v) *Vérificateur:* Le terme « vérificateur » désigne: tout salarié préposé à la vérification des véhicules à moteur et à l'estimation de toutes les réparations.

Aux fins d'application des deux paragraphes « *r* » et « *v* » précédents, les vérificateurs et les vendeurs de service ne sont pas assujettis au présent décret tant et aussi longtemps qu'ils n'exécutent aucun travail de métier. ».

5° L'article II sera remplacé par le suivant:

a) « II. *Champ d'application professionnel:*

Le présent décret s'applique aux employeurs, aux employeurs professionnels, aux artisans et aux salariés de garages, de postes d'essence, de station-service, de terrains ou garages de stationnement, d'ateliers de mécanique, de postes de lavage, de postes de vente ou de remontage de pièces ou d'accessoires, de terrains de démontage, d'ateliers de vulcanisation, d'établissements de vente ou de posage de pneus et de magasins de pièces situés dans le champ d'application territorial du décret.

Exceptions: Le présent décret n'est pas applicable.

i. à un garage municipal tant et aussi longtemps que les conditions de travail y sont fixées par une convention collective particulière;

ii. aux établissements industriels exploitant de façon accessoire un garage, un atelier de mécanique ou une station-service en autant qu'ils limitent leurs services exclusivement à leurs propres véhicules ou accessoires et qu'ils n'accomplissent aucun travail pour autrui, moyennant rémunération ou non;

iii. aux ateliers qui font exclusivement le montage et la réparation des machineries agricoles;

(*q*) *Parts store:* "Parts store" means any place where motor parts, accessories and parts required for the operation of motor vehicles, as well as new or used garage equipment parts, are unpacked, packed, stored, sold and delivered. Establishments separate from garages or machine shops are covered by this decree.

(*r*) *Customer service supervisor:* "Customer service supervisor" means any employee whose work consists in greeting customers, distributing and co-ordinating work, writing out customers' requests and, in general, making certain that customers are properly served in the machine shop, repair shop or garage hereby covered."

4. The following subsections "*t*", "*u*" and "*v*" will be added to section I:

"(*t*) *Messenger:* "Messenger" means any employee whose work consists mainly in delivering and transporting merchandise by means of a vehicle of which he is in charge.

(*u*) *Parts or accessories store or shop:* "Parts or accessories store or shop" means and includes any place where parts or accessories used on used cars are manufactured, repaired, assembled; generators, starters and any other part or accessories required for the operation of a motor vehicle are assembled, dismantled or reconditioned, whether or not such parts or accessories be separate from the motor vehicle, be they new or used or to be sold on a wholesale or retail basis.

(*v*) *Checker:* "Checker" means any employee who checks over motor vehicles and makes estimates on all repair jobs.

Note: For the purposes of subsections "*r*" and "*v*" above, checkers and customer service supervisors are not covered by this decree so long as they perform no trade work."

5. Section II will be replaced by the following:

(*a*) "II. *Professional jurisdiction:*

This decree covers employers, professional employers, artisans and employees in garages, gasoline stations, service stations, parking lots or garages, machine shops, car washes, parts or accessories stores or shops, wrecking yards, vulcanizing shops, tire shops, tire installation shops and parts stores within the territorial jurisdiction of the decree.

Exceptions: This decree does not cover:

i. a municipal garage, so long as working conditions therein are governed by a private collective agreement;

ii. industrial establishments operating a garage, a machine shop, a service station as an accessory thereto, provided they limit their services to their own needs and do no work for outsiders;

iii. shops exclusively assembling or repairing farm equipment;

iv. au chef ou gérant de département des pièces et accessoires ni au chef ou gérant de service ni au chef de département de carrosserie-peinture et de mécanique. Pour l'application du présent paragraphe, le chef ou gérant de service, le chef du département de carrosserie-peinture et de mécanique seront considérés comme tels s'ils ont chacun au moins quatre (4) salariés sous leurs ordres.

b) Champ d'application territorial:

Le présent décret s'applique dans tout le comté de Shefford et dans toutes les municipalités situées ou en partie dans un rayon de dix (10) milles des limites de la cité de Granby. ».

6° L'article III sera remplacé par le suivant:

« III. *Cours de perfectionnement:* Les employeurs peuvent inviter tout salarié à assister sans rémunération à des cours de perfectionnement après les heures de travail. ».

7° L'article IV sera remplacé par le suivant:

« IV. *Durée du travail et horaire:*

a) Salariés de garages, de magasins de pièces, d'ateliers de mécanique, des terrains de démontage et de postes de vente ou de remontage de pièces et accessoires:

La semaine normale de travail est de 45 heures réparties du lundi au vendredi inclusivement. La journée normale de travail est de 9 heures.

Tout employeur qui réduit ou qui ne se conforme pas envers les hommes de métier à la semaine normale de travail devra accorder la pleine compensation pour toutes les heures réduites. Cependant, ceci ne constitue pas une clause de semaine de travail garantie pour l'employé.

La journée normale de travail sera répartie entre 7 heures et 18 heures du lundi au vendredi inclusivement avec interruption d'une heure (1) pour le repas du midi.

Ces horaires s'appliquent aussi aux charrons, forgerons, bourreliers, spécialistes des freins, spécialistes de la suspension, spécialistes du différentiel, spécialistes du chassis, aux vitriers, aux spécialistes du polissage, aux démonteurs et aux remonteurs de pièces et accessoires.

b) Préposés au service et spécialistes en pneus.

La semaine normale de travail est de cinquante-quatre (54) heures réparties en six (6) journées de neuf (9) heures.

La période de paie débutera le lundi et se terminera le dimanche inclusivement.

La journée normale de travail est de neuf (9) heures.

La journée normale de travail est répartie entre 7 heures et 22 heures avec système rotatif. De plus, il pourra y avoir, une équipe de nuit entre 10 heures p.m. et 7 heures a.m.

Les hommes de service et les spécialistes en pneus qui travaillent sur l'équipe de nuit recevront une prime de 10% de leur taux horaire régulier.

Les spécialistes en pneus et les préposés au service bénéficieront d'une prime de 10% de leur taux horaire pour tout travail exécuté le dimanche, sauf lorsque le temps supplémentaire s'applique.

L'employeur ne pourra exiger que le salarié travaille plus de cinq (5) heures consécutives sans prendre une (1) heures de repos pour son repas.

iv. the parts and accessories department head or manager; the body shop, paint shop or machine shop head; car jockeys, janitors or night watchmen. For the purposes hereof, the service manager and the body shop, paint shop or machine shop heads shall be considered as such, provided they supervise at least four (4) employees each."

(b) Territorial jurisdiction:

The present decree's territorial jurisdiction encompasses all the municipalities partly or entirely within a 10-mile radius from the Granby city limits."

6. Section III will be superseded by the following:

"III. *Development courses:* Employers may urge every employee to take further development courses, without pay, after working hours."

7. Section IV will be replaced by the following:

"IV. *Hours of work and schedule:*

(a) Employees in garages, parts stores, machine shops, wrecking yards and parts or accessories stores or shops:

Standard hours of work shall not exceed 45 a week and 9 a day, scheduled Monday through Friday between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., with one (1) hour off for the noon meal.

Employers who reduce or change the standard work week of tradesmen shall grant them full compensation for all hours so reduced. However, this clause is not to be interpreted as guaranteeing employees a full week's work.

The above schedule also applies to: wheelwrights, blacksmiths, upholsterers, brake specialists, suspension specialists, differential specialists, frame specialists, glaziers, buffing specialists, parts and accessories assemblers and dismantlers.

(b) Service men and tire specialists:

Standard hours or work shall not exeed 54, divided into six (6), 9-hour days.

The pay period runs from Monday through the following Sunday.

The standard workday shall be scheduled between 7:00 a.m. and 10:00 p.m., on a rotation basis. A night shift may be set up to work between 10:00 p.m. and 7:00 a.m.

Service men and tire specialists on the night shift shall be granted a 10% shift differential. They shall also be paid a 10% premium over their regular rate for all work performed on Sundays, except when overtime rates apply.

No employer may compel an employee to work more than five (5) consecutive hours without taking one (1) hour off for meals.

c) *Concierge:* La semaine normale de travail des concierges est de soixante (60) heures. La journée normale de travail est de dix (10) heures.

d) *Commissionnaire:* La semaine normale de travail est de cinquante-quatre (54) heures. La journée normale de travail est de dix (10) heures.

e) Si l'employeur pendant la durée du présent décret change l'horaire d'un (ou de plusieurs) homme(s) de service, commissionnaire(s), spécialiste(s) en pneus, actuellement à son emploi en réduisant le nombre d'heures de travail accomplies de façon habituelle au 20 décembre 1967 par ce (ou ces) salarié(s) il devra accorder la pleine compensation pour les heures réduites. Cependant, ceci ne constitue pas une clause de semaine garantie pour l'employé.

f) Tout salarié a droit à une journée entière (24 heures) de congé après six (6) jours consécutifs de travail.

g) *Équipe de nuit:*

Par dérogation aux horaires établis dans le présent article, il est loisible à l'employeur dans le cas des compagnons, apprentis, préposés aux pièces et autres salariés d'organiser une deuxième équipe. La journée normale d'un salarié de la deuxième équipe est alors d'un minimum de neuf (9) heures étalées de 17.30 heures à 4 heures et la semaine normale de travail est de quarante-cinq (45) heures, du lundi au vendredi inclusivement.

Une période de collation sans paie pourra être fixée par entente entre les parties et sera d'une durée d'une demi-heure à une heure.

Aucun salarié travaillant actuellement de jour ne peut être contraint de faire partie de l'équipe de nuit.

La prime d'une telle équipe sera de 10% du taux réel du salarié ainsi affecté.

h) L'employeur ne peut obliger un salarié à travailler plus de six (6) heures entre chaque repas.

i) Si l'employeur établit une deuxième équipe de travail, (équipe de nuit) il devra au préalable aviser par écrit le Comité Paritaire. »

8° L'article V sera remplacé par le suivant:

« V. *Heures supplémentaires:*

a) Tout travail exécuté en plus ou en dehors des heures normales de la journée et de la semaine normale de travail sera rémunéré au taux normal majoré de 50%.

b) Tout travail qu'un salarié mentionné à l'Article IV, paragraphe « *a* », exécute le dimanche ou lors de son jour de congé hebdomadaire entraîne une majoration de salaire de 100%.

Tout travail qu'un employé mentionné à l'Article IV, paragraphe « *b* », exécute le dimanche entraîne une majoration de salaire de 10%.

c) Tout travail qu'un employé mentionné à l'Article IV, paragraphe « *b* », exécute son jour de congé entraîne une majoration de salaire de 100%

d) Toute majoration de salaire pour les heures supplémentaires doit être calculée à partir du salaire effectif et non du salaire minimum.

e) Tout salarié rappelé au travail après avoir quitté l'établissement doit être payé au taux de salaire majoré applicable et il a droit à une indemnité minimale égale à deux (2) heures de paie au taux normal.

f) Tout travail exécuté les jours fériés et payés sera rémunéré au taux normal majoré de 100%, plus le paiement de la fête, s'il y a lieu. Ce paragraphe ne s'applique toutefois pas aux hommes de service ni aux spécialistes en pneus.

(c) *Janitors:* Working hours shall not exceed sixty (60) a week and ten (10) a day.

(d) *Messengers:* Working hours shall not exceed fifty-four (54) a week and ten (10) a day.

(e) If, during the present decree's term, the employer changes the work schedule of one or more service men, messengers and tire specialists now in his service by reducing the usual hours worked by such employees as at December 20, 1967, he shall grant them full compensation for the hours so reduced. However, this is not to be interpreted as guaranteeing employees a full week's work.

(f) Every employee is entitled to a full day (24 hours) off after working six (6) consecutive days.

(g) *Night shift:*

Notwithstanding the schedules set forth in this section, the employer may set up a second shift for journeymen, apprentices, parts men and other employees. For employees on the night shift, standard hours of work shall not exceed 45 a week and shall be at least 9 a day scheduled between 5:30 p.m. and 4:00 a.m., Monday through Friday.

An unpaid one-half to one-hour lunch period shall be agreed upon by the parties concerned.

No employee now on the day shift may be compelled to work the night shift.

Employees assigned to the night shift shall be paid a 10% shift differential.

(h) No employer may have an employee work more than six (6) hours between meals.

(i) Should an employer set up a second shift (night shift), he shall advise the Parity Committee beforehand in writing."

8. Section V will be superseded by the following:

"V. *Overtime:*

(a) Time and a half shall be paid for all work performed over and above or outside the standard weekly or daily hours of work.

(b) Double time shall be paid to employees listed in subsection "*a*" of section IV who work on Sundays or on their weekly day-off.

Employees listed in subsection "*b*" of section IV who work on Sundays shall be paid a 10% premium.

(c) Double time shall be paid to employees listed in subsection "*b*" of section IV who work on their weekly day-off.

(d) Overtime rates shall be computed on the basis of the regular wage rate and *not* on the minimum wage rate.

(e) Every employee who is called back to work after having left the establishment shall be paid the applicable overtime rate and shall be entitled to at least two (2) hours' pay at straight time.

(f) Besides holiday pay, double time shall be paid for all work performed on general holidays with pay. This does not apply to service men or tire specialists.

g) Quant aux hommes de service et aux spécialistes en pneus tout travail exécuté un jour férié et payé sera rémunéré au taux normal plus la prime prévue de 10%, si elle s'applique, plus le paiement de la fête, s'ils y ont droit.

h) Tout travail exécuté à la demande de l'employeur après 18 heures sera rémunéré au taux normal majoré de 50%. Cependant, le salarié sera tenu de compléter un ouvrage déjà commencé si ce travail peut se terminer dans un délai de quinze (15) minutes. »

9° L'article VI sera remplacé par le suivant:

« VI. *Jours fériés et payés.*

a) Les 7 jours suivants sont des jours fériés et payés quel que soit le jour où ils tombent:

1) Noël;
2) Lendemain de Noël;
3) Jour de l'An;
4) Lendemain du Jour de l'An;
5) St-Jean-Baptiste;
6) Confédération;
7) Fête du Travail.

Jusqu'au 20 novembre 1968, pour les spécialistes en pneus, l'Action de Grâce et la Toussaint remplaceront le lendemain de Noël et le lendemain du Jour de l'An comme jours fériés et payés.

b) Pour chacun de ces jours, qu'ils tombent ou non un jour ouvrable, l'employé recevra uue gratification égale au nombre d'heures normales de sa classification multiplié par son taux horaire.

c) Pour avoir droit à ces congés payés, l'employé devra avoir (3) mois de service et devra travailler ou être en congé, l'absence ayant été autorisée, le dernier jour ouvrable précédant le jour férié et le premier jour ouvrable suivant le jour férié selon les exigences régulières de son travail.

d) Pour les fins de calcul des heures supplémentaires, les jours fériées et payés seront considérés comme des jours normaux s'ils tombent un jour ouvrable dans la semaine de travail de l'employé. »

10° L'article VII sera remplacé par le suivant:

« VII. *Vacances payées:*

Jusqu'au 1er mai 1969:

Tout salarié qui, au premier (1er) mai de chaque année, aura accumulé moins d'un an (1) de service pour l'employeur aura droit à une demi-journée par mois de service payée à raison de (2%) de ses gains au cours de l'année qui précède ce premier (1er) mai.

Tout salarié qui, au premier (1er) mai de chaque année, aura accumulé un (1) an de service pour l'employeur aura droit à une (1) semaine de vacances payée à raison de (2%) de ses gains effectués au cours de l'année qui précède ce premier (1er) mai.

Tout salarié qui, au premier (1er) mai de chaque année, aura accumulé quatre ans de service pour l'employeur aura droit à deux (2) semaines de vacances payées à raison de quatre (4%) pour cent de ses gains effectués au cours de l'année qui précède ce premier (1er) mai.

Tout salarié qui, au premier (1er) mai de chaque année, aura accumulé quinze (15) ans de service pour l'employeur aura droit à trois (3) semaines de vacances payées à raison de 6% de ses gains effectués au cours de l'année qui précède ce premier (1er) mai

(g) Service men and tire specialists who work on a general holiday with pay shall be paid at straight time plus the 10% premium if applicable, plus holiday pay if they are entitled thereto.

(h) Time and a half shall be paid for all work requested by the employer after 6:00 p.m. However, an employee must complete work already begun that can be completed in fifteen (15) minutes."

9. Section VI will be replaced by the following:

"VI. *General holidays with pay:*

(a) The following are general holidays with pay regardless of the day they may fall on:

(1) Christmas Day;
(2) December 26th;
(3) New Year's Day;
(4) January 2nd;
(5) St. John the Baptist Day;
(6) Canada Day;
(7) Labour Day.

Up to November 20, 1968, Thanksgiving Day and All Saints' Day shall replace December 26th and January 2nd as general holidays with pay for tire specialists.

(b) Whether or not each such general holiday fall on a working day, the employee shall be paid an amount equal to the number of standard working hours of his classification, multiplied by his hourly rate.

(c) Unless on authorized leave, an employee shall be entitled to be paid for general holidays if he has three (3) months' service and has worked the working day preceding and following such general holiday, as his work requires.

(d) When computing overtime, general holidays with pay shall be considered as standard working days when they fall on a working day during the employee's work week."

10. Section VII will be superseded by the following:

"VII. *Annual vacation with pay:*

Up to May 1, 1969:

Every employee who, on each May 1st, has less than one (1) year's service with his employer shall be entitled to one half-day's vacation with pay for each month worked. Vacation pay is equal to 2% of wages earned during the qualifying period.

Every employee who, on each May 1st, has one (1) year's service with his employer shall be entitled to one (1) week's vacation with pay. Vacation pay equals 2% of wages earned during the qualifying period.

Every employee who, on each May 1st, has four (4) years' service with his employer, shall be entitled to two (2) weeks' vacation with pay. Vacation pay equals 4% of wages earned during the qualifying period.

Every employee who, on each May 1st, has fifteen (15) years' service with his employer, shall be entitled to three (3) weeks' vacation with pay. Vacation pay equals 6% of wages earned during the qualifying period.

À partir du 1er mai 1969:

Tout salarié qui, au premier (1er) mai de chaque année, aura accumulé moins d'un (1) an de service pour l'employeur aura droit à une demi-journée par mois de service payée à raison de (2%) de ses gains au cours de l'année qui précède ce premier (1er) mai.

Tout salarié qui, au premier (1er) mai de chaque année, aura accumulé un (1) an de service pour l'employeur aura droit à une (1) semaine de vacances payée à raison de (2%) de ses gains effectués au cours de l'année qui précède ce premier (1er) mai.

Tout salarié qui, au premier (1er) mai de chaque année, aura accumulé quatre (4) ans de service pour l'employeur aura droit à deux (2) semaines de vacances payées à raison de (4%) de ses gains effectués au cours de l'année qui précède ce premier (1er) mai.

Tout salarié qui, au premier (1er) mai de chaque année, aura accumulé douze (12) ans de service pour l'employeur aura droit à trois (3) semaines de vacances payées à raison de (6%) de ses gains effectués au cours de l'année qui précède de premier (1er) mai

À moins d'entente contraire entre l'employeur et l'employé, toutes les vacances annuelles seront prises entre le 1er mai et 1er décembre de chaque année.

Les employés qui ont droit à trois (3) semaines de vacances pourront prendre deux (2) semaines de vacances consécutives. La troisième semaine de vacances devra être prise entre le 1er décembre et le 1er mai, à moins d'entente avec l'employeur.

L'employeur pourra déterminer combien d'employés à la fois il laissera partir en vacances au sein d'une même classification. Au sein d'une même classification, le choix des vacances se fera dans la première semaine de mai; après cette période, l'employé indécis se verra accorder une période fixée par l'employeur.

Les employés auront droit de recevoir le paiement de leurs vacances respectives avant leur départ.

S'il y a un congé statuaire payé survenant durant les vacances d'un employé, ce congé lui sera payé par l'employeur.

11° Les articles « VIII », « IX », « X », « XI » « XII » et « XIII » seront remplacés par les suivants:

« VIII. *Heures de présence:*

a) La mention d'heures normales ne constitue pas une garantie de travail. Cependant, tout salarié doit être rémunéré selon les dispositions du présent décret pour toutes les heures où il a été présent et disponible durant sa journée normale de travail, que ses services aient été employés ou non.

Toutefois, la présente disposition n'a pas pour effet d'empêcher l'employeur de faire des licenciements. Si l'employeur n'a pas besoin des services d'un ou de plusieurs de ses employés le lendemain ou le prochain jour ouvrable, cet employé ou ces employés devront être avisés au plus tard à la fin de la présente journée normale de travail et l'ancienneté s'appliquera, sauf lorsqu'il s'agit pour un salarié de finir un travail commencé.

Tout salarié qui n'a pas reçu un tel avis et qui se présente au travail à l'heure habituelle devra recevoir la valeur d'une journée normale s'il est renvoyé chez lui immédiatement ou durant la journée.

Effective May 1, 1969:

Every employee who, on each May 1st, has less than one (1) year's service with his employer, shall be entitled to one half-day's vacation with pay for each month worked. Vacation pay is equal to 2% of wages earned during the qualifying period.

Every employee who, on each May 1st, has one (1) year's service with his employer, shall be entitled to one (1) week's vacation with pay. Vacation pay equals 2% of wages earned during the qualifying period.

Every employee who, on each May 1st, has four (4) years' service with his employer shall be entitled to two (2) weeks' vacation with pay. Vacation pay equals 4% of wages earned during the qualifying period.

Every employee who, on each May 1st, has twelve (12) years' service with his employer, shall be entitled to three (3) weeks' vacation with pay. Vacation pay equals 6% of wages earned during the qualifying period.

Unless otherwise agreed between employer and employee, annual vacations shall be taken between May 1st and December 1st of each year.

Employees entitled to three (3) weeks' vacation may take two (2) weeks consecutively. Unless otherwise agreed upon the employer, the third week's vacation shall be taken between December 1st and May 1st.

The employer may determine the number of employees in a given classification who may be on vacation at any one time. Within each classification, vacation dates shall be chosen during the first week of May. After this time, the undecided employee shall have his vacation dates set by the employer.

Employees shall be given their vacation pay before leaving on vacation.

When a general holiday with pay occurs during an employee's vacation, the employer shall pay the employee for such holiday.

11. Sections "VIII", "IX", "X", "XI", "XII" and "XIII" will be replaced by the following:

"VIII. *Attendance time:*

(*a*) The standard hours mentioned herein do not constitute a work guarantee. However, every employee shall be paid in accordance with this decree's provisions for all hours he has been present and available for work during a standard working day, whether or not work was given him.

However, this does not mean that employers cannot lay employees off. When an employer does not require the services of one or more employees for the following working day or the morrow, such employee(s) shall be notified thereof by the end of the actual working day at the latest. Seniority shall apply except when an employee has to complete work already begun.

Every employee who has not been notified and who reports in for work at the usual time shall be paid a full day's work, should he be sent back home at once or some time during the day.

b) Si un salarié quitte ou arrive en retard à son travail, cette garantie de rémunération est diminuée en proportion de la durée de l'absence.

IX. *Congés spéciaux payés:*

Tout employé ayant un an de service pourra bénéficier de son plein salaire pour les heures normales de la journée (ou des journées) ouvrable(s) concernée(s) dans les cas suivants:

Dans le cas du décès du conjoint, trois (3) jours sont accordés, à condition qu'il s'agisse de trois (3) jours ouvrables entre le décès et les funérailles inclusivement.

Dans le cas du décès du père ou de la mère, deux (2) jours ouvrables sont accordés entre le décès et les funérailles inclusivement.

Dans le cas du décès d'un enfant, d'un frère ou d'une soeur, une journée est accordée, soit le jour des funérailles, en autant qu'il s'agisse d'un jour ouvrable. Cette journée pourra être prise en deux demi-journées.

Dans le cas de la naissance d'un enfant, une (1) journée est accordée, soit le jour de la naissance en autant qu'il s'agisse d'un jour ouvrable.

Dans tous les cas, pour être éligible à ces bénéfices, un employé devra avertir son supérieur immédiat avant le début de la journée de travail si possible, ou, au moins deux (2) heures après le début de sa journée normale de travail.

X. *Salaires:*

Les taux de salaire supérieurs à ceux prévus dans la présente convention ne seront pas réduits à l'occasion de la mise en vigueur de la présente convention, ni pendant sa durée, pourvu que l'employé occupe la (ou les) même(s) fonction(s) pour laquelle (ou lesquelles) ce supplément lui avait été accordé.

Travail d'une catégorie inférieure:

L'employeur peut exiger de tout salarié de son établissement l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle mentionnée à son certificat de qualification, pourvu que ledit salarié continue de recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie des salariés à laquelle il appartient.

XI. *Paiement du salaire:*

a) Tout salarié recevra sa rémunération à chaque semaine, au plus tard le jeudi, dans l'avant-midi, si possible, en chèque ou monnaie ayant cours légal au Canada. La paye devra contenir les informations suivantes:

le nom du salarié;
la période de paye;
les heures normales;
les différentes primes;
le taux horaire;
le détail des déductions;
le montant net.

b) Les employés qui arriveront en retard seront payés au dixième d'heure mais se mettront au travail dès leur arrivée. 1 à 15 minutes inclusivement, perte de 6 minutes; 6 à 11 minutes inclusivement, perte de 12 minutes; 12 à 18 minutes inclusivement, perte de 18 minutes.

XII. *Costumes:*

Les salopettes et sarreaux (chiennes) nécessaires à l'exécution des fonctions des salariés seront payés et entretenus dans une proportion de 50% par l'employeur et 50% par l'employé. L'employeur aura le privilège de louer lesdits uniformes et l'employé paiera 50% du coût de location.

(*b*) When an employee leaves work before quitting time or is late for work, his work guarantee shall be decreased accordingly.

IX. *Special leave:*

Every employee who has one year's service shall be paid his full wages for the working day(s) involved in the following instances:

Death of one's spouse: three (3) days, provided that they be three (3) working days occuring between the day of death and that of the funeral inclusively.

Death of one's father or mother: two (2) working days, provided that they occur between the day of death and that of the funeral.

Death of one's child, brother or sister: one (1) day, provided it be a working day. Such day may be taken in two half-days.

Birth of a child: one (1) day on the day of birth, provided that it be a working day.

In order to benefit in the above instances, the employee shall notify his immediate superior before the beginning of the working day involved, if possible, or no later two (2) hours after the standard working day has begun.

X. *Wages:*

Wage rates that are higher than those provided for herein shall not be reduced on the effective date of this decree or throughout its term, provided that the employee holds the same occupation(s) for which such higher rates had been granted to him.

Work of a lower category: Employers may have an employee of their establishment perform work which is inferior to that of his competency certificate, provided that the employee continues to receive the wages of the category to which he belongs.

XI. *Payment of wages:*

(*a*) Employees shall be paid every Thursday morning if possible. Payment should contain an earnings statement with the following particulars:

employee's name;
pay period;
number of regular hours worked;
various bonuses;
hourly wage rate;
type and amount of deductions made;
take-home pay.

(*b*) When employees are late for work, deductions in tenths of an hour will be made but employees shall begin work immediately upon arrival. Deductions are as follows: 1 to 5 minutes late: 6 minutes deducted; 6 to 11 minutes late: 12 minutes deducted; 12 to 18 minutes late: 18 minutes deducted.

XII. *Uniforms:*

The cost of purchasing and upkeeping coveralls and lab coats required by employees in the performance of their work shall be defrayed by employer and employees on a 50-50 basis. The employer may rent such uniforms and the employee shall pay 50% of the rental price.

L'employeur fournira les couvertures protégeant les autos et les sièges. Le salarié devra payer le coût de ces couvertures s'il les perd.

Nonobstant ce qui précède si l'employeur exige un costume spécial, il le paiera à 100% et il sera entretenu dans une proportion de 50% par l'employé et 50% par l'employeur.

XIII. *Assurance-groupe:*

Chaque employeur s'engage à maintenir le plan d'assurance en vigueur ou l'équivalent et d'y participer dans une proportion de 50% des primes.

De plus, le comité d'éthique professionnelle verra à étudier tous les problèmes de l'assurance-groupe présentement en vigueur dans chaque établissement et chaque employeur, partie à la présente convention, s'engage à fournir à ce comité la police maîtresse détenue avec l'assureur, le coût total de la prime, la prime payée par chacun des salariés couverts par ledit plan et/ou tout autre renseignement dont aurait besoin le comité. Le comité fera ses propres règlements ainsi que son plan de travail.

De plus, le comité tentera de s'entendre sur le choix des plans à venir et verra à canaliser toutes les plaintes qui lui seront soumises. »

12° Les articles « XV-B » et « XV-C » seront remplacés par les suivants:

« XV-B. *Indemnité de rappel:*

Tout salarié rappelé au travail après avoir quitté l'établissement doit être payé au taux du salaire majoré applicable et il a droit à une indemnité minimale égale à deux (2) heures de paie au taux normal.

« XV-C. *Apprentissage:*

a) Dès son entrée dans l'industrie assujettie au présent décret, l'apprenti doit s'inscrire au Comité paritaire, afin de rendre possible la compilation des différents stages de son apprentissage.

b) L'employeur ne peut engager un apprenti qui ne s'est pas conformé à cette disposition.

c) La durée de l'apprentissage est de quatre (4) années.

d) À l'expiration de son apprentissage, soit quarante-huit (48) mois de travail, l'apprenti doit se présenter devant le bureau d'examinateurs du Comité paritaire pour y subir l'examen requis en vue de l'obtention de son certificat de qualification de compagnon.

S'il rate son examen, le candidat a droit à une reprise après douze (12) mois de travail dans l'industrie.

Cependant, à la fin de sa troisième année d'apprentissage, tout apprenti peut exiger d'être admis à un examen. S'il réussit cet examen, il a alors droit au certificat de qualification de compagnon classe « A », classe « B » ou classe « C » et au salaire prévu au présent décret.

S'il ne réussit pas l'examen, il poursuit alors sa quatrième année d'apprentissage.

e) Le salarié qui est détenteur d'un certificat de qualification d'une classe inférieure à la classe « A » et qui désire obtenir un certificat de qualification d'une classe supérieure doit demander de subir un examen à cet effet, après douze (12) mois de travail dans l'industrie.

Ces douze (12) mois de travail doivent être établis à la satisfaction dudit Comité. Le rapport mensuel de l'employeur et la déclaration du salarié constituent des preuves suffisantes.

Employers shall supply protective mats for cars and seats and the employee shall pay for their loss.

Notwithstanding the foregoing, when the employer requests a special uniform, the total cost of such uniform shall be paid by the employer but its upkeep shall be defrayed on a 50-50 basis by employer and employee.

XIII. *Group insurance:*

Each employer promises to keep the present group insurance plan or its equivalent and participate therein by paying 50% of the premiums.

Moreover, the professional ethics committee shall study all the problems concerned with the life insurance plans now in each establishment. Every employer who is a party to this decree agrees to supply such committee with: the master policy held with the insurer; the total cost of the premium; the premium paid by each employee covered by the said plan; all other information the committee may require. The committee shall enact its own by-laws and shall elaborate its own working plan. The committee shall also attempt to agree on future plans and shall see that all complaints it receives are properly channeled.

12. Sections "XV-B" and "XV-C" will be replaced by the following:

"XV-B. *Call-back pay:*

Every employee who is called back to work after having left the establishment shall be paid at the applicable overtime rate and shall be entitled to at least the equivalent of two (2) hours' pay at straight time.

XV-C. *Apprenticeship:*

(*a*) Upon entering the industry subject to this decree, apprentices shall register with the Parity Committee and obtain an apprenticeship record book so that the various stages of apprenticeship.

(*b*) No employer shall hire apprentices who have not complied with this provision.

(*c*) Apprenticeship lasts four (4) years.

(*d*) After completing apprenticeship (48 months' work), the apprentice shall sit for an examination before the Board of Examiners of the Parity Committee in order to obtain his journeyman's competency certificate.

Should he fail, the apprentice may write a supplemental exam after twelve (12) months' work in the industry.

However, at the end of his third apprenticeship year, every apprentice may request to take an examination. If he passes, the apprentice is entitled to a journeyman's competency certificate Class "A", "B" or "C", and to the wage rate provided for herein.

Should he fail, the apprentice shall then go on to his fourth year's apprenticeship.

(*e*) An employee who holds a competency cartificate for any class below class "A" and who wishes to obtain a competency certificate for a higher class shall request to sit for the pertinent examination, after twelve (12) months' work in the industry.

Satisfactory proof for such twelve (12) months' work shall be supplied to the said Committee. The employer's monthly report and the employee's statement shall be considered as satisfactory proof.

f) Dans chaque établissement reconnu comme atelier de mécanique ou garage et défini successivement dans les paragraphes « *g* » et « *h* » de l'article I du présent décret, il ne doit pas y avoir plus d'un (1) apprenti par deux (2) compagnons.

Toutefois, dans les établissements où il n'y a qu'un compagnon, il est permis d'avoir un apprenti.

Cette répartition du nombre d'apprentis doit viser tous les métiers mis en bloc.

Aucun employeur ne peut faire travailler un apprenti seul et un apprenti ne peut travailler seul à l'exécution de travaux de métiers. Il doit toujours être accompagné d'un ouvrier qualifié compagnon de son métier.

g) Aucun apprenti ne peut être accepté avant d'avoir seize (16) ans révolus et d'avoir terminé son cours élémentaire.

h) Le Comité a le droit d'exiger la preuve de l'âge de tout salarié au moment de l'émission d'un certificat de qualification ou de classification ou d'un renouvellement de certificat ou d'un examen.

i) Tout apprenti qui a fréquenté une école visée par la Loi de l'Enseignement spécialisé ou qui a acquis de l'expérience ailleurs doit recevoir un crédit proportionné à la durée de ses études et aux résultants de ses examens.

Au cas de conflit pour l'établissement de la compétence acquise ailleurs, le Comité paritaire fera subir à l'apprenti un examen afin d'établir sa classification.

j) *Classification:*

1. Charron, forgeron, bourrelier, spécialiste du polissage, spécialiste des freins, spécialiste de la suspension, spécialite du différentiel, spécialiste du chassis, vitrier, préposé au service, démonteur, commissaire, préposé aux pièces, concierge, gardien de nuit, remonteur de pièces ou accessoires, etc.

2. Dès son entrée dans l'industrie assujettie au décret, le salarié doit s'enregistrer au comité paritaire et obtenir son certificat de classification afin de rendre possible la compilation des différents stages de son apprentissage et/ou expérience.

3. L'employeur ne peut faire travailler un salarié qui ne s'est pas conformé à cette disposition. ».

13° L'article XVI sera remplacé par le suivant:

« XVI. *Taux de salaire minima:*

Les taux minima de salaire sont les suivants pour chacune des classifications ci-après mentionnées:

(*f*) In each concern considered as a machine shop or garage and defined in subsections "*g*" and "*h*" of section I of the decree, there shall be no more than one (1) apprentice for every two (2) journeymen. However, in concerns where there is only one (1) journeyman, it is permissible to have one apprentice.

When applying such ratio, the total number of skilled workmen shall be taken into account. No employer may have an apprentice work alone and no apprentice may do trade work alone; he shall always be accompanied by a competent journeyman of his trade.

(*g*) No apprentice may be accepted before his sixteenth (16th) year or before having completed primary school.

(*h*) The committee may request that any employee supply proof of his age before issuing him with a competency or classification certificate, certificate renewal or examination.

(*i*) Apprentices who have attended a school governed by the Specialized Schools Act or who have gained experience elsewhere shall be granted credits proportionate to the length of their studies and to their examination results.

In the event of doubt as to the proficiency acquired elsewhere, the Parity Committee may have the apprentice take an examination so as to determine his classification.

(*j*) *Classification:*

1. Wheelwright, blacksmith, upholsterer, buffing specialist, brake specialist, suspension specialist, differential specialist, frame specialist, glazier, service man, dismantler, messenger, parts man, janitor, night watchman, parts or accessories assembler, and so on.

2. Upon entering the industry subject to this decree, the employee shall register with the Parity Committee to obtain his classification certificate so that the various stages of his apprenticeship or experience, or both, may be recorded.

3. No employer may hire an employee who has not complied with this requirement."

13. Section XVI will be replaced by the following:

"XVI. *Minimum wage rates:*

Minimum wage rates are as follows for each classification listed hereunder:

	5 janvier 1969 *Jan. 5, 1969*	
Compagnon tous les métiers — Journeyman, all trades:		
A	$2.67	$2.87
B	2.45	2.65
C	2.29	2.49
Apprenti tous les métiers — Apprentice, all trades:		
1er semestre — 1st six months	1.25	1.25
2e semestre — 2nd six months	1.58	1.58
2ème année — 2nd year	1.75	1.75
3ème année — 3rd year	1.95	1.95
4ème année — 4th year	2.10	2.10
Préposé au service et démonteur — Service men and dismantler:		
1ère année — 1st year	1.25	1.25
2ème année — 2nd year	1.40	1.45
3ème année — 3rd year	1.60	1.70
4ème année — 4th year	1.60	1.90

	5 janvier 1969 / Jan. 5, 1969	
Préposé au pièces — Parts man:		
1ère année — 1st year	$1.30	$1.30
2ème année — 2nd year	1.41	1.41
3ème année — 3rd year	1.52	1.52
4ème année — 4th year	1.64	1.64
5ème année — 5th year	1.74	1.74
6ème année — 6th year	1.90	1.90
7ème année — 7th year	2.13	2.18
Commissionnaire — Messenger	1.40	1.50
Concierge — Janitor	1.30	1.40
Spécialiste en pneu et cuisson — Tire and curing specialist:		
1er semestre — 1st six months	1.25	1.25
2ème semestre — 2nd six months	1.40	1.40
2ème année — 2nd year	1.50	1.60
3ème année — 3rd year	1.80	1.80
4ème année — 4th year	1.85	2.00
Charron, forgeron, bourrelier, spécialiste des freins, spécialiste de la suspension, spécialiste du différentiel, spécialiste du chassis, vitrier, spécialiste du polissage, remonteur de pièces ou accessoires — Wheelwright, blacksmith, upholsterer, brake specialist, suspension specialist, differential specialist, frame specialist, glazier, buffing specialist, parts and accessories assembly:		
1er semestre — 1st six months	1.25	1.25
2ème semestre — 2nd six months	1.58	1.58
2ème année — 2nd year	1.75	1.75
3ème année — 3rd year	1.95	1.95
4ème année — 4th year	2.10	2.10
Classe « C » — Class "C"	2.29	2.49
Classe « B » — Class "B"	2.45	2.65
Classe « A » — Class "A"	2.67	2.87 »

14° Les articles « XVII-A et « XVII-B » suivants seront ajoutés:

« XVII-A. *Ventilateurs:*

Tout employeur devra installer dans son garage dans les cinq (5) mois suivant l'entrée en vigueur du présent décret un système suffisamment perfectionné pour permettre l'évaporation à l'extérieur du gaz et des autres produits dont la présence en trop grande quantité dans un garage est nuisible à la santé des employés spécialement durant les mois d'hiver, le tout conformément aux lois relatives à l'hygiène dans de tels établissements.

XVII-B. *Conventions interdites:*

Est illégale, nulle et non avenue, aux fins du présent décret, toute entente ou convention entre employeur et salarié qui porte sur la location d'une surface couverte disponible ou d'une place d'affaires et/ou qui touche aux conditions de travail, de même que tout autre formule qui aurait pour effet de diminuer le montant du salaire fixé par le présent décret. ».

14. The following sections "XVII-A" and "XVII-B" will be added:

"XVII-A. *Ventilators:*

Fire months from the effective date of this decree, every employer shall install a ventilating system that will adequately expel exhaust and other gases whose heavy concentration in garage air is detrimental to employees' health, especially during the winter months. This shall be done in accordance with the health regulations in effect in such establishments.

XVII-B. *Agreements forbidden:*

For the purposes hereof, the following are null and void: any agreement between employer and employee dealing with the rental of an available covered surface or place of business or dealing with working conditions, or both; any other form whose effect whould be to decrease the wage rates herein set forth."

15° L'article XVIII sera remplacé par le suivant:

« XVIII. *Durée:*

Le décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et il demeure en vigueur jusqu'au 20 novembre 1969. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes donne à l'autre un avis écrit à ce contraire dans un délai d'au moins trente (30) jours et d'au plus (60 jours la date d'expiration dudit décret. Copie de tel avis doit également être adressée au ministre du Travail. ».

15. Section XVIII will be superseded by the following:

"XVIII. *Term:*

The present decree becomes effective on the date it is published in the *Québec Official Gazette* and remains in force until November 20, 1969. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a notice to the contrary no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to the said decree's expiry date. Copy of such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler. *Le sous-ministre du Travail,*

DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 juillet 1968. 25360-o

Avis d'approbation de règlements spéciaux

Le ministre du Travail, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que par l'arrêté en conseil numéro 1981 du 3 juillet 1968, les règlements spéciaux suivants adoptés par le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile du comté de Drummond, constitué pour assurer l'observance du décret numéro 1905 du 7 novembre 1962, ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité paritaire, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2806 du 11 octobre 1967:

20° *Tenue de registre:* Conformément au paragraphe « *g* » de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1905 du 7 novembre 1962 et ses amendements ultérieurs, la tenue d'un régistre où sont indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou sa classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à la mise en vigueur du décret.

21° *Rapport mensuel:* Conformément au paragraphe « *h* » de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1905 du 7 novembre 1962 et ses amendements ultérieurs, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou sa classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au comité paritaire le ou avant le quinze (15) de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

22° *Certificat de qualification:* Conformément à l'article 25 de la Loi, le comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans tout le champ d'application territorial du décret numéro 1905 du 7 novembre 1962 et ses amendements ultérieurs, pour tous les salariés assujettis audit décret sauf ceux exemptés par l'article « 36 » de la Loi.

Toute personne qui exerce de ses propres mains un des métiers mentionnés dans le décret

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make. DONAT QUIMPER,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 20, 1968. 25360-o

Notice of Approval of Special By-laws

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that, by Order in Council number 1981, dated July 3, 1968, the following special by-laws adopted by the Parity Committee of the Automobile Industry of Drummond County, established to ensure the enforcement of Decree number 1905 of November 7, 1962, have been approved and added to the said Parity Committee's constitution and general by-laws which had already been approved by Order in Council number 2806, dated October 11, 1967:

20. *Keeping of a register:* Pursuant to subsection "*g*" of section 20 of the Act, the Parity Committee makes it compulsory for any professional employer subject to Decree number 1905 of November 7, 1962, and subsequent amendments, to keep a register in which are shown the family and given names and address of each employee in his service; his classification or competency; the exact time the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of the work and wages paid, with mention as to the method and time of payment; all other information deemed useful to the application of the decree.

21. *Monthly report:* Pursuant to subsection "*h*" of section 20 of the Act, the Parity Committee makes it mandatory for any professional employer subject to Decree number 1905 of November 7, 1962, and subsequent amendments, to transmit to the said committee a monthly report in writing, signed by himself or by some responsible person in his employ and giving: the family, given names and address of each employee in his service, his classification or competency; the regular and overtime hours worked each week; the nature of such work and the wages paid. This report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 15th of each month and shall cover the previous month. The professional employer may obtain special report forms from the Parity Committee.

22. *Competency certificate:* Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee makes the competency certificate compulsory within the entire territorial jurisdiction of Decree number 1905 of November 7, 1962, and subsequent amendments, for all employees governed by the said decree, except those exempted by section "36" of the Act.

Anyone who plies one of the trades mentioned in the decree is also required to obtain a com-

est également tenue de se procurer un certificat de qualification et de le présenter sur demande.

Le comité paritaire reconnait comme valides les certificats de qualification émis par les différents comités paritaires relatifs aux employés de garage de la province de Québec. Cependant, le comité paritaire se réserve le droit de ne pas accepter le certificat émis par un autre comité paritaire à un salarié qui s'est déjà vu refuser un certificat par son propre bureau d'examinateurs ou celui d'un salarié qui établit sa résidence nouvelle dans le champ d'application territorial du décret numéro 1905 du 7 novembre 1962.

Le comité paritaire forme un bureau d'examinateurs composé de quatre (4) membres pour déterminer la qualification des salariés. Le quorum du bureau d'examinateurs est de deux (2) membres dont l'un est patronal et l'autre syndical.

Un certificat uniforme est fourni par le comité paritaire. Le comité peut exiger, à titre d'honoraires, une somme de deux ($2) dollars pour l'examen d'un compagnon (ouvrier qualifié) et de un ($1) pour l'examen d'un apprenti.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 juillet 1968. 25360-o

Avis de modification

Carton ondulé — Québec

Le ministre du Travail, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 728 du 6 juillet 1955 et amendements, relatif à la fabrication de boîtes de carton ondulé dans le Québec, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Remplacer le paragraphe 4.04 de l'article IV (Heures supplémentaires, primes d'équipes et période de repos), par le suivant:

« 4.04 Tout salarié travaillant avec la seconde équipe doit recevoir une prime de sept cents ($0.07) de l'heure, et tout salarié travaillant avec la troisième équipe doit recevoir une prime de neuf cents ($0.09) de l'heure pour travail de nuit. »

2° Ajouter l'alinéa suivant au paragraphe 4.07 de l'article IV (Heures supplémentaires, primes d'équipes et période de repos):

« À compter du 1er janvier 1969, tout salarié bénéficiera d'une pause de 10 minutes l'avant-midi et de 10 minutes l'après-midi sans aucune déduction de salaire. Des périodes de repos identiques devront être octroyées au salarié travaillant sur les équipes de nuit. »

3° Remplacer le paragraphe 5.01 de l'article V (Taux de salaire) par le suivant:

« 5.01 Les taux de salaires suivants s'appliquent à tous les salariés couverts par le champ d'application industriel du présent décret ainsi qu'aux conducteurs (mécaniciens) de machines fixes, aux chauffeurs de chaudières, aux expéditeurs, aux livreurs, aux ouvriers affectés à l'entretien ou à la réparation des immeubles, aux ouvriers d'imprimerie et de travaux connexes, pourvu que ces travaux se rapportent exclusivement à l'impression des boîtes et articles visés par le champ d'application industriel du présent décret:

petency certificate that he may produce when requested to do so.

The Parity Committee considers valid the competency certificates issued by the various parity committees for garage employees in Québec. However, the Parity Committee reserves the right to refuse a certificate issued by another parity committee in favour of an employee who has already been denied a competency certificate by his own Board of Examiners or that of an employee who takes up residence in the territorial jurisdiction of Decree number 1905 of November 7, 1962.

The Parity Committee sets up a 4 member board of examiners to determine the competency of employees. The quorum of the Board of Examiners shall be two (2) members, one of which shall represent employers and the other the employees.

A standard certificate is supplied by the Parity Committee. As examination fee, the committee may charge two dollars ($2) for a journeyman (skilled workman) and one dollar ($1) for apprentices.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 20, 1968. 25360-o

Notice of Amendment

Corrugated Paper Boxes — Québec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Manufacturing of Corrugated Paper Boxes in Québec (made binding by Decree number 728 of July 6, 1955, as amended) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision:

1. Subsection 4.04 of section IV will be superseded by the following:

"4.04 Any employee working on the second or third shift shall receive a shift premium of seven cents ($0.07) and nine cents ($0.09) an hour respectively".

2. The following paragraph will be added to subsection 4.07 of section IV:

"Effective January 1st, 1969, all employees shall be granted a ten-minute rest period in both morning and afternoon without loss in pay. Employees working on shifts shall be granted similar rest periods."

3. Subsection 5.01 of section V will be replaced by the following:

"5.01 The following wage rates shall apply to all employees under the industrial jurisdiction of the present decree as well as the following classifications: stationary enginemen; boiler firemen (stokers); shippers; delivery men; maintenance of building and equipment; printing and allied work, provided that such work is exclusively concerned with the printing or boxes and articles covered by the industrial jurisdiction of this decree:

	Hommes — Male		Femmes — Female	
	À la date de publication du présent décret	À compter du 1er janvier 1969	À la date de publication du présent décret	À compter du 1er janvier 1969
Classification:	*Decree publication date*	*Effective Jan. 1, 1969*	*Decree publication date*	*Effective Jan. 1, 1969*
Sous-contremaître — Assistant foreman:	$ 1.95	$ 2.03	$ 1.56	$ 1.64
Machine à onduler — Corrugating machine:				
Conducteur — Operator	2.04	2.12		
Conducteur temporaire — Temporary operator	1.98	2.06		
Découpeur — Slitter and Knifer	1.98	2.06		
Conducteur de colleuse double face — Double backer	1.93	2.01		
Ramasseur et placeur de rouleau — Tailer and Roll shafter	1.74	1.82		
Encocheuse imprimeuse — Printer-slotter machine:				
Conducteur — Operator	1.98	2.06		
Aide-conducteur — Slotter man	1.88	1.96		
Margeur et ramasseur — Feeder and tailer	1.79	1.87		
Presse à imprimer sur la longueur — Printing press (longway):				
Conducteur — Operator	1.93	2.01		
Ramasseur — Tailer	1.79	1.87	1.41	1.49
Encocheuse (grosses boîtes) — Slotting machine (large box):				
Conducteur — Operator	1.84	1.92		
Ramasseur — Tailer	1.69	1.77	1.41	1.49
Encocheuse (petites boîtes) — Slotting machine (small box):				
Conducteur — Operator	1.79	1.87	1.46	1.54
Ramasseur — Tailer	1.69	1.77	1.41	1.49
Mitrailleuse de boîtes (coupe et traçage) (première opération) — Box slitting and scoring machine (first operation):				
Mitrailleur — Operator	1.89	1.97		
Ramasseur — Tailer	1.69	1.77		
Mitrailleuse de feuilles (coupe et traçage divers) — Sheet-slitting and scoring machine (miscellaneous):				
Mitrailleur — Operator	1.83	1.91		
Ramasseur — Tailer	1.69	1.77	1.41	1.49
Encocheuse-mitrailleuse de cloisons — Combination partition slitter-slotter:				
Conducteur — Operator	1.88	1.96		
Ramasseur — Tailer	1.78	1.86	1.41	1.49
Encocheuse simple de cloisons — Plain partition slotter:				
Conducteur — Operator	1.79	1.87	1.46	1.54
Ramasseur — Tailer	1.69	1.77	1.41	1.49
Machine à assembler les cloisons — Partition assembly machine;				
Conducteur — Operator	1.84	1.92	1.46	1.54
Margeuse — Feeder (female)			1.41	1.49
Ramasseuse — Tailer (female)			1.41	1.49
Assemblage des cloisons — Partition assembly:				
Assembleuse — Assembler (female)			1.41	1.49
Coupeuse de rabat — Flap-cutting machine:				
Découpeur — Operator	1.84	1.92	1.46	1.54
Ramasseur — Tailer	1.69	1.77	1.41	1.49
Plieuse-colleuse — Folding and glueing machine:				
Conducteur — Operator	1.96	2.04		
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector	1.78	1.86	1.46	1.54

	Hommes — Male		Femmes — Female	
	À la date de présent décret	À compter du 1969	À la date de présent décret	À compter du 1969
	Decree publication date	Effective Jan. 1, 1969	Decree publication date	Effective Jan. 1, 1969
Plieuse-enrubaneuse — Folding and taping machine:				
Conducteur — Operator	$1.96	$2.04		
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector	1.69	1.77	$1.46	$1.54
Rubaneuse semi-automatique — Semi-automatic taping machine:				
Conducteur — Operator	1.79	1.87	1.46	1.54
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector	1.69	1.77	1.41	1.49
Pliage de boîtes — Box-folding:				
Plieuse — Folder (female)			1.41	1.49
Rubaneuse à la main — Hand taping machine:				
Conducteur — Operator			1.41	1.49
Machine automatique à plier et à piquer — Automatic folding & stitching machine:				
Piqueur — Operator	1.92	2.00		
Margeur — Feeder	1.69	1.77	1.41	1.49
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector	1.69	1.77	1.46	1.54
Machine semi-automatique à piquer — Semi-automatic stitching machine:				
Piqueur — Operator	1.74	1.82	1.46	1.54
Machine à piquer à la main — Manual stitching machine:				
Piqueur — Operator	1.74	1.82	1.46	1.54
Scie à ruban — Band saw:				
Scieur — Operator	1.69	1.77	1.46	1.54
Coucheuse à nappe — Curtain coater:				
Conducteur — Operator	1.93	2.01		
Ramasseur — Tailer	1.69	1.77		
Machine à laminer, teindre et imprimer — Printing, tinting and laminating machine:				
Conducteur — Operator	1.98	2.06		
Aide — Helper	1.74	1.82		
Attacheuse automatique à courroies métalliques — Automatic steel-strapping machine:				
Conducteur — Operator	1.88	1.96		
Presse automatique à découper — Automatic die press cutting machine:				
Mécanicien — Operator	1.96	2.04		
Aide ou décortiqueur — Helper or stripper	1.69	1.77		
Presse à platine à découper margée à la main — Platen die press cutting machine (hand-fed):				
Conducteur — Operator	1.93	2.01		
Aide ou décortiqueur — Helper or stripper	1.69	1.77		
Bobineuse et coupeuse (simple face)—Rewinding and cutting machine (S.F.):				
Conducteur — Operator	1.83	1.91	1.46	1.54
Ramasseur — Tailer	1.78	1.86	1.41	1.49
Paraffineuse — Waxing machine:				
Conducteur — Operator	1.78	1.86		
Empaquetage et ficelage — Bundling and tying:				
Ficeleur — Tier	1.74	1.82	1.41	1.49
Matières adhésives — Adhesive unit:				
Préposé à la colle — Operator	1.84	1.92		
Presse à balles — Waste-bailing press:				
Conducteur — Operator	1.79	1.87		
Aide — Helper	1.74	1.82		

	Hommes — Male		Femmes — Female	
	À la date de publication du présent décret	À compter du 1er janvier 1969	À la date de publication du présent décret	À compter du 1er janvier 1969
	Decree publication date	Effective Jan. 1, 1969	Decree publication date	Effective Jan. 1, 1969
Manutention de rouleaux — Roll handling:				
Chef manutentionnaire — Chief roll handler.	$1.84	$1.92		
Manutention motorisée — Power roll handling:				
Conducteur — Operator	1.84	1.92		
Manutentionnaire — Roll handler	1.74	1.82		
Manutention — Handling:				
Conducteur de chariot élévateur automoteur — Power lift-truck operator	1.84	1.92		
Machines non classifiées — Unclassified machines:				
Conducteur — Operator	1.83	1.91		
Margeuse — Feeder (female)			$1.41	$1.49
Expédition — Shipping department:				
Expéditeur — Shipper	1.98	2.06		
Aide-expéditeur — Assistant Shipper	1.88	1.96		
Vérificateur — Checker	1.78	1.86		
Conducteur de camion à remorque — Trailer truck driver	1.93	2.01		
Conducteur de camion — Truck driver	1.88	1.96		
Aide — Helper	1.72	1.80		
Entretien — Maintenance:				
Homme de métier — Tradesman	1.98	2.06		
Mécanicien — Mechanic	1.98	2.06		
Aide aux hommes de métier — Tradesman's helper	1.79	1.87		
Huileur — Oiler	1.83	1.91		
Concierge — Janitor	1.71	1.79		
Chaufferie — Boiler room:				
Conducteur (mécanicien) de machines fixes —Stationary engineman:				
2e classe — 2nd class	2.18	2.26		
3e classe — 3rd class	2.01	2.09		
4e classe — 4th class	1.91	1.99		
Travaux divers — Miscellaneous work:				
L'échelle de base de salaire pour les travaux divers est la suivante — The basic wage scale for general work is as follows:				
Aide tous travaux — General helper	1.63	1.71	1.37	1.45 »

4° Remplacer le paragraphe 5.02 de l'article V (Taux de salaire) par le suivant:

« 5.02 Cependant, les taux de salaires horaires moyens pour les salariés de sexe masculin et de sexe féminin, ne doivent pas être inférieurs à $1.71 et $1.40 l'heure respectivement sans compter la majoration pour les heures supplémentaires.

A partie du 1er janvier 1969, les taux de salaires horaires moyens ne devront pas être inférieurs à $1.79 pour les salariés de sexe masculin et $1.48 pour les employées de sexe féminin. »

5° Remplacer le mot « gaufré » par le mot ondulé » partout où il apparaît dans le présent décret.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

4. Subsection 5.02 of section V will be superseded by the following:

"5.02 However, the minimum average wage rates for male and female employees shall not be less than $1,71 and $1.40 an hour respectively, excluding overtime.

As of January 1st, 1969, the minimum average wage rates shall not be less than $1.79 for male employees and $1.48 for female employees."

5. The word *gaufré* is to be replace by *ondulé* wherever it appears in the French text of this decree.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 juillet 1968. 25360-o

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 20, 1968. 25360-o

Arrêté en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2121

Québec, le 10 juillet 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation de la section « A » (Dispositions spéciales relatives aux métiers de plombier, installateur d'appareils de chauffage, soudeur en tuyauterie, tuyauteur (mécanicien en tuyauterie, installateur de brûleur à l'huile et électricien) du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), la section « A » (Dispositions spéciales relatives aux métiers de plombier, installateur d'appareils de chauffage, soudeur en tuyauterie, tuyauteur (mécanicien en tuyauterie), installateur de brûleur à l'huile et électricien) du décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec, soit prolongée jusqu'au 31 octobre 1968.

Le greffier du Conseil exécutif,
25360-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2121

Québec, July 10, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of Part "A" (Special provisions respecting plumbers, heating equipment installers, pipe welders, pipe mechanics, oil burner mechanics and electricians) of the decree respecting the Construction Industry and Trades in the Québec region.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), Part "A" (Special provisions respecting plumbers, heating equipment installers, pipe welders, pipe mechanics, oil burner mechanics and electricians) of Decree number 419 of April 18, 1957, as amended (Construction Industry and Trades in the Québec region), be extended until October 31, 1968.

JACQUES PRÉMONT,
25360-o *Clerk of the Executive Council.*

Compagnies dissoutes

Acadian Machine Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Acadian Machine Works Ltd. », constituée en corporation le 7 avril 1965, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 328-65

Broughton Copper Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Broughton Copper Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation le 24 mars 1956, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 10947-56

Companies Dissolved

Acadian Machine Works Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Acadian Machine Works Ltd.", incorporated on April 7, 1965, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 328-65

Broughton Copper Limited
(No Personal Liability)

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Broughton Copper Limited" (No Personal Liability), incorporated on March 24, 1956, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 10947-56

Comité de Liaison de l'Est du Québec, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Comité de Liaison de l'Est du Québec, inc. », constituée en corporation le 2 juin 1966, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2305-66

Comité de Liaison de l'Est du Québec, inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Comité de Liaison de l'Est du Québec, inc.", incorporated on June 2, 1966, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2305-66

Compagnie de Développement Industriel de Granby ltée
Granby Industrial Development Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Compagnie de Développement Industriel de Granby ltée — Granby Industrial Development Company Ltd. », constituée en corporation le 8 mai 1964, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2078-64

Compagnie de Développement Industriel de Granby ltée
Granby Industrial Development Company Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Compagnie de Développement Industriel de Granby ltée — Granby Industrial Development Company Ltd.", incorporated on May 8, 1964, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2078-64

Eastside Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Eastside Investments Inc. », constituée en corporation le 30 janvier 1959, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 10527-59

Eastside Investmeuts Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Eastside Investments Inc.", incorporated on January 30, 1959, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 10527-59

Entreprises Norlo inc.
Norlo Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Entreprises Norlo inc. — Norlo Enterprises Inc. », constituée en corporation le 8 juillet 1958, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 12462-58

Entreprises Norlo inc.
Norlo Enterprises Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Entreprises Norlo inc.— Norlo Enterprises Inc.", incorporated on July 8, 1958, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 12462-58

Les Entreprises Ré Mi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Les Entreprises Ré Mi inc. », constituée en corporation le 2 juillet 1964, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2947-64

Les Entreprises Ré Mi inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Entreprises Ré Mi inc.", incorporated on July 2, 1964, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 2947-64

Franor Enterprises Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accep-

Franor Enterprises Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased

ter l'abandon de charte de « Franor Enterprises Corporation », constituée en corporation le 11 août 1958, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 12472-58

Garant Location ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Garant Location ltée », constituée en corporation le 8 octobre 1965, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 4452-65

Gay Tex Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Gay Tex Ltd. », constituée en corporation le 5 mars 1958, à compter du 13 janvier 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358-o 10349-58

Les Habitations St-Sulpice inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Les Habitations St-Sulpice inc. », constituée en corporation le 22 mai 1959, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 13049-59

Heatherwood Sales Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Heatherwood Sales Corporation », constituée en corporation le 5 février 1965, à compter du 13 janvier 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25358-o 564-65

Hillvale Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Hillvale Investment Corp. », constituée en corporation le 14 juillet 1959, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 14221-59

Kandy Wagon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Kandy Wagon Inc. », constituée en corporation le 1er juin 1965, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 2412-65

to accept the surrender of the charter of "Franor Enterprises Corporation", incorporated on August 11, 1958, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 12472-58

Garant Location ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Garant Location ltée", incorporated on October 8, 1965, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 4552-65

Gay Tex Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Gay Tex Ltd.", incorporated on March 5, 1958, on and from January 13, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358 10349-58

Les Habitations St-Sulpice inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Habitations St-Sulpice inc.", incorporated on May 22, 1959, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 13049-59

Heatherwood Sales Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Heatherwood Sales Corporation", incorporated on February 5, 1965, on and from January 13, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25358 564-65

Hillvale Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Hillvale Investment Corp.", incorporated on July 14, 1959, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 14221-59

Kandy Wagon Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Kandy Wagon Inc.", incorporated on June 1st, 1965, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 2412-65

Lac St-Jean Touristique et Historique ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Lac St-Jean Touristique et Historique ltée », constituée en corporation le 15 juin 1965, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 1110-65

Lac St-Jean Touristique et Historique ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lac St-Jean Touristique et Historique ltée", incorporated on June 15, 1965, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 1110-65

Lajay Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Lajay Ltd. », constituée en corporation le 12 janvier 1959, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 10128-59

Lajay Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lajay Ltd.", incorporated on January 12, 1959, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 10128-59

Lanark Investment Company

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Lanark Investment Company », constituée en corporation le 3 février 1959, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 14849-58

Lanark Investment Company

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lanark Investment Company", incorporated on February 3, 1959, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 14849-58

Lefebvre & Hallé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Lefebvre & Hallé inc. », constituée en corporation le 25 octobre 1962, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 14351-62

Lefebvre & Hallé inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lefebvre & Hallé inc.", incorporated on October 25, 1962, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 14351-62

Levine Brothers, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abondon de charte de « Levine Brothers, Limited », constituée en corporation le 16 juillet 1921, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 1060-21

Levine Brothers, Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Levine Brothers, Limited", incorporated on July 16, 1921, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 1060-21

Malus Dress Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abondon de charte de « Malus Dress Incorporated », constituée en corporation le 18 février 1933, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 268-33

Malus Dress Incorporated

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Malus Dress Incorporated", incorporated on February 18 1933, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 268-33

Maple Leaf Textiles (1956) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Maple Leaf Textiles (1956) Ltd. », constituée en corporation le 10 août 1956, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 12546-56

Module Design Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Module Design Ltd. », constituée en corporation le 10 mai 1965, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 1790-65

Park Crescent Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Park Crescent Investments Ltd. », constituée en corporation le 23 décembre 1958, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 14385-58

Provincial Metal Sales, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Provincial Metal Sales, Inc. », constituée en corporation le 21 octobre 1957, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 13175-57

Rembrandt Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Rembrandt Investments Inc. », constituée en corporation le 10 juillet 1962, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 12915-62

Repentigny Heights Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Repentigny Heights Development Corporation », constituée en corporation le 2 décembre 1958, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 14186-58

Maple Leaf Textiles (1956) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Maple Leaf Textiles (1956) Ltd.", incorporated on August 10, 1956, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 12546-56

Module Design Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Module Design Ltd.", incorporated on May 10, 1965, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 1790-65

Park Crescent Investments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Park Crescent Investment Ltd.", incorporated on December 23, 1958, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 14385-58

Provincial Metal Sales, Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Provincial Metal Sales, Inc.", incorporated on October 21, 1957, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 13175-57

Rembrandt Investments Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Rembrandt Investments Inc.", incorporated on July 10, 1962, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 12915-62

Repentigny Heights Development Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Repentigny Heights Development Corporation", incorporated on December 2, 1958, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 14186-58

Romlen Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Romlen Ltd. », constituée en corporation le 3 août 1953, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 18212-53

St. Michel Apartments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « St. Michel Apartments Inc. », constituée en corporation le 26 octobre 1959, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 15906-59

Sherbrooke Music and Novelty Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Sherbrooke Music and Novelty Company Limited », constituée en corporation le 22 août 1946, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 5901-46

Skyline Towers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Skyline Towers Inc. », constituée en corporation le 3 mars 1967, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 939-67

Société de Commerçants, d'Industriels et de Professionnels d'origine Italienne

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Société de Commerçants, d'Industriels et de Professionnels d'origine Italienne », constituée en corporation le 30 avril 1964, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 5057-63

J. Sternthal Textiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « J. Sternthal Textiles Inc. », constituée en corporation le 30 décembre 1942, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 8693-42

Romlen Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Romlen Ltd.", incorporated on August 3, 1953, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 18212-53

St. Michel Apartments Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "St. Michel Apartments Inc.", incorporated on October 26, 1959, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 15906-59

Sherbrooke Music and Novelty Company Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Sherbrooke Music and Novelty Company Limited", incorporated on August 22, 1946, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 5901-46

Skyline Towers Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Skyline Towers Inc.", incorporated on March 3, 1967, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 939-67

Société de Commerçants, d'Industriels et de Professionnels d'origine Italienne

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Société de Commerçants, d'Industrie et de Professionnels d'origine Italienne", incorporated on April 30, 1964, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 5057-63

J. Sternthal Textiles Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "J. Sternthal Textiles Inc.", incorporated on December 30, 1942, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25358 8693-42

Le Téléphone Rural de St-Jean Lalande

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Le Téléphone Rural de St-Jean Lalande », constituée en corporation le 21 février 1946, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 1418-46

Le Téléphone Rural de St-Jean Lalande

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Le Téléphone Rural de St-Jean Lalande", incorporated on February 21, 1946, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 1418-46

Terrebonne Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Terrebonne Construction Inc. », constituée en corporation le 22 mai 1950, à compter du 15 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358-o 4285-50

Terrebonne Construction Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Terrebonne Construction Inc.", incorporated on May 22, 1950, on and from July 15, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358 4285-50

Avis divers

Gecel Werkolewski

Avis est par les présentes donné que Gecel Werkolewski, résidant au 5536, avenue Snowdon, Montréal, s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un arrêté changeant son nom en celui de George Worshell, ledit nom devant servir à toutes fins légales.

Montréal, le 9 juillet 1968.

Le notaire du requérant,
SAMUEL EPSTEIN.

25373-29-2

Messod Benmouyal

Avis est donné par Messod Benmouyal, professeur à l'École Polytechnique et étudiant à l'Université de Montréal, domicilié et résidant à 6762, avenue Mountain Sights (résidant antérieurement à 5595, chemin Côte des Neiges, appartement 8), en les ville et district de Montréal, province de Québec, qu'il présente une demande afin que son nom soit changé pour le suivant: Michel André Moran, le tout, en vertu des dispositions du bill 31, loi du changement de nom, (13-14 Elizabeth II, chapitre 77), sanctionnée le 8 avril 1965.

Montréal, 14 juin 1968.

Le requérant,
MESSOD BENMOUYAL.

25385-29-2

Village de Saint-Jérôme
Comté de Lac St-Jean-Est

Tirage d'obligations

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 82, ont été tirées au sort pour être rachetées:

Dénominations de $500: 33 – 54 – 104 – 133-182.

Dénominations de $100: 5 – 35 – 40 – 50 – 75.

Lesdites obligations seront remboursables le premier septembre 1968, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Québec, le 11 juillet 1968.

Le secrétaire-trésorier,
LAURENT PLOURDE.

25390-o

Miscellaneous Notices

Gecel Werkolewski

Notice is hereby given that Gecel Werkolewski residing at 5536 Snowdon Avenue, Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an order changing his name to that of George Worshell, the said name to serve for all legal purposes.

Montreal, July 9, 1968.

SAMUEL EPSTEIN,
Notary for Petitioner.

25373-29-2-o

Messod Benmouyal

Notice is by these presents given by Messod Benmouyal, professor at the Ecole Polytechnique and student at the University of Montreal, domiciled and residing at 6762 Mountain Sights Avenue (previously residing at 5595 Cote des Neiges Road, apartment 8), in the city and district of Montreal, Province of Québec, that he is making application to have his name changed to the following: Michel André Moran the whole in virtue of the provisions of Bill 31, change of name Act, (13-14 Elizabeth II, chap. 77), assented to on the 8th of April, 1965.

Montreal, June 14, 1968.

MESSOD BENMOUYAL,
Applicant.

25385-29-2-o

Village of Saint-Jérôme
County of Lake St-John-East

Drawing of bonds

The following bonds, issued under by-law 82, have been drawn by lots for redemption:

Denominations of $500: 33 – 54 – 104 – 133-182.

Denominations of $100: 5 – 35 – 40 – 50 – 75.

The said bonds shall be redeemable on September the first, 1968, from which date they shall cease to bear interest.

Québec, July 11, 1968.

LAURENT PLOURDE,
Secretary-Treasurer.

25390-o

Joseph Amédée Brun

Avis est par les présentes donné que le procureur soussigné transmettra au secrétaire de la province une requête pour changer le nom de Joseph Amédée Brun, domicilié à Montréal, en celui de Joseph Louis Auger.

Montréal, ce 25e jour du mois de juin 1968.

Le procureur du requérant,

25375-29-2-o CHARLES CODERRE, C.R.

Joseph Amédée Brun

Notice is hereby given that the undersigned attorney will send to the Provincial Secretary a petition to change the name of Joseph Amédée Brun, residing at Montreal, into that of Joseph Louis Auger.

Montreal, this 25th day of June, 1968.

CHARLES CODERRE, Q.C.,

25375-29-2 *Attorney for the petitioner.*

Wilfrid Verhulst

Avis est, par les présentes, donné que Wilfrid Verhulst, étudiant en droit, domicilié à 876, John-West, Ste-Foy, s'adressera à l'Honorable secrétaire de la province de Québec, pour l'obtention d'un décret du lieutenant-gouverneur en conseil devant changer son nom en celui de Freddy Verhulst Henderson.

Québec, ce 10e jour de juillet, 1968.

Les procureurs du requérant,

25361-29-2-o GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.

Wilfrid Verhulst

Notice is, by these presents, given that Wilfrid Verhulst, law student, domiciled and residing at 876, John-West, Ste-Foy, will apply to the Secretary of the Province of Quebec, to obtain a decree from the Lieutenant-Governor in Council, changing his name to that of Freddy Verhulst Henderson.

Québec, this 10th day of July, 1968.

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL,

25361-29-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Succession Laurent Lambert

Avis public est par les présentes donné que les soussignés ont renoncé à leur qualité d'héritiers bénéficiaires de la sucession de Laurent Lambert, en son vivant opérateur, domicilié à 605, 125e rue, Shawinigan-Sud, et qu'ils ont accepté cette succession purement et simplement.

Shawinigan, le 19e jour de juin 1968.

MARIE-JEANNE PAQUIN LAMBERT,

25415-o MICHELINE LAMBERT.

Laurent Lambert Estate

Public notice is hereby given that the undersigned have renounced their capacity as benefical heirs of the estate of Laurent Lambert, during his lifetime operator, residing at 605, 125th Street, Shawinigan-South, and that they accepted this estate purely and simply.

Shawinigan, the 19th day of June 1968.

MARIE-JEANNE PAQUIN LAMBERT,

25415 MICHELINE LAMBERT.

Zeev Leizerovitz

Avis est donné que Zeev Leizerovitz s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir le changement de son nom de Zeev Leizerovitz en celui de Wolf Lazar. Les noms de Mme Sulamit Leizerovitz et ceux de ses enfants mineurs Arje et Jashua, tous résidant avec le requérant à 6252, avenue Westbury, Montréal, devront aussi être changés par la demande présente.

Le procureur du requérant,

25389-29-2-o ABRAHAM SEGAL.

Zeev Leizerovitz

Notice is hereby given that Zeev Leizerovitz will apply to the Lieutenant-Governor in Counsel for a change of his name from Zeev Leizerovitz to Wolf Lazar. The names of Mrs. Sulamit Leizerovitz and her minor children Arje and Jashua, all of whom reside with the applicant at 6252 Westbury Avenue, Montreal will also be changed by the present application.

Attorney for the Applicant,

23589-29-2-o ABRAHAM SEGAL.

Municipalité du canton de Brome

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un règlement adopté à une séance de son conseil municipal tenue en date du 2 juillet 1968 la municipalité du canton de Brome s'est adressée par requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant de décréter et d'ordonner que des lettres patentes soient octroyées la fusionnant avec la municipalité du village de Knowlton et la municipalité du village de Foster et créant une nouvelle municipalité de ville sous le nom de ville du Lac Brome à être régie par la Loi des cités et villes sous réserve des conditions de la fusion.

Avis public de l'adoption du règlement fut donné en date du 9 juillet 1968, et copie de la requête est déposée au bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité où toute personne peut en prendre connaissance et en obtenir copie.

« Les propriétaires des municipalités requérantes qui s'opposent à la fusion peuvent durant le mois qui suit celui au cours duquel l'avis a été publié, faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commisssion (Municipale de Québec) ».

Montréal, ce 11 juillet 1968.

Le conseiller juridique de la Corporation,

25386-29-2-o PIERRE L. LAPOINTE, avocat.

Municipality of the Township of Brome

Notice is hereby given that in virtue of a by-law adopted at a meeting of its Municipal Council held on July 2, 1968, the municipality of the township of Brome applied by joint petition to the Lieutenant-Governor in Council, praying for an order that letters patent be granted amalgamating the said municipality with the municipality of the village of Foster and the municipality of the village of Knowlton and creating a new town under the name of town of Brome Lake to be governed by the cities and Towns Act subject to the conditions of amalgamation.

Public notice of the adoption of the said by-law was given on July 9, 1968, and a copy of the petition has been deposited at the office of the Secretary-Treasurer of the municipality where the same may be examined and a copy obtained.

"The property-owners of the petitioning municipalities who object to the amalgamation may, in the month following that during which the notice was published, make known the grounds of their objection, in writing, to the (Quebec Municipal) Commission".

Montreal, July 11, 1968.

PIERRE L. LAPOINTE, advocate,

Legal adviser of the Corporation.

25386-29-2-o

Neil Kenneth Klug

Avis est par les présentes donné que « Neil Kenneth Klug », instituteur, de la cité de Côte Saint-Luc, district de Montréal, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de « Kenneth Neil ».

Ledit changement de nom concerne également son épouse, née « Harriet Sorochinsky », qui est domiciliée au même endroit.

Montréal, le 28 juin 1968.

Les procureurs,
CHAIT ARONOVITCH SALOMON GELBER,
25299-28-2 REIS & BRONSTEIN.

Municipalité du village de Foster

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un règlement adopté à une séance de son conseil municipal tenue en date du 2 juillet 1968, la Municipalité du Village de Foster s'est adressée par requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant de décréter et d'ordonner que des lettres patentes soient octroyées la fusionnant avec la municipalité du Canton de Brome et la municipalité du Village de Knowlton et créant une nouvelle municipalité de ville sous le nom de Ville du Lac Brome à être régie par la Loi des cités et villes sous réserve des conditions de la fusion.

Avis public de l'adoption du règlement fut donné en date du 5 juillet 1968, et copie de la requête est déposée au bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité où toute personne peut en prendre connaissance et en obtenir copie.

« Les propriétaires des municipalités requérantes qui s'opposent à la fusion peuvent durant le mois qui suit celui au cours duquel l'avis a été publié, faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission (Municipale de Québec). »

Montréal, ce 11 juillet 1968.

Le conseiller juridique
de la Corporation,
25387-29-2-o PIERRE L. LAPOINTE, avocat.

Municipalité du village de Knowlton

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un règlement adopté à une séance de son conseil municipal tenue en date du 2 juillet 1968 la Municipalité du Village de Knowlton s'est adressée par requête conjoint au lieutenant-Gouverneur en conseil le priant de décréter et d'ordonner que des lettres patentes soient octroyées la fusionnant avec la Municipalité du Canton de Brome et la Municipalité du Village Foster et créant une nouvelle municipalité de ville sous le nom de Ville du Lac Brome à être régie par la Loi des cités et villes sous réserve des conditions de la fusion.

Avis public de l'adoption du règlement fut donné en date du 8 juillet 1968, et copie de la requête est déposée au bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité où toute personne peut en prendre connaissance et en obtenir copie.

« Les propriétaires des municipalités requérantes qui s'opposent à la fusion peuvent durant le mois qui suit celui au cours duquel l'avis a été publié, faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission (Municipale de Québec). »

Montréal, ce 11 juillet 1968.

Le conseiller juridique
de la Corporation,
25388-29-2-o PIERRE L. LAPOINTE, avocat.

Neil Kenneth Klug

Notice is hereby given that "Neil Kenneth Klug", School Teacher, of the City of Côte St. Luc, District of Montreal, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to that of "Kenneth Neil".

The said change of name will affect his wife, born "Harriet Sorochinsky", who is domiciled at the same place.

Montreal, June 28, 1968.

CHAIT ARONOVITCH SALOMON GELBER,
REIS & BRONSTEIN,
25299-28-2-o *Attorneys.*

Municipality of the Village of Foster

Notice is hereby given that in virtue of a by-law adopted at a meeting of its Municipal council held on July 2, 1968, the Municipality of the Village of Foster applied by joint petition to the Lieutenant-Governor in Council, praying for an order that letters patent be granted amalgamating the said municipality with the Municipality of the Township of Brome and the Municipality of the Village of Knowlton and creating a new town under the name of Town of Brome Lake to be governed by the Cities and Towns Act subject to the conditions of amalgamation.

Public notice of the adoption of the said by-law was given on July 5, 1968, and a copy of the petition has been deposited at the office of the secretary-treasurer of the municipality where the same may be examined and a copy obtained.

"The property-owners of the petitioning municipalities who object to the amalgamation may, in the month following that during which the notice was published, make known the grounds of their objection, in writing, to the (Québec Municipal) Commission."

Montreal, July 11, 1968.

PIERRE L. LAPOINTE, advocate,
Legal adviser
25387-29-2-o *of the Corporation.*

Municipality of the Village of Knowlton

Notice is hereby given that in virtue of a by-law adopted at a meeting of its municipal council held on July 2, 1968, the Municipality of the Village of Knowlton applied by joint petition to the Lieutenant-Governor in Council, praying for an order that letters patent be granted amalgamating the said municipality with the Municipality of the Township of Brome and the Municipality of the Village of Foster and creating a new town under the name of Town of Brome Lake to be governed by the Cities and Towns Act subject to the conditions of amalgamation.

Public notice of the adoption of the said by-law was given on July 8, 1968, and a copy of the petition has been deposited at the office of the secretary-treasurer of the municipality where the same may be examined and a copy obtained.

"The property-owners of the petitioning municipalities who object to the amalgamation may, in the month following that during which the notice was published, make known the grounds of their objection, in writing, to the (Québec Municipal) Commission."

Montreal, July 11, 1968.

PIERRE L. LAPOINTE, advocate,
Legal adviser
25388-29-2-o *of the Corporation.*

Associations coopératives

Association coopérative régionale Co-op-Habitat du Saguenay-Lac St-Jean

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative régionale Co-op — Habitat du Saguenay-Lac St-Jean ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Alma, Québec, dans le district électoral de Lac St-Jean.

Québec, le 8 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

25416-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Fédération Co-op-Habitat du Québec

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé les règlements spéciaux de « La Fédération des Coopératives d'habitation de Québec », adoptés le 30 mars 1968, ayant pour objets:

a) de changer le nom de ladite Fédération en celui de « Fédération Co-op-Habitat du Québec »;

b) de changer son siège social, de la ville de Montréal à la ville de DuBerger; et

c) de modifier ses fins.

Québec, le 8 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

25417-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Associations

Association coopérative régionale Co-op-Habitat du Saguenay-Lac St-Jean

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has authorized the formation of the cooperative association "Association coopérative régionale Co-op – Habitat du Saguenay – Lac St-Jean".

The head office of this cooperative association is located at Alma, Québec, in the electoral district of Lac St-Jean.

Québec, July 8, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25416

Fédération Co-op-Habitat du Québec

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-laws of "La Fédération des Coopératives d'habitation de Québec", adopted on March 30, 1968, the purposes of which are:

(*a*) to change the name of the said Federation to that of "Fédération Co-op-Habitat du Québec";

(*b*) to change its head office from the city of Montreal to the town of DuBerger; and,

(*c*) to amend its aims.

Québec, July 8, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25417

Compagnies autorisées à faire des affaires

Continental Motors Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Continental Motors Corporation » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est M. André Desjardins, du bureau 42, 81, rue Saint-Pierre, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à bureau 42, 81, rue Saint-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 40-68 — 1429/77

Y & S Candies Inc.

Avis est par les présentes donné que, le 19e jour de juin 1968, un nouveau permis a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec à la compagnie « National Licorice Company », l'autorisant à faire affaires dans ladite province sous son nouveau nom de « Y & S Candies Inc. », en vertu des dispositions de la Loi des compagnies étrangères (Statuts refondus, 1964, chapitre 282).

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 1032-08 — 1428/56

Companies Licensed to do Business

Continental Motors Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Continental Motors Corporation" has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. André Desjardins, of Room 42, 81 rue St. Pierre, Québec.

The principal office of the company in the Province is at Room 42, 81 rue St. Pierre, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 40-68 — 1429/77

Y & S Candies Inc.

Notice is hereby given that, on the 19th day of June, 1968, a new license was granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec to "National Licorice Company", authorizing it to carry on business in the said Province under its new name of "Y & S Candies Inc.", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, chapter 282.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 1032-08 — 1428/56

Radex Minerals Limited

Avis est donné que la compagnie « Radex Minerals Limited », a été autorisée à vendre ou à aliéner d'une autre façon dans la province de Québec ses actions, valeurs, certificats de titres, obligations et autres valeurs.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est M. J. S. Blumer, de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est situé au 1010 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25358 6-68 — 1429-74

Radex Minerals Limited

Notice is given that "Radex Minerals Limited", has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Québec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving service in proceeding against the said Company is Mr. J. S. Blumer, of Montreal.

The principal office of the said Company in the Province is at 1010 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25358-o 6-68 — 1429/74

Caisse d'épargne et de crédit

Caisse d'épargne et d'entraide économique de Sherbrooke

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'épargne et d'entraide économique de Sherbrooke ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les comtés de Sherbrooke, Stanstead, Richmond et Compton.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Sherbrooke, Québec, dans le district électoral de Sherbrooke.

Québec, le 8 juillet 1968.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25418-o

Saving and Credit Union

Caisse d'épargne et d'entraide économique de Sherbrooke

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'épargne et d'entraide économique de Sherbrooke."

The territory in which the union will recruit its members will be the counties of Sherbrooke, Stanstead, Richmond and Compton.

The head office of this savings and credit union is situated at Sherbrooke, Québec, in the electoral district of Sherbrooke.

Québec, July 8, 1968.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Compagnies and Cooperatives.

25418

Chartes — Abandon de

Asbestospray Applicators Inc.

Prenez avis que la compagnie « Asbestospray Applicators Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 10 juillet 1968.

Le président,
JOS LAPLUME.

25362-o

Hannes Schneider Sports of Canada Limited

Prenez avis que la compagnie « Hannes Schneider Sports of Canada Limited », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 10 juillet 1968.

Le président,
MARTIN ROTHMAN.

25363-o

Girard & Tessier ltée

Prenez avis par la présente que la compagnie « Girard & Tessier ltée », une compagnie ayant son siège social dans la cité de Jonquière, district de Chicoutimi, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Fait à Jonquière ce 10 juillet 1968.

Le procureur de la compagnie,
RODOLPHE BILODEAU, LL.L.

25374-o

Charters — Surrender of

Asbestospray Applicators Inc.

Notice is hereby given that "Asbestospray Applicators Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, July 10, 1968.

JOS LAPLUME,
President.

25362-o

Hannes Schneider Sports of Canada Limited

Notice is hereby given that "Hannes Schneider Sports of Canada Limited" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, July 10, 1968.

MARTIN ROTHMAN,
President.

25363-o

Girard & Tessier ltée

Take notice hereby that "Girard & Tessier ltée", a company having its head office in the city of Jonquière, district of Chicoutimi, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Jonquière, this July 10, 1968.

RODOLPHE BILODEAU, LL.L.,
Attorney for the company.

25374

Inter Sales Ltd.

Avis est donné que « Inter Sales Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, s'adressera au Ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, ce 4ième jour de juillet 1968.

Le secrétaire,

25364-o FRANÇOISE L. GOUIN.

North Haven Inc.

Avis est, par ces présentes, donné que la compagnie « North Haven Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,

25365-o S. R. ALTROWS, C.R.

Peter Szabo Paint Distributor Inc.

Avis est donné que « Peter Szabo Paint Distributor Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 9e jour de juillet 1968.

Le secrétaire,

25382 CAROLINE SZABO.

L'Origo Corporation

Avis est donné que « L'Origo Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 9e jour de juillet 1968.

Les procureurs des requérants,

CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,

25383 GELBER, REIS & BRONSTEIN.

Structural Exhibit Producers & Designers Ltd.

Avis est donné que « Structural Exhibit Producers & Designers Ltd. », demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

16 juillet 1968.

Le procureur de la compagnie,

25419 ANDRÉ DESJARDINS.

Victoria Curling Club

Prenez avis que « Victoria Curling Club », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner ses charte et lettres patentes.

Québec, ce 15e jour de juillet 1968.

Les procureurs de la requérante,

25403-o GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.

Inter Sales Ltd.

Notice is hereby given that "Inter Sales Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act of the Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, this 4th day of July 1968.

FRANÇOISE L. GOUIN,

25364-o *Secretary.*

North Haven Inc.

Notice is hereby given that "North Haven Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies, and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

S. R. ALTROWS, Q.C.,

25365-o *Attorney for the Company.*

Peter Szabo Paint Distributor Inc.

Notice is hereby given that "Peter Szabo Paint Distributor Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, province of Quebec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under provision of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 8th day of July, 1968.

CAROLINE SZABO,

25382-o *Secretary.*

L'Origo Corporation

Notice is hereby given that "L'Origo Corporation", a corporation constituted under the Companies' Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, this 9th day of July, 1968.

CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
GELBER, REIS & BRONSTEIN,

25383-o *Attorneys for applicants.*

Structural Exhibit Producers & Designers Ltd.

Notice is hereby given that "Structural Exhibit Producers & Designers Ltd.", intends to apply for leave to surrender its charter in accordance with the Companies' Act.

July 16, 1968.

ANDRÉ DESJARDINS,

25419-o *Attorneys for the Company.*

Victoria Curling Club

Take notice that "Victoria Curling Club", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for the surrender of its charter and letters patent.

Québec, this 15th day of July 1968.

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL,

25403-o *Attorneys for the petitioner.*

Campus Casuals of California (Canada) Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Campus Casuals of California (Canada) Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 27e jour de juin 1968.

Les procureurs de la requérante,
SHUSTER, GOTTLIEB.
25398 & MARCOVITCH.

Campus Casuals of California (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that "Campus Casuals of California (Canada) Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office and principal place of business in the City and District of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 27th day of June, 1968.

SHUSTER, GOTTLIEB
& MARCOVITCH,
25398-o *Attorneys for Petitioner.*

Daoust Drive Yourself Inc.

Avis est ici donné que « Daoust Drive Yourself Inc. », incorporé en vertu de la loi des compagnies du Québec, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte, selon les stipulations de la loi des compagnies.

Daté à Montréal, Québec, ce 10 juillet, 1968.

Le procureur,
25399-o MAX SLAPACK, C.R.

Daoust Drive Yourself Inc.

Notice is hereby given that "Daoust Drive Yourself Inc.", incorporated under the Québec Companies Act and having its head office and principal place of business in the City and District of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, Québec, this July 10, 1968.

MAX SLAPACK, Q.C.,
25399-o *Attorney.*

Les Entreprises Montclair ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Montclair ltée », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Granby P.Q., s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Granby P.Q., ce 10e jour de juillet 1968.

Le secrétaire,
25400-o ARMAND MAHEU.

Montclair Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that "Montclair Enterprises Ltd.", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office in the City of Granby P.Q., will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Granby P.Q., this 10th day of July 1968.

ARMAND MAHEU,
25400-o *Secretary.*

Kinic Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Kinic Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 11ième jour de juillet, 1968.

Les procureurs de la compagnie,
25401-o BLANSHAY & BLANSHAY.

Kinic Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Kinic Co. Ltd.", a corporation, incorporated under the Companies Act, and having its Head Office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its Charter, under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, this 11th day of July, 1968.

BLANSHAY & BLANSHAY,
25401-o *Attorneys for the Company.*

A. Roy & Fils inc.

Avis est par les présentes donné que « A Roy & Fils inc. », une corporation constituée sur la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Maniwaki, s'adressera au Ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Maniwaki, Québec, ce 9e jour de mai 1968.

Le secrétaire-trésorier,
25402-o JEAN-PIERRE ROY.

A. Roy & Fils inc.

Notice is hereby given that "A. Roy & Fils inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the town of Maniwaki, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Companies Act.

Dated at Maniwaki, Québec, this 9th day of May 1968.

JEAN-PIERRE ROY,
25402-o *Secretary-Treasurer.*

Divers
Compagnies

General Distributors Limited

Avis est donné que, par une nouvelle procuration datée du 26 avril 1968, dont une copie a été transmise au Ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, M. Morley Mitchell Cohen, administrateur, de 3075, Route Transcanadienne, Pointe-Claire, a été nommé pour remplacer M. Mervin A. Winger, comme agent principal dans la province, de « General Distributors Limited », une compagnie étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Avis est aussi donné que conformément à la nouvelle procuration ci-dessus mentionnée, le siège social de ladite compagnie est établi à 3075, Route transcanadienne, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25420 234-55

Keith Cooke & Associates Ltd.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une nouvelle procuration datée du 27 mai 1968, et dont copie a été transmise au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, M. Aram Melkonoglu, du 1880, rue Fontaine, Laval, a été nommé en remplacement de mademoiselle Magdeleine Bourget agent principal dans la province de la compagnie « Keith Cooke & Associates Ltd. », compagnie étrangère dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Avis est donné également qu'en vertu de la nouvelle procuration ci-dessus mentionnée, le siège social de ladite compagnie est établi à suite 527, 1500, rue Stanley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25404 34-65

La Maison Painchaud

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 6 juin 1968, approuvé les règlements numéros 1 et 2 de la corporation « La Maison Painchaud », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25406-o 3854-67

Planned Investments Corporation Programmes d'Investissements Capitalisés, ltée

Avis est donné que « Planned Investments Corporation — Programme d'Investissements Capitalisés, ltée » a changé le nombre de ses administrateurs, de 8 à 4.

Le secrétaire,
D. A. LLOYD.

25407 11912-60

Miscellaneous
Companies

General Distributors Limited

Notice is hereby given that, by new power of attorney dated April 26, 1968, a copy of which was sent to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Mr. Morley Mitchell Cohen, executive of 3075 Trans-Canada Highway, Pointe-Claire, was appointed to replace Mr. Mervin A. Winger as chief agent in the Province of "General Distributors Limited", an Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in the Province of Québec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that pursuant to the abovementioned new power of attorney, the head office of the said company is established at 3075 Trans-Canada Highway, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25420-o 234-55

Keith Cooke & Associates Ltd.

Notice is hereby given that, by new power of attorney dated May 27, 1968, a copy of which was sent to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Mr. Aram Melkonoglu, of 1880 Fontaine Street, Laval, was appointed to replace Miss Magdeleine Bourget as chief agent in the Province of "Keith Cooke & Associates Ltd.", an Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in the Province of Québec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that pursuant to the abovementioned new power of attorney, the head office of the said company is established at Suite 527, 1500 Stanley Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25404-o 34-65

La Maison Painchaud

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Corporatives has, on June 6, 1968, approved the by-laws numbers 1 and 2 of the corporation "La Maison Painchaud", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

25406 3854-67

Planned Investments Corporation Programmes d'Investissements Capitalisés, ltée

Notice is given that "Planned Investments Corporation — Programmes d'Investissements Capitalisés, ltée" has changed the number of its directors from 8 to 4.

D. A. LLOYD,
Secretary.

25407-o 11912-60

Hervé Pomerleau inc.

Avis est donné que la compagnie « Hervé Pomerleau inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le président,
HERVÉ POMERLEAU.

25366-o 2398-66

Hervé Pomerleau inc.

Notice is given that "Hervé Pomerleau inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

HERVÉ POMERLEAU,
President.

25366-o 2398-66

Loisirs de Saint-Jean Chrysostome inc.

Avis est donné que la corporation « Loisirs de Saint-Jean Chrysostome inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 9.

Le secrétaire,
ARMAND PLANTE.

25405-o 14316-60

Loisirs de Saint-Jean Chrysostome inc.

Notice is hereby given that "Loisirs de Saint-Jean Chrysostome inc.", has changed the number of its directors from 7 to 9.

ARMAND PLANTE,
Secretary.

25405 14316-60

Loisirs de Saint-Jean Chrysostome inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 30 mai 1968, approuvé les règlements généraux et le règlement numéro 2 (dont l'article a trait à l'augmentation du nombre des administrateurs de 7 à 9) de la corporation « Loisirs de Saint-Jean Chrysostome inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25405-o 14316-60

Loisirs de Saint-Jean Chrysostome inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on May 30, 1968, approved the general by-laws and by-law number 2 (including the section increasing the number of its directors from 7 to 9) of "Loisirs de Saint-Jean Chrysostome inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25405 14316-60

Supreme Leather Inc.

Avis est donné que « Supreme Leather Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 4.

Le secrétaire-trésorier,
CHAIM RUBINSKY.

25408 1989-67

Supreme Leather Inc.

Notice is given that "Supreme Leather Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

CHAIM RUBINSKI.
Secretary-Treasurer.

25408-o 1989-67

Sièges sociaux

Chaussures D'Amour inc.
D'Amour Shoes Inc.

Avis est donné que la compagnie « Chaussures D'Amour inc.— D'Amour Shoes Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en conformité de la première partie de la loi des compagnies, en date du 31 mai 1968, a établi son siège social à Montréal, au numéro 2160 est rue Beaubien.

A compter de cette date, ledit bureau est considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Montréal, ce 6e jour de juin 1968.

Le président,
CLAUDE D'AMOUR.

25367-o 2486-68

Head Offices

Chaussures D'Amour inc.
D'Amour Shoes Inc.

Notice is hereby given that the company "Chaussures D'Amour inc.— D'Amour Shoes Inc.", incorporated by letters patent issued pursuant to part one of the Company's Act, bearing date the 31st, day of May, 1968, has established its head office at 2160 Beaubien St. East, Montreal.

From and after this date, the said office will be considered by the Company as its head office.

Montreal, this 6th day of June, 1968.

CLAUDE D'AMOUR,
President.

25367-o 2486-68

Riv's Brake Inc.

Prenez avis que « Riv's Brake Inc. », fut dûment incorporée par lettres patentes émises le 27 mai 1968, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies du Québec et que cette compagnie a établi son siège social et sa principale place d'affaires en la province de Québec, au numéro 3485, de la rue Papineau, dans les ville et district de Montréal.

Montréal, le 26 juin 1968.

Par le président,
MARCEL RIVAIN.

25378-o 2278-68

Riv's Brake Inc.

Take notice that "Riv's Brake Inc.", was duly incorporated by letters patent issued on May 27, 1968, under Part I of the Quebec Companies Act and that it has since established its head office and principal place of business in the Province of Québec, at 3485 Papineau Street, in the city and district of Montreal.

Montreal, June 26, 1968.

Per: MARCEL RIVAIN,
President.

25378-o 2278-68

Armand Des Rosiers, inc.

Avis est donné que la compagnie « Armand Des Rosiers, inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 novembre 1951 et ayant son siège social à Montréal, où elle avait son bureau situé au numéro 3955, rue St-Denis, l'a transporté à 1259, rue Berri.

Signé à Montréal, ce 10 juin 1968.

Le secrétaire,
JEAN DES ROSIERS.

25376-o 13599-51

Armand Des Rosiers, inc.

Notice is hereby given that the "Armand Des Rosiers, inc.", company incorporated by letters patentes on November 14, 1951, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated at 3955 St. Denis Street, has moved it to 1259 Berri Street.

Dated at Montreal, on June 10, 1968.

JEAN DES ROSIERS,
Secretary.

25376-o 13599-51

Les Constructions Dionne & Duval inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Constructions Dionne & Duval inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 juin 1965, et ayant son siège social dans Granby, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 157C St-Antoine Nord, l'a transporté à 99, rue St-Urbain, Granby, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Granby, ce 28e jour de septembre 1967.

(Sceau) *Le secrétaire,*
MARC DUVAL.

25368-o 2509-65

Les Constructions Dionne & Duval inc.

Notice is hereby given that "Les Constructions Dionne & Duval inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of June, 1965, and having its head office in Granby, where its office was situated until today at 157C St-Antoine North, has moved it to 99 St-Urbain St., Granby, Québec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Granby, this 28th day of September, 1967.

(Seal) MARC DUVAL,
Secretary.

25368 2509-65

Les Immeubles Marcotte ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Immeubles Marcotte ltée », a changé son siège social de Chibougamau, au numéro 110, boulevard Sacré-Coeur, St-Félicien.

Le secrétaire,
J. V. TREMBLAY.

25369-o 2592-66

Les Immeubles Marcotte ltée

Notice is hereby given that "Les Immeubles Marcotte ltée", has changed its head office from Chibougamau to 110 Sacré-Coeur Boulevard, St-Félicien.

J. V. TREMBLAY,
Secretary.

25369 2592-66

Laboratoire Charles-Alain ltée

Avis est donné que la compagnie « Laboratoire Charles-Alain ltée », a changé son siège social de Saint-Laurent, au numéro 12038, avenue Ranger, Montréal.

Le président,
BERNARD THIVIERGE.

25370-o 3600-64

Laboratoire Charles-Alain ltée

Notice is hereby given that "Laboratoire Charles-Alain ltée", has changed its head office, from Saint-Laurent, to number 12038 Ranger Avenue, Montreal.

BERNARD THIVIERGE,
President.

25370 3600-64

Plaza Jean-Talon inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Plaza Jean-Talon inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en date du 3 avril 1968, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies du Québec, a établi son siège social au 5325 est, de la rue Jean-Talon, suite 208, St-Léonard, district de Montréal.

À compter de la date des présentes, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social, et sa principale place d'affaires.

Donné à St-Léonard, ce 3e jour de mai 1968.

Par le président,
MARIO BARONE.

25377-o 1473-68

Plaza Jean-Talon inc.

Notice is hereby given that "Plaza Jean-Talon inc.", a company incorporated by letters patent issued on April 3, 1968, under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, has established his head office at 5325, Jean-Talon Street East, suite 208, St-Léonard, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being the head office and principal place of business of said company.

Dated at St-Léonard, this 3rd day of May, 1968.

Per: MARIO BARONE,
President.

25377-o 1473-68

Paul E. Coffey, inc.

Avis est donné que la compagnie « Paul E. Coffey, inc. » a changé son siège social de Montréal, à Hampstead.

Le secrétaire-adjoint,
K. A. WRIGHT.

25409-o 1509-68

Paul E. Coffey, inc.

Notice is given that "Paul E. Coffey, inc.", has changed its head office from Montreal to Hampstead.

K. A. WRIGHT,
Asssistant Secretary.

25409 1509-68

La Compagnie des Attractions de Montréal ltée

Avis est donné que « La Compagnie des Attractions de Montréal ltée », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, le 7e jour de février 1968, et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau à 1808, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 19e jour d'avril 1968.

Le secrétaire,
BETTY GODBOUT.

25410 549-68

Duparquet inc.

Avis est donné que la compagnie « Duparquet inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 mai 1968, et ayant son bureau principal à Beauport, a établi son bureau au numéro 844 avenue Royale.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Beauport, ce 14ième jour de mai, 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
25411-o CHRISTIAN HAWEY.

La Fondation de l'Institut de Diagnostic et de Recherches Cliniques de Montréal

Prenez avis que la compagnie « La Fondation de l'Institut de Diagnostic et de Recherches Cliniques de Montréal », constituée par lettres patentes sous le Partie 3 de la Loi des Compagnies en date du 21 décembre 1967, a établi son siège social au 110 avenue des Pins, à Montréal, province de Québec.

Le secrétaire,
(Sceau) ROBERT BLAIN.
25412-o 4838-67

C. Leclair Fourrures ltée

Avis est donné que la compagnie « C. Leclair Fourrures ltée », constituée en corporation en date du 2 février 1949, a changé son siège social du numéro 7524, rue St-Denis, Montréal, au numéro 3641, avenue du Parc, Montréal.

Signé à Montréal, ce 20e jour de juin 1968.

(Sceau) *Le secrétaire-trésorier,*
RICHARD LECLAIR.
25414-o 2013-49

West Hill Copper Mines Limited

Avis est donné que, par une nouvelle procuration transmise au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, et datée du 27e jour de mai 1968, le bureau principal dans cette province de « West Hill Copper Mines Limited », une compagnie dûment autorisée à exercer dans la province de Québec, les activités prévues par l'article 12 de la Loi des compagnies minières, a été changé de suite 2601, 1155, ouest, boulevard Dorchester, Montréal, à la nouvelle adresse de l'agent principal de la compagnie dans cette province: M. Gerald McCarthy, suite 445, Édifice IBM, 5, place Ville-Marie, en ladite ville de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
25421 6-66

La Compagnie des Attractions de Montréal ltée

Notice is hereby given that "La Compagnie des Attractions de Montréal ltée", incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act on the 7th day of February, 1968, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at 1808 Sherbrooke Street West, Montreal, Québec.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 19th day of April, 1968.

BETTY GODBOUT,
Secretary.
25410-o 549-68

Duparquet inc.

Notice is given that "Duparquet inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of May, 1968 and having its head office at Beauport, has established its office at number 844 Royale Avenue.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Beauport, this 14th day of May, 1968.

(Seal) CHRISTIAN HAWEY,
25411 *Secretary.*

La Fondation de l'Institut de Diagnostic et de Recherches Cliniques de Montréal

Take notice that "La Fondation de l'Institut de Diagnostic et de Recherches Cliniques de Montréal", has been incorporated by letters patent issued under part 3 of the Québec Companies Act on December 21st, 1967, and that it has located its head office at 110 avenue des Pins, Montreal, Province of Quebec.

ROBERT BLAIN,
(Seal) *Secretary.*
25412-o 4838-67

C. Leclair Fourrures ltée

Notice is hereby given that the company "C. Leclair Fourrures ltée", incorporated on February 2, 1949, has changed its head office from 7524 St. Denis Street, Montreal, to 3641 Park Avenue, Montreal.

Signed at Montreal, this 20th day of June, 1968.

(Seal) RICHARD LECLAIR,
Secretary-Treasurer.
25414-o 2013-49

West Hill Copper Mines Limited

Notice is given that, by new power of attorney deposited with the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, and dated the 27th day of May, 1968, the principal office in this Province of "West Hill Copper Mines Limited", a company duly authorized to carry on in the Province of Québec the operations contemplated by section 12 of the Mining Companies Act, has been changed from Suite 2601, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, to the new address of the company's chief agent in this Province: Mr. Gerald McCarthy, Suite 445, IBM Building, 5 Place Ville-Marie, in the said city of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
25421-o 6-66

Hôpital St-Sauveur

Avis est, par les présentes, donné que « Hôpital St-Sauveur » constitué en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes émises le 4 mars 1964, a établi son bureau principal au numéro 725, 6e rue, Val d'Or, district d'Abitibi, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Donné à Val d'Or, ce 30e jour de mai 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
SR AIMÉ.

25413-o 14458-62

Hôpital St-Sauveur

Notice is hereby given that "Hôpital St-Sauveur", incorporated under Part III of the Companies Act, by letters patent dated March 4, 1964, has established its head office at number 725, 6th Street, Val d'Or, district of Abitibi, province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the corporation as being its head office.

Given at Val d'Or, this 30th day of May, 1968.

(Seal) SR AIMÉ,
Secretary.

25413-o 14458-62

Liquidation — Avis de

Villa Howard, limitée

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Villa Howard, limitée », tenue à Montréal, le 3 juin 1968, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, et ce, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Marcel Hurtubise, C.A., de Montréal, a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

25422-o 4774-45

Winding up Notices

Villa Howard, limitée

Notice is given that a general meeting of the shareholders of "Villa Howard, limitée", held in Montreal on June 3, 1968, a resolution was passed that the affairs of the said corporation be wound-up and that they be dissolved, and such, pursuant to the provisions of the Winding-Up Act, and that Mr. Marcel Hurtubise, C.A., of Montreal, was appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

25422 4774-45

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurances

Washington General Insurance Corporation

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Washington General Insurance Corporation », dont le siège social est situé à New York, état de New York, États-Unis d'Amérique, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « Niagara Fire Insurance Company », dont le siège social est situé à New York, état de New York, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 2 janvier 1967 et, lequel contrat de réassurance a pris effet le 1er janvier 1967;

Attendu que « Niagara Fire Insurance Company » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Washington General Insurance Corporation » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Washington General Insurance Corporation » sont annulés à compter du 29 juin 1968.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 29 juin 1968.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province,
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

25337-28-2-o

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

Washington General Insurance Corporation

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Washington General Insurance Corporation", whose head office is situated in New York, State of New York, United States of America, which company was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "Niagara Fire Insurance Company", whose head office is situated in New York, State of New York, United States of America, according to a reinsurance agreement entered into be these two companies on the 2nd of January 1967, with effect from the 1st of January 1967;

Whereas "Niagara Fire Insurance Company" is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "Washington General Insurance Corporation" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Washington General Insurance Corporation" are cancelled as from the 29th of June 1968.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 29th of June 1968.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

25337-28-2-o

Legal and General Assurance Society Limited

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Legal and General Assurance Society Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « Norwich Union Fire Insurance Society Limited », dont le siège social est situé à Norwich, Angleterre, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 14 juin 1968 et, lequel contrat de réassurance a pris effet le 24 juin 1968;

Attendu que « Norwich Union Fire Insurance Society Limited » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Legal and General Assurance Society Limited » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Legal and General Assurance Society Limited » sont annulés à compter du 29 juin 1968.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Institutions Financières, Compagnies et Coopératives, le 29 juin 1968.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et Coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

25423-29-2-o

Legal and General Assurance Society Limited

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Legal and General Assurance Society Limited", whose head office is situated in London, England, which company was duly authorized to do business in the Province of Québec, has reinsured all its business in the Province of Québec with "Norwich Union Fire Insurance Society Limited", whose head office is situated in Norwich, England, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 14th of June 1968, with effect from June 24th, 1968;

Whereas "Norwich Union Fire Insurance Society Limited" is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Whereas "Legal and General Assurance Society Limited" has complied with the provisions of section 103 of the Québec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Legal and General Assurance Society Limited" are cancelled as from the 29th of June 1968.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 29th of June 1968.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

25423-29-2-o

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton de Orford

Cadastre officiel du canton de Orford, municipalité de la cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 222-5, 222-6, 222-12 à 222-15 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 juillet 1968.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

25371-o

Paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipalité de la ville de Neufchâtel, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 478-100 et 478-115 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 juin 1968.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

25371-o

Paroisse de St-Martin

Cadastre officiel de la paroisse de St-Martin, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 334-19 à 334-23, 336-38, 336-40 à 336-42 et une partie des lots 336-39, 336-44 et 336-46 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 juillet 1968.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

25371-o

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Orford

Official cadastre of township of Orford, municipality of the city of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 222-5, 222-6, 222-12 to 222-15 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 4, 1968.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

25371-o

Parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette

Official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipality of the town of Neufchâtel, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 478-100 and 478-115 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 27, 1968.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

25371-o

Parish of St-Martin

Official cadastre of the parish of St-Martin, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 334-19 to 334-23, 336-38, 336-40 to 336-42 and one part of lots 336-39, 336-44 and 336-46 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 2, 1968.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

25371-o

Paroisse de St-Nicolas

Cadastre officiel de la paroisse de St-Nicolas, municipalité de la ville de St-Nicolas, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que le lot 19-14 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 juin 1968.

Le sous-ministre,
25371-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Nicolas

Cadastre officiel de la paroisse de St-Nicolas, municipalité de la ville de St-Nicolas, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 13-3-1 et 13-3-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 juin 1968.

Le sous-ministre,
25371-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Nicolas

Cadastre officiel de la paroisse de St-Nicolas, municipalité de la ville de St-Nicolas, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 19-1, 19-2 et 21-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 juin 1968.

Le sous-ministre,
25371-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Nicolas

Cadastre officiel de la paroisse de St-Nicolas, municipalité de la ville de St-Nicolas, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que le lot 23-15 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 juin 1968.

Le sous-ministre,
25371-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse du Sault-au-Récollet

Cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, municipalité de la cité de Montréal-Nord, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 7-86, 7-87, 7-88, 8-849, 8-850, 8-854 et une partie du lot 8-848 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 juillet 1968.

Le sous-ministre,
25371-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Signai

Cadastre officiel du canton de Signai, municipalité de la cité d'Alma, division d'enregistrement de Lac St-Jean-Est.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 13-A-448 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 juin 1968.

Le sous-ministre,
25371-o FERNAND BOUTIN.

Parish of St-Nicolas

Official cadastre of the parish of St-Nicolas, municipality of the town of St-Nicolas, registration division of Levis.

Notice is hereby given that lot 19-14 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 18, 1968.

FERNAND BOUTIN,
25371-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Nicolas

Official cadastre of the parish of St-Nicolas, municipality of the town of St-Nicolas, registration division of Levis.

Notice is hereby given sat lots 13-3-1 and 13-3-2 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 27, 1968.

FERNAND BOUTIN,
25371-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Nicolas

Official cadastre of the parish of St-Nicolas, municipality of the town of St-Nicolas, registration division of Levis.

Notice is hereby given that lots 19-1, 19-2 and 21-1 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 27, 1968.

FERNAND BOUTIN,
25371-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Nicolas

Official cadastre of the parish of St-Nicolas, municipality of the town of St-Nicolas, registration division of Levis.

Notice is hereby given that lot 23-15 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 27, 1968.

FERNAND BOUTIN,
25371-o *Deputy Minister.*

Parish of Sault-au-Récollet

Official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, municipality of the city of Montreal-North, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 7-86, 7-87, 7-88, 8-849, 8-850, 8-854 and one part of lot 8-848 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 4, 1968.

FERNAND BOUTIN,
25371-o *Deputy Minister.*

Township of Signai

Official cadastre of township of Signai, municipality of the city of Alma, registration division of Lac St-Jean Est.

Notice is hereby given that one part of lot 13-A-448 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 21, 1968.

FERNAND BOUTIN,
25371-o *Deputy Minister.*

Ministère des Affaires municipales

Grosses-Roches

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution passée le 11 juin 1968 par le conseil municipal de Grosses-Roches, comté de Matane, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 9 juillet 1968, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de Grosses-Roches, comté de Matane, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 9 juillet 1968.

Le sous-ministre des affaires municipales,

25391-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Department of Municipal Affairs

Grosses-Roches

The undersigned gives notice that, such as requested in a petition passed on June 11, 1968 by the municipal council of Grosses-Roches, county of Matane, and in conformity with the provisions of section 130 of the Municipal Code, he has decreed, on July 9, 1968, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the Corporation of Grosses-Roches, county of Matane, save those required in the *Québec Official Gazette*, will be, in the future, in the French language only.

The present notice is published in pursuance to section 131 of the Municipal Code.

Québec, July 9, 1968.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,

25391 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-1.1 région s'étendant de Tadoussac – pointe est de Rivière Petite Bergeronne

sont toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 3 juillet 1968.

Le ministre de l'Industrie et Commerce,

25380-o JEAN-PAUL BEAUDRY.

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-0.1 région s'étendant de Port au Saumon – Tadoussac

sont toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation *à l'état cru et la mise en conserve.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Québec, le 3 juillet 1968.

Le ministre de l'Industrie et Commerce,

25380-o JEAN-PAUL BEAUDRY.

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice of Clam Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas situated along the shores and waters:

N-1.1 region extending from Tadoussac – East point of Petite Bergeronne River

are toxic to a degree unsafe for use as *a raw food.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1, of the Québec Fishery Regulation, the Minister is hereby pleased to close the said areas to fishing and to forbid whomsoever to fish, to take or to have in his possession clams from the said areas.

This interdiction does not apply, however, to licensed producers (Order in Council, Québec 1963-779) for canning purposes only.

Québec, July 3, 1968.

JEAN-PAUL BEAUDRY,

25380 *Minister of Industry and Commerce.*

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice of Clam Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas situated along the shores and waters:

N-0.1 region extending from Port au Saumon – Tadoussac

are toxic to a degree unsafe for use as *a raw food and for canning purposes.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister is hereby pleased to close the said areas to fishing and to forbid whomsoever to fish, to take or to have in his possession clams from the said areas.

Québec, July 3, 1968.

JEAN-PAUL BEAUDRY,

25380 *Minister of Industry and Commerce.*

Ministère de l'Éducation

Pointe-Claire & Beaconsfield «Cath»

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Pointe-Claire & Beaconsfield « cath. », dans le comté de Robert Baldwin, en celui de Baldwin-Cartier « cath. », même comté.

Québec, le 5 juillet 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

25326-28-2-o

Department of Education

Pointe-Claire & Beaconsfield "Cath"

Application is made to change the name of the School Municiprlity of Pointe-Claire & Beaconsfield "Cath." in the county of Robert Baldwin, in to that of Baldwin-Cartier "cath.", same county.

Québec, July 5, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

25326-28-2

Ventes pour taxes

Municipalité de canton Delisle
Comté de Lac St-Jean Est

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-huit juin 1968, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1964, chapitre 170) de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation municipale de Canton Délisle, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil, à l'hôtel-de-ville de St-Coeur-de-Marie, LUNDI, le CINQUIÈME jour d'AOÛT 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes et les charges d'aqueduc devenues exigibles avant le 31 décembre 1966 auront été payées avant le moment de la vente.

1° Léonce Martel.— Un terrain mesurant 75 pieds de largeur, de l'est à l'ouest, sur 100 pieds de profondeur du nord au sud, faisant partie du lot 1, rang 1, et du lot 1, rang 2, borné: au nord à la route régionale; à l'est au terrain de Stanley Belley; au sud au lot numéro 1-8, rang 1; à l'ouest à la rue 1-3, rang 1.

2° Raymond Ouellet.— Un terrain de 65 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, faisant partie du lot 2, rang 1, borné: au nord à la rue portant le numéro 2-1; à l'est au terrain de Tancrède Larouche ou représentants; au sud au résidu du lot; à l'ouest, à la route régionale.

3° Eudore Bergeron.— Le lot 30, rang 4.

Tous les lots ou parties de lots ci-dessus mentionnés sont du cadastre du canton Délisle.

Ils seront vendus avec toutes les bâtisses dessus construites, s'il y en a, et sujets à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Coeur-de-Marie, ce huitième jour de juillet 1968.

Le secrétaire,
FLORENT COTÉ.

25346-28-2-o

Sales for Taxes

Municipality of the township of Delisle
County of Lac St-Jean East

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order in Council dated the twenty-eighth day of June, 1968, ordered the undersigned, in conformity with the provisions of section VII of the Québec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1964, chapter 170) to sell the immovables hereunder designated, for non-payment of tax arrears dues to the Municipal Corporation of the township of Delisle, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction, in the Council Hall, at the Town Hall, of St-Coeur-de-Marie, MONDAY, the FIFTH day of AUGUST, 1968, at TEN o'clock in the morning.

However, will be excluded from the sale, the immovables on which taxes and aqueduct charges having become exigible before December 31, 1966 will have been paid before the moment of the sale.

1. Léonce Martel.— A piece of land measuring 75 feet in width, from east to west, by 100 feet in depth from north to south, being part of lot 1, range 1, and of lot 1, range 2, bounded: on the north by the regional route; on the east by the land of Stanley Belley; on the south by lot number 1-8; range 1, on the west by street 1-3, range 1.

2. Raymond Ouellet.— A piece of land of 65 feet in width by 100 feet in depth, being part of lot 2, range 1, bounded: on the north by the street bearing number 2-1; on the east by the land of Tancrède Larouche or representatives, on the south by the remainder of the lot; on the west by the regional route.

3. Eudore Bergeron.— Lot 30, range 4.

All the lots or parts of lots hereabove mentioned are of the cadastre of the township of Delisle.

They will be sold with all buildings constructed thereon, if any, and subject to all servitudes, active or passive, apparent or occult affecting them.

The price of adjudication of each of these immovables will be payable immediately.

The sale will be, moreover, subject to the right of withdrawal and to other provisions of the Québec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Coeur-de-Marie, this eighth day of July, 1968.

FLORENT COTÉ,
Secretary.

25346-28-2

Ville de Baie St-Paul

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Baie St-Paul, MARDI, le SIXIÈME jour d'AOÛT 1968, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

La Commission municipale de Québec par décision en date du 13 juin 1968 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550, de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193).

Town of Baie St-Paul

Public notice is hereby given by the undersigned City Clerk, that the immovable properties hereinafter described will be sold by public auction on TUESDAY, the SIXTH day of AUGUST 1968, at TEN o'clock in the forenoon, in the Council's Meeting Halll of the town of Baie St-Paul to satisfy the payment of the municipal taxes and school taxes with interests plus the costs which shall subsequently be incurred unless the said taxes, interests and costs be paid before the date of sale.

The Québec Municipal Commission by a decision dated June 13, 1968, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of the article 550, of Cities and Towns Act, as amended by the Cities and Towns Act, (SRQ 1964, chapter 193).

Cadastre officiel de la paroisse de Baie St-Paul, Charlevoix
Official cadastre of the parish of Baie St-Paul, Charlevoix

Propriétaires Owners	Numéros des lots Lot numbers	Taxes mun. et int. Munic. taxes and int.	Taxes scol. et int. School taxes and int.
Mailloux, Mme-Mrs. Albina, prop. cédée-ceded à son fils-at his son Michel Gagnon, le 29 mars 1968-on March 29 1968	P-312	$428.70	$163.15
Gagnon, Lionel	P-675	179.35	55.95
Mailloux, Philippe	P-318-319-320	504.48	343.13

Donné à Baie St-Paul, ce 4ième jour de juillet 1968.

Copie conforme.

Le greffier,
JOSEPH OTIS.

25319-28-2-o

Given at Baie St-Paul, on the 4th day of July 1968.

True copy.

JOSEPH OTIS,
City Clerk.

25319-28-2-o

Ville d'Iberville

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville d'Iberville que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, en la salle du conseil municipal, 645, 1ère Rue, Iberville, P.Q., LUNDI le CINQUIÈME jour d'AOÛT 1968, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

La Commission municipale de Québec, par décision en date du 26 juin 1968, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550. (S.R.Q. 1941, c. 233.).

Town of Iberville

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Iberville, that the hereinafter described immovables, will be sold by public auction, at the Municipal council room, 645, 1st. Street, Iberville, P.Q., on MONDAY, the FIFTH day of AUGUST 1968, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes, with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

The Québec Municipal Commission, by decision dated June 26, 1968, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of the article 550 of the Cities and Towns Act, section 550. (S.R.Q. 1941, c. 233.).

Cadastre de la ville d'Iberville — Cadastre of the town of Iberville

Propriétaires Proprietors	Cadastres	Subdivisions
André Greendale	73	2.
Arthur Leblan	P-230	
Mme-Mrs. Madeleine Hébert	P-373	
M.-Mr. Réal Lefèvre	P-388	

Donné à Iberville, province de Québec, ce 5e jour de juillet 1968.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN BÉLAND.

25330-28-2-o

Given at Iberville, Province of Québec, this 5th day of July 1968.

JEAN BÉLAND,
Secretary-Treasurer.

25330-28-2-o

Soumissions

City of Laflèche
Comté de Taillon

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné E. F. Taillon, greffier, Hôtel de Ville, 3350, Grande-Allée, Laflèche, comté de Taillon, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 5 août 1968, pour l'achat de $349,500 d'obligations de la cité de Laflèche, comté de Taillon, datées du 1er août 1968 et remboursables par séries du 1er août 1969 au 1er août 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos 167 — $10,000 — aqueduc, égouts, 278 — $34,000 — achat de terrain; 281 — $66,500 — aqueduc, égouts, voirie; 285 — $130,000 — aqueduc et égouts; 287 — $27,000 — aménagement d'un parc; 288 — $32,000 — éclairage de rues; 293 — $50,000 — achat de terrain.

Pour l'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1968.

Tableau d'amortissement — $349,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1969	$ 7,500
1er août 1970	9,000
1er août 1971	9,000
1er août 1972	10,000
1er août 1973	10,000
1er août 1974	11,000
1er août 1975	12,000
1er août 1976	13,000
1er août 1977	13,000
1er août 1978	14,000
1er août 1979	16,000
1er août 1980	16,000
1er août 1981	18,000
1er août 1982	19,000
1er août 1983	20,000
1er août 1984	23,000
1er août 1985	24,000
1er août 1986	25,000
1er août 1987	28,000
1er août 1988	52,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des oblitations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $3,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Tenders

City of Laflèche
County of Taillon

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, E. F. Taillon, city clerk, City Hall, 3350 Grande-Allée, Laflèche, county of Taillon, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, August 5, 1968, for the purchase of an issue of $349,500 of bonds for the city of Laflèche, county of Taillon, dated August 1, 1968, and redeemable serially from August 1, 1969 to August 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the tables of redemption is this notice.

By-laws Nos. 167 — $10,000 — aqueduct, sewers; 278 — $34,000 — purchase of land; 281 — $66,500 — aqueduct, sewers, roads; 285 — $130,000 — aqueduct and sewers; 287 — $27,000 — setting up of a park; 288 — $32,000 — street lighting; 293 — $50,000 — purchase of land.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1968.

Table of redemption — $394,500 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1969	$ 7,500
August 1, 1970	9,000
August 1, 1971	9,000
August 1, 1972	10,000
August 1, 1973	10,000
August 1, 1974	11,000
August 1, 1975	12,000
August 1, 1976	13,000
August 1, 1977	13,000
August 1, 1978	14,000
August 1, 1979	16,000
August 1, 1980	16,000
August 1, 1981	18,000
August 1, 1982	19,000
August 1, 1983	20,000
August 1, 1984	23,000
August 1, 1985	24,000
August 1, 1986	25,000
August 1, 1987	28,000
August 1, 1988	52,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered for ten-year serial bonds with the balance being partly ten-year short-term and partly twenty-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $3,000, and, if greater than this latter amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting at the last years of maturity of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the terms only save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

L'échéance du 1er août 1988 au montant de $52,000 comprend un solde de $23,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er août 1989	$ 2,000
1er août 1990	2,000
1er août 1991	2,000
1er août 1992	2,000
1er août 1993	2,000
1er août 1994	2,000
1er août 1995	2,000
1er août 1996	3,000
1er août 1997	3,000
1er août 1998	3,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $52,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $52,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 5 août 1968, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 3350, Grande-Allée, Laflèche, comté de Taillon, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laflèche, (Comté de Taillon), ce 16 juillet 1968.

Le greffier,
E. F. TAILLON.

Hôtel de Ville, 3350, Grande-Allée,
Laflèche, (Taillon), P.Q.
Téléphone: 676-1866, code 514. 25435-o

The august 1, 1988 maturity in the amount of $52,000 comprises a balance of $23,000 renewable for an additional ten-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
August 1, 1989	$ 2,000
August 1, 1990	2,000
August 1, 1991	2,000
August 1, 1992	2,000
August 1, 1993	2,000
August 1, 1994	2,000
August 1, 1995	2,000
August 1, 1996	3,000
August 1, 1997	3,000
August 1, 1998	3,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as twenty-year fixed-term bonds, for an amount equal to or less than $52,000. However, if they are issued partly as twenty-year fixed-term bonds for an amount greater than $52,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, August 5, 1968, at 8:00 o'clock p.m., in the City Hall, 3350 Grande-Allée, Laflèche, county of Taillon, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Laflèche, (County of Taillon), July 16, 1968.

E. F. TAILLON,
City Clerk.

City Hall, 3350 Grande-Allée,
Laflèche, (Taillon), P.Q.
Téléphone: 676-1866, code 514. 25435

Municipalité de la paroisse de Ste-Julie
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Philippe Huard, secrétaire-trésorier, Bureau de la Corporation, 649, rue St-Joseph, Ste-Julie, comté de Verchères, P.Q., jusqu'à 9 heures du soir, mardi, le 6 août 1968, pour l'achat de $410,000 d'obligations de la paroisse de Ste-Julie, comté de Verchères, datées du 1er août 1968 et remboursables par séries du 1er août 1969 au 1er août 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement le 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant

Municipality of the parish of Ste-Julie
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Philippe Huard, secretary-treasurer, Office of the Corporation, 649 St-Joseph Street, Ste-Julie, county of Verchères, P.Q., until 9:00 o'clock, p.m., Tuesday, August 6, 1968, for the purchase of an issue of $410,000 of bonds for the parish of Ste-Julie, county of Verchères, dated August 1, 1968, and redeemable serially from August 1, 1969 to August 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different

émis à chaque taux different doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 194 — $75,000 — usine d'épuration; 195 — $150,000 — égouts; 196 — $35,000 — aqueduc, réservoir et station de pompage; 197 — $25,000 — égout collecteur; 199 — $100,000 — aqueduc, égouts, pavage; 201 — $25,000 — égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1968.

Tableau d'amortissement — $410,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1969	$ 5,000
1er août 1970	6,000
1er août 1971	6,000
1er août 1972	6,000
1er août 1973	6,000
1er août 1974	7,000
1er août 1975	7,000
1er août 1976	8,000
1er août 1977	8,000
1er août 1978	8,000
1er août 1979	9,000
1er août 1980	10,000
1er août 1981	11,000
1er août 1982	11,000
1er août 1983	12,000
1er août 1984	13,000
1er août 1985	13,000
1er août 1986	14,000
1er août 1987	15,000
1er août 1988	235,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $28,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er août 1988 au montant de $235,000 comprend un solde de $219,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er août 1989	$17,000
1er août 1990	18,000
1er août 1991	18,000
1er août 1992	19,000
1er août 1993	20,000
1er août 1994	23,000
1er août 1995	24,000
1er août 1996	25,000
1er août 1997	27,000
1er août 1998	28,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé payable au pair à Boucherville.

rate must cover one or several entire annual amortizations, such as shown on the tables of redemption in this notice.

By-law Nos: 194 — $75,000 — refining plant; 195 — $150,000 — sewers; 196 — $35,000 — aqueduct, reservoir and a pumping station; 197 — $25,000 — main sewer; 199 — $100,000 — aqueduct, sewers, paving; 201 — $25,000 — sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1968.

Table of redemption — $410,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1969	$ 5,000
August 1, 1970	6,000
August 1, 1971	6,000
August 1, 1972	6,000
August 1, 1973	6,000
August 1, 1974	7,000
August 1, 1975	7,000
August 1, 1976	8,000
August 1, 1977	8,000
August 1, 1978	8,000
August 1, 1979	9,000
August 1, 1980	10,000
August 1, 1981	11,000
August 1, 1982	11,000
August 1, 1983	12,000
August 1, 1984	13,000
August 1, 1985	13,000
August 1, 1986	14,000
August 1, 1987	15,000
August 1, 1988	235,000

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered as 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds with the balance being partly 10-year short-term and partly 20-year fixed-term bonds, provided however that the latter part be for an amount not less than $28,000, and if higher than the latter amount, this part should include only one or several entire annual amortizations, bearing in mind the maturity tables appearing in this notice, beginning by the last years of maturity of the renewable part hereinafter mentioned.However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall include only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of August 1, 1988 in the amount of $235,000, includes a balance of $219,000 renewable for an additional period of 10 years, and maturing as follows:

Year	*Capital*
August 1, 1989	$17,000
August 1, 1990	18,000
August 1, 1991	18,000
August 1, 1992	19,000
August 1, 1993	20,000
August 1, 1994	23,000
August 1, 1995	24,000
August 1, 1996	25,000
August 1, 1997	27,000
August 1, 1998	28,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Boucherville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $235,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $235,000 les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 6 août 1968, à 9 heures du soir, Bureau de la corporation, 649, rue St-Joseph, Ste-Julie, comté de Verchères, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Julie, (Comté de Verchères), ce 10 juillet 1968.

Le secrétaire-trésorier,
PHILIPPE HUARD.

Bureau de la corporation, 649, rue St-Joseph,
Ste-Julie, (Verchères), P.Q.
Téléphone: 649-1112, code 514. 25379-o

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially, or serially and as 20-year fixed-term bonds, for an amount equal to or less than $235,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term for an amount higher than $235,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in conformity with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds at the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 6, 1968, at 9:00 o'clock, p.m., at the office of the corporation, 649 St-Joseph Street, Ste-Julie, county of Verchères, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Julie, (County of Verchères), July 10, 1968.

PHILIPPE HUARD,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, 649 St-Joseph Street,
Ste-Julie, (Verchères), P.Q.
Telephone: 649-1112, code 514. 25379

Cité d'Alma
Comté de Lac St-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul Tremblay, greffier, Hôtel de Ville, 381, rue Saint-Joseph, Alma, comté de Lac Saint-Jean, P.Q., jusqu'à 2 heures de l'après-midi, mardi, le 6 août 1968, pour l'achat de $385,000 d'obligations de la cité d'Alma, comté de Lac St-Jean, datées du 1er août 1968 remboursables par séries du 1er août 1969 au 1er août 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 332 — $91,000 — aqueduc, égouts, préparation d'un programme de rénovation urbaine; 338 — $96,000 — aqueduc, égouts, voirie; 339 — $198,000 — aqueduc, égouts, construction barrages, déboisement, station de pompage.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1968.

Tableau d'amortissement — $385,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1969	$12,000
1er août 1970	12,000
1er août 1971	14,000
1er août 1972	14,000
1er août 1973	14,000

City of Alma
County of Lake St. John

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Paul Tremblay, city clerk, City Hall, 381 St-Joseph Street, Alma, county of Lake Saint John, P.Q., until 2:00 o'clock p.m., Tuesday, August 6, 1968, for the purchase of an issue of $385,000 of bonds for the city of Alma, county of Lake St. John, dated August 1, 1968, and redeemable serially from August 1, 1969 to August 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate of interest is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws Nos: 332 — $91,000 — aqueduct, sewers, preparation of an urban renovation plan; 338 — $96,000 — aqueduct, sewers, roads; 339 — $198,000 — aqueduct, sewers, construction of dams, deforestation, pumping station.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1968.

Table of redemption — $385,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1969	$12,000
August 1, 1970	12,000
August 1, 1971	14,000
August 1, 1972	14,000
August 1, 1973	14,000

1er août 1974	$16,000
1er août 1975	16,000
1er août 1976	17,000
1er août 1977	18,000
1er août 1978	19,000
1er août 1979	19,000
1er août 1980	20,000
1er août 1981	21,000
1er août 1982	22,000
1er août 1983	23,000
1er août 1984	24,000
1er août 1985	25,000
1er août 1986	26,000
1er août 1987	26,000
1er août 1988	27,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $27,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Alma.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $27,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $27,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 6 août 1968, à 2 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 381, rue Saint-Joseph, Alma, comté de Lac Saint-Jean, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Alma, (Comté de Lac Saint-Jean), ce 11 juillet 1968.

Le greffier,
PAUL TREMBLAY.

Hôtel de Ville, Alma,
Comté de Lac St-Jean, P.Q.
Téléphone: 662-6501, code 418. 25434-o

August 1, 1974	$16,000
August 1, 1975	16,000
August 1, 1976	17,000
August 1, 1977	18,000
August 1, 1978	19,000
August 1, 1979	19,000
August 1, 1980	20,000
August 1, 1981	21,000
August 1, 1982	22,000
August 1, 1983	23,000
August 1, 1984	24,000
August 1, 1985	25,000
August 1, 1986	26,000
August 1, 1987	26,000
August 1, 1988	27,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered for ten-year serial bonds with the balance being partly ten-year short-term and partly twenty-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $27,000, and, if higher than this latter amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting at the last years of maturities. The tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall include only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Alma.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as twenty-year fixed-term bonds, for an amount equal to $27,000. However, if they are issued partly as twenty-year fixed-term bonds for an amount greater than $27,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 6, 1968, at 2:00 o'clock p.m., City Hall, 381 Saint-Joseph Street, Alma, county of Lake St. John, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Alma, (County of Lake Saint John), July 11, 1968.

PAUL TREMBLAY,
City Clerk.

City Hall, Alma,
County of Lake St. John, P.Q.
Telephone: 662-6501, code 418. 25434

Ville de Courville
Comté de Montmorency

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Paul-André Robitaille, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 heures 30 du soir, Bureau de la Corporation, 60, avenue du Parc, Courville, comté de Montmorency, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 26, rue Vachon, Courville, comté de Montmorency, P.Q., lundi, le 5 août 1968, pour l'achat de $267,000 d'obligations de la ville de Courville, comté de Montmorency, datées du 1er août 1968 et remboursables par séries du 1er août 1969 au 1er août 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 182 — $42,000 — achat d'immeubles; 207 — $225,000 — construction d'un réservoir d'eau.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1968.

Tableau d'amortissement — $267,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1969	$ 3,500
1er août 1970	3,500
1er août 1971	3,500
1er août 1972	4,000
1er août 1973	4,000
1er août 1974	4,500
1er août 1975	4,500
1er août 1976	5,000
1er août 1977	5,000
1er août 1978	5,500
1er août 1979	5,500
1er août 1980	6,000
1er août 1981	6,000
1er août 1982	6,500
1er août 1983	7,000
1er août 1984	7,500
1er août 1985	8,000
1er août 1986	8,000
1er août 1987	9,000
1er août 1988	160,500

De plus des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $2,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Town of Courville
County of Montmorency

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Paul-André Robitaille, secretary-treasurer, until 7.30 o'clock, p.m., Office of the Corporation, 60 du Parc Avenue, Courville, county of Montmorency, P.Q., and after until 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 26 Vachon Street, Courville, county of Montmorency, P.Q., Monday, August 5, 1968, for the purchase of an issue of $267,000 of bonds for the town of Courville, county of Montmorency, dated August 1, 1968, and redeemable serially from August 1, 1969 to August 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than the rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the tables of redemption in the present notice.

By-law Nos: 182 — $42,000 — purchasing of immovables; 207 — $225,000 — construction of a water tank.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1968.

Table of redemption — $267,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1969	$ 3,500
August 1, 1970	3,500
August 1, 1971	3,500
August 1, 1972	4,000
August 1, 1973	4,000
August 1, 1974	4,500
August 1, 1975	4,500
August 1, 1976	5,000
August 1, 1077	5,000
August 1, 1978	5,500
August 1, 1979	5,500
August 1, 1980	6,000
August 1, 1981	6,000
August 1, 1982	6,500
August 1, 1983	7,000
August 1, 1984	7,500
August 1, 1985	8,000
August 1, 1986	8,000
August 1, 1987	9,000
August 1, 1988	160,500

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered as 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds with the balance being partly 10-year short-term and partly 20-year fixed-term bonds, provided however that the latter part be for an amount not less than $2,500, and if higher than the latter amount, this part should include only one or several entire annual amortizations, bearing in mind the maturity tables appearing in this notice, beginning by the last years of maturity of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

L'échéance du 1er août 1988 au montant de $160,500 comprend un solde de $151,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er août 1989	$10,000
1er août 1990	10,500
1er août 1991	11,500
1er août 1992	12,000
1er août 1993	12,500
1er août 1994	13,000
1er août 1995	14,000
1er août 1996	15,000
1er août 1997	16,000
1er août 1998	17,000
1er août 1999	1,500
1er août 2000	1,500
1er août 2001	1,500
1er août 2002	2,000
1er août 2003	2,000
1er août 2004	2,000
1er août 2005	2,000
1er août 2006	2,000
1er août 2007	2,500
1er août 2008	2,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $160,500. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à 160,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 5 août 1968, à 7 heures 30 du soir, Hôtel de Ville, 26, rue Vachon, Courville, comté de Montmorency, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Courville, (Comté de Montmorency), ce 10 juillet 1968.

Le secrétaire-trésorier,
PAUL-ANDRÉ ROBITAILLE.

Bureau de la Corporation, 60, avenue du Parc,
Courville, (Montmorency), P.Q.
Téléphone: 661-8481, code 418. 25384-o

The maturity of August 1, 1988 in the amount of $160,500 includes a balance of $151,000 renewable for an additional period of 20 years, and maturing as follows:

Year	*Capital*
August 1, 1989	$10,000
August 1, 1990	10,500
August 1, 1991	11,500
August 1, 1992	12,000
August 1, 1993	12,500
August 1, 1994	13,000
August 1, 1905	14,000
August 1, 1996	15,000
August 1, 1997	16,000
August 1, 1998	17,000
August 1, 1999	1,500
August 1, 2000	1,500
August 1, 2001	1,500
August 1, 2002	2,000
August 1, 2003	2,000
August 1, 2004	2,000
August 1, 2005	2,000
August 1, 2006	2,000
August 1, 2007	2,500
August 1, 2008	2,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauport.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially, or serially and as 20-year fixed-term bonds, for an amount equal to or less than $160,500. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term for an amount higher than $160,500 the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in conformity with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds at the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, August 5, 1968, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 26 Vachon Street, Courville, county of Montmorency, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Courville, (County of Montmorency), July 10, 19 8.

PAUL-ANDRÉ ROBITAILLE,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, 60 du Parc Avenue,
Courville, (Montmorency), P.Q.,
Telephone: 661-8481, code 418. 25384

La Commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield

Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Michel-A. Rousseau, secrétaire-trésorier, Bureau de la Commission Scolaire, 130, rue Ambassador, Pointe-Claire, comté de Robert Baldwin, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mer-

The Catholic School Commission of Pointe-Claire and Beaconsfield

County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Michel-A. Rousseau, secretary-treasurer, School Commission Office, 130 Ambassador Street, Pointe-Claire, county of Robert Baldwin, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Wednesday, August 7, 1968, for the purchase of

credi, le 7 août 1968, pour l'achat de $1,777,500 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield, comté de Robert Baldwin, datées du 1er mai 1968 et remboursables par séries du 1er août 1969 au 1er août 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolutions datées des: 10 juillet 1967 — $658,500 — construction de l'école Greendale; 10 juillet 1967 — $655,000 — construction de l'école Mgr Deschamps; 23 octobre 1967 — $464,000 — agrandissement de l'école secondaire Saint-Thomas.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1968.

Tableau d'amortissement — $1,777,500 — 20 ans

Année		*Capital*
1er août 1969	x	$132,500
1er août 1970	x	142,500
1er août 1971	x	153,000
1er août 1972	x	164,000
1er août 1973	x	177,000
1er août 1974	x	147,000
1er août 1975		37,000
1er août 1976		40,000
1er août 1977		43,000
1er août 1978		46,000
1er août 1979		49,000
1er août 1980		53,000
1er août 1981		57,000
1er août 1982		61,000
1er août 1983		66,000
1er août 1984		71,000
1er août 1985		75,000
1er août 1986		81,000
1er août 1987		88,000
1er août 1988		95,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $944,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements annuels égaux de $164,500 chacun et un dernier versement de $121,500 de 1969 à 1974 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $95,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéance apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Claire.

an issue of $1,777,500 of bonds for the Catholic School Commissioners of Pointe-Claire and Beaconsfield, county of Robert Baldwin, dated May 1, 1968, and redeemable serially from August 1, 1969 to August 1, 1988, inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the tables of redemption in the present notice.

Resolutions dated: July 10, 1967 — $658,500 — construction of Greendale School: July 10, 1967 — $655,000 — construction of Mgr. Deschamps School: October 23, 1967 — $464,000 — enlargment of Saint-Thomas secondary School.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1968.

Table of redemption — $1,777,500 — 20 years

Year		*Capital*
August 1, 1969	x	$132,500
August 1, 1970	x	142,000
August 1, 1971	x	153,000
August 1, 1972	x	164,000
August 1, 1973	x	177,000
August 1, 1974	x	147,000
August 1, 1975		37,000
August 1, 1976		40,000
August 1, 1977		43,000
August 1, 1978		46,000
August 1, 1979		49,000
August 1, 1980		53,000
August 1, 1981		57,000
August 1, 1982		61,000
August 1, 1983		66,000
August 1, 1984		71,000
August 1, 1985		75,000
August 1, 1986		81,000
August 1, 1987		88,000
August 1, 1988		95,000

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $944,000 granted by the Provincial Government and payable in five equal instalments of $164,500 each and a last instalment of $121,500 from 1969 to 1974 inclusively will be received and applied to the service of this loan.

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as 10-year or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds with the balance being partly as 10-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds, provided however that this latter part be for not less than an amount of $95,000, and if higher than this latter amount, this part should include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, beginning at the last years of maturities. However tenders shall be sent for one only of the above methods of issue and shall include only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Claire.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $95,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $95,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intrêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mercredi, le 7 août, à 7.30 heures du soir, Bureau de la Commission Scolaire, 130, rue Ambassador, Pointe-Claire, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-Claire et Beaconsfield, (Comté de Robert Baldwin), ce 16 juillet 1968.

Le secrétaire-trésorier,
MICHEL-A. ROUSSEAU.

Bureau de la Commission Scolaire,
130, rue Ambassador, Pointe-Claire,
Comté de Robert Baldwin, P.Q.,
Téléphone: 697-6320, code 514. 25437-o

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term for an amount equal to $95,000. However, if they are issue partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $95,000 the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held, Wednesday, August 7, 1968, at 7:30 p.m., School Commission Office, 130 Ambassador Street, Pointe-Claire, county of Robert Baldwin, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-Claire and Beaconsfield, (County of Robert Baldwin), July 16, 1968.

MICHEL-A. ROUSSEAU,
Secretary-Treasurer.

School Commission Office,
130 Ambassador Street, Pointe-Claire,
County of Robert Baldwin, P.Q.
Telephone: 697-6320, code 514. 25437

Ville de La Prairie
Comté de Napierville-Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léopold Péladeau, greffier, Hôtel de ville, 600, boulevard Sainte-Elizabeth, La Prairie, comté de Napierville-Laprairie, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mercredi, le 7 août 1968, pour l'achat de $146,500 d'obligations de la ville de La Prairie, comté de Napierville-Laprairie, datées du 1er août 1968 et remboursables par séries du 1er août 1969 au 1er août 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 283 — $90,000 — aqueduc; 313 — $36,500 — aqueduc, égouts; 332 — $20,000 — acquisition de terrains.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1968.

Tableau d'amortissement — $146,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1969	$ 5,500
1er août 1970	5,500
1er août 1971	5,500
1er août 1972	5,500

Town of La Prairie
County of Napierville-Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned, Léopold Péladeau, City Clerk, Town Hall, 600 Sainte-Elizabeth Boulevard, La Prairie, county of Napierville-Laprairie, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Wednesday, August 7, 1968, for the purchase of an issue of $146,500 of bonds for the town of La Prairie, county of Napierville-Laprairie, dated August 1, 1968 and redeemable serially from August 1, 1969 to August 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate should cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws Nos: 283 — $90,000 — aqueduct; 313 — $36,500 — aqueduct, sewers; 332 — $20,000 — purchase of lands.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1968.

Table of redemption — $146,500 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1969	$ 5,500
August 1, 1970	5,500
August 1, 1971	5,500
August 1, 1972	5,500

1er août 1973	$ 5,500
1er août 1974	6,000
1er août 1975	6,000
1er août 1976	6,000
1er août 1977	7,000
1er août 1978	7,000
1er août 1979	7,500
1er août 1980	7,500
1er août 1981	7,500
1er août 1982	8,500
1er août 1983	9,000
1er août 1984	9,000
1er août 1985	9,000
1er août 1986	9,000
1er août 1987	10,000
1er août 1988	10,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $10,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéance apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Prairie.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $10,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $10,000 les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 7 août 1968, à 8.30 heures du soir, Hôtel de ville, 600, boulevard Sainte-Elizabeth, La Prairie, comté de Napierville-Laprairie, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Prairie, (Comté de Napierville-Laprairie), ce 16 juillet 1968.

Le greffier,
LÉOPOLD PÉLADEAU.

Hôtel de ville, 600, boulevard Ste-Elizabeth,
La Prairie, comté de Napierville-Laprairie, P.Q.
Téléphone: 659-1947, code 514. 25436-o

August 1, 1973	$ 5,500
August 1, 1974	6,000
August 1, 1975	6,000
August 1, 1976	6,000
August 1, 1977	7,000
August 1, 1978	7,000
August 1, 1979	7,500
August 1, 1980	7,500
August 1, 1981	7,500
August 1, 1982	8,500
August 1, 1983	9,000
August 1, 1984	9,000
August 1, 1985	9,000
August 1, 1986	9,000
August 1, 1987	10,000
August 1, 1988	10,000

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered for ten-year serial bonds with the balance being partly ten-year short-term and partly twenty-year fixed-term bonds, provided however that the latter part be for an amount not less than $10,000, and if higher than the latter amount, this part should include only one or several entire annual amortizations, bearing in mind the maturity tables appearing in this notice, beginning by the last years of maturity. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The sucessful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at La Prairie.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation when issued serially, or serially ... twenty-year fixed-term bonds, for an amount equal to $10,000. However, if they are issued partly as twenty-year fixed-term bonds for an amount greater than $10,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in conformity with the issue maturity table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds at the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders shall be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, August 7, 1968, at 8:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 600 Sainte-Elizabeth Boulevard, La Prairie, county of Napierville-Laprairie, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Prairie, (County of Napierville-Paprairie), July 16, 1968.

LÉOPOLD PÉLADEAU,
City Clerk.

Town Hall, 600 Sainte-Elizabeth Boulevard,
La Prairie, county of Napierville-Laprairie, P.Q
Telephone: 659-1947, code 514. 25436

Syndicat professionnel

Fédération des Employés de l'Industrie Minière inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 21 juin 1968, décrété la fin de l'existence corporative de la « Fédération Nationale des Employés de l'Industrie Minière inc. », dont la constitution, sous le nom primitif de « Fédération Catholique des Employés de l'Amiante de la Province », a été autorisée le 15 juillet 1937, et dont le siège social est situé à Thetford-Mines, et ce, en vertu de l'article 25 de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Conformément au paragraphe *d*) de l'article 24 de la Loi des syndicats professionnels, le solde de l'actif est affecté à la « Fédération Canadienne des Métallurgistes et des Mineurs (CSN) », et à la « Société des Travailleurs des Mines, inc. ».

Québec, le 4 juillet 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

25372-o 51-37

Professional Syndicate

Fédération des Employés de l'Industrie Minière inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on June 21, 1968, put an end to the corporative existence of "Fédération Nationale des Employés de l'Industrie Minière inc.", whose incorporation, under the primitive name of "Fédération Catholique des Employés de l'Amiante de la Province", was authorized on July 15, 1937, and whose head office is situated at Thetford-Mines, and such, pursuant to section 25 of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

In conformity with paragraph (*d*) of section 24 of the Professional Syndicates Act, the balance of the assets is affected to "Fédération Canadienne des Métallurgistes et des Mineurs (CSN)", and to "Société des Travailleurs des Mines, inc.".

Québec, July 4, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

25372 51-37

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, No. 33-509 { LOUIS-PHILIPPE GRONDIN, cultivateur, Ste-Marie de Beauce & JEAN-PAUL GRONDIN, cultivateur, St-Joseph de Beauce demandeurs; *vs* JEAN-MARIE GRONDIN, 5544 Charleroi, Montréal-Nord, défendeur.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit:

« Un terrain étant partie du lot quatorze cent quatre-vingt-six (P. 1486) du cadastre de St-François, Beauce, mesurant dans sa ligne nord-ouest, qui borne à l'emplacement d'École, cent soixante et un pieds (161′); dans sa ligne nord-est, qui borne au chemin public, cent quatre-vingt-six pieds (186′); et dont la ligne sud-est mesure d'abord quatre-vingt-cinq pieds (85′) à compter du chemin public, puis, fait une équerre de cinquante-quatre pieds pour se continuer sur une longueur de cinquante pieds (50′) et borné au terrain de Léo Grondin; et dont la ligne sud-ouest mesure d'abord cent trente-deux pieds (132′) à compter de l'emplacement d'École, puis fait une équerre de cinquante pieds, pour se continuer sur une longueur de cinquante-quatre pieds (54′) et borné aussi au terrain de Léo Grondin; le tout mesure anglaise. Avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Avec les servitudes actives et sujet aux servitudes passives, s'il s'en trouve, suivant titres. Sujet aux droits de mines en faveur de qui de droit, suivant titres.

Avec droit de passage à pieds et à voitures de toutes sortes, dans cette partie de la montée de Léo Grondin, allant du chemin public, au terrain ci-dessus décrit, d'un accès de vingt-cinq pieds (25′) anglais sur la ligne sud-est dudit terrain à compter du chemin public.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been siezed, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Canada — Province of Québec
District of Beauce

Superior Court: No. 33-509. { LOUIS-PHILIPPE GRONDIN, farmer Ste-Marie de Beauce, & JEAN-PAUL GRONDIN, farmer, St-Joseph de Beauce, plaintiffs, *vs* JEAN-MARIE GRONDIN 5544, Charleroi, Montreal-North, defendant.

The immovable hereafter described to be sold:

"A piece of land being part of lot one thousand four hundred and eighty six (P. 1486) of the cadastre of St-François, Beauce, measuring on its north-west line, the boundary of which is found at École emplacement, one hundred and sixty-one feet (161′); on its north-east line, the boundary of which is bound on the public road, one hundred and eighty-six feet (186′); and whose south-east line measures eighty-five feet (85′) from and after the public road, then, makes a square of fifty feet (50′) and bounds on the land of Léo Grondin; and whose south-west line measures one hundred and thirty-two feet (132′) from and after Ecole emplacement, then makes a square of fifty feet, continuing on a lenght of fifty-four feet (54′) and bounded also by the land of Léo Grondin; the whole English measure. With buildings circumstances and dependancies.

With active servitudes and subject to passive servitudes, if existing, according to deeds. Subject to mining rights in favor of whom it may concern, according to deeds.

With a right of way on foot and by vehicles of all kinds, on this part of Léo Grondin Montée, going from the public road to the land hereabove described, of an access of twenty-five English feet (25′) on the south-east line of the said land from and after the public road.

Avec aussi le droit de s'approvisionner gratuitement d'eau, à même le réservoir de M. Léo Grondin, situé vers l'ouest du terrain ci-dessus décrit, et de s'embrancher au tuyau d'adduction dudit Léo Grondin, passant au sud-ouest dudit terrain; et ce, en contribuant en part égale avec M. Léo Grondin et ayants droit, aux réparations d'entretien et de renouvellement de ces tuyaux et réservoir, suivant titres. »

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement de la division de Beauce, à Beauceville-Est, Comté de Beauce, le VINGTIÈME jour d'AOÛT 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
le 10 juillet 1968.

25424-o

Also including the right to a free water supply, directly from the reservoir of Mr. Léo Grondin, situated on the west of the land hereabove described, and branching off to the water supply pipe of the said Léo Grondin, passing on the southwest of the said land; and such, by contributing an equal share with Mr. Léo Grondin and rightful owners to maintenance repairs and renewal of these pipes and reservoirs, according to deeds.

To be sold at the Registry Office of the Division of Beauce, at Beauceville-East, County of Beauce, on the TWENTIETH day of AUGUST, 1968, at TEN o'clock in the morning.

ADALBERT LESSARD,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
July 10, 1968.

25424

BEAUHARNOIS

Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, No 10659. { VALLEYFIELD READY MIX INC., corporation légalement constituée,

opérant et ayant une place d'affaires à Salaberry-de-Valleyfield, district de Beauharnois, demanderesse, *contre* LUCIEN DAOUST, entrepreneur général, domicilié à 549, rue Larocque, Salaberry-de-Valleyfield, district de Beauharnois, défendeur, a obtenu devant notre Cour Supérieure dans notre district de Beauharnois, jugement déclarant l'immeuble suivant à sacoir:

« Une certaine partie du lot numéro 255 des plan et livre de renvois officiels de la paroisse Ste-Cécile, située dans la cité de Salaberry-de-Valleyfield, mesurant 75 pieds de largeur par 85 pieds de profondeur et bornée au nord par la ligne de division entre les lots numéros 255 et 256 du cadastre de la paroisse de Ste-Cécile, à l'est par la rue Jeanne-Mance, au sud et à l'ouest par d'autres parties dudit lot numéro 255; avec les bâtisses dessus construites et en particulier une maison d'habitation comprenant quatre logements et portant les numéros civiques 540, 540a, 542, 542a de la rue Jeanne-Mance à Salaberry-de-Valleyfield. »

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice, Valleyfield, le VINGT ET UNIÈME jour du mois d'AOÛT 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
ERNEST LEBLANC.

Bureau du shérif,
Salaberry-de-Valleyfield,
le 11 juillet 1968.

25381-o

BEAUHARNOIS

Bonis et de Terris
District of Beauharnois

Superior Court, No. 10659. { VALLEYFIELD READY MIX INC., a corporation legally incorporated,

operating and having a business place at Salaberry-de-Valleyfield, district of Beauharnois, plaintiff, *against* LUCIEN DAOUST, general contractor, residing at 549 Larocque Street, Salaberry-de-Valleyfield, district of Beauharnois, defendant, has obtained before our Superior Court, in our district of Beauharnois, judgment declaring the following immovable, to wit:

"A certain part of lot number 255 on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Cécile, situated in the city of Salaberry-de-Valleyfield, meausring 75 feet in width by 85 feet in depth and bounded on the north by the line of division between lot numbers 255 and 256 of the cadastre of the parish of Ste-Cécile, on the east by Jeanne-Mance Street, on the south and west by other parts of said lot number 255; with buildings constructed thereon and in particular an apartment house including four apartments bearing civic numbers 540, 540a, 542, 542a of Jeanne-Mance Street, in Salaberry-de-Valleyfield."

To be sold at the sheriff's office, at the court house, in Valleyfield, on the TWENTY-FIRST day of the month of AUGUST, 1968, at TEN o'clock in the morning.

ERNEST LEBLANC,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Salaberry-de-Valleyfield,
July 11, 1968.

25381

BEDFORD

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 749 787. { JANINA TOMERA, épouse séparée de biens de Zygmunt Lustig, domiciliée à Montréal, à

5182, Esplanade, demanderesse, *contre* JAN TOMERA, fermier, R.R. 3, Mansoville, ou bien à 5208, Saint-Urbain, Montréal, défendeur.

Description des immeubles à saisir.

« Une certaine ferme, propriété connue au cadastre officiel du canton Potton, division d'enregistrement du comté de Brome comme étant:

BEDFORD

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 749 787. { JANINA TOMERA, wife separate as to property of Zygmunt Lustig, domiciled at Montreal,

5182 Esplanade, plaintiff, *versus* JAN TOMERA, farmer, R.R. 3, Mansoville or else 5208 Saint-Urbain, Montreal, defendant.

Description of the immovables to be seized.

"A certain farm property known upon the official cadastre for the township of Potton, in the Brome county registration division, as being

A) Les lots de terre numéros huit cent deux, huit cent trois et huit cent quatre (nos 802, 803 et 804) comprenant cent vingt et un acres et demi, plus ou moins;

B) partie du lot numéro huit cent cinq (ptie No 805) décrit et borné comme suit:

En commençant à l'angle nord-ouest du lot No 804, sur le côté est du chemin public et de là, en allant vers le nord, en suivant la ligne du chemin, une distance de vingt-huit pieds et cinq dixièmes (28.5′) jusqu'à un certain point; de là, dans une direction est, une distance de cent soixante-neuf pieds (169′) jusqu'à un point marqué d'un pieu à soixante-dix-sept pieds (77′) au nord d'un autre chemin public formant la limite sud dudit lot; de là, en direction sud, une distance de soixante-dix-sept pieds (77′) jusqu'au dit chemin public, de là, vers l'ouest, en suivant le chemin public sur une distance de quatre-vingt-seize pieds (96′) jusqu'à l'angle sud-est du lot No 804; de là, en direction nord et ouest, suivant les lignes est et nord du lot No 804 jusqu'au point de départ. Borné vers le nord et l'est par le résidu dudit lot No 805, vers le sud par un chemin public et le lot No 804, vers l'ouest par le lot No 804 et un autre chemin public.

C) Une partie du lot numéro sept cent onze (ptie No 711), représentant tout le terrain dudit lot s'étendant du côté est du droit de passage abandonné de la Orford Mountain Railway, partie du même lot; comprenant environ cinquante acres, sans garantie de mesure précise; borné au nord par le lot No 713; vers l'est par le lot No 802, vers le sud par le lot No 710 et vers l'ouest par l'ancien droit de passage de Orford Mountain Railway. Avec les bâtisses et améliorations existantes. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Brome, à Knowlton, district de Bedford, le VINGT ET UNIÈME jour d'AOÛT 1968, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
ANTONIN BOURASSA.
Cowansville, le 9 juillet 1968. 25392

(A) The lots of land numbers eight hundred and two, eight hundred and three and eight hundred and four (Nos. 802, 803 and 804) containing one hundred and twenty-one and one half acres, more of less.

(B) Part of lot number eight hundred and five (Pt. No. 805) described and bounded as follows:

Commencing at the northwest corner of lot No. 804 on the easterly side of a public road, and thence, running northerly, following the road line, a distance of twenty eight and five tenths (28.5′) feet to a point; thence, in an easterly direction, a distance of one hundred and sixty-nine feet (169′) to a point staked at seventy-seven (77′) northerly from an other public road forming the southerly boundary of said lot; thence in a southerly direction, the distance of seventy-seven feet (77′) to the said public road; thence westerly, following the public road a distance of ninety-six feet (96′) to the southeast corner of lot No. 804; thence in a northerly and westerly direction, following the east and north lines of the lot No. 804, to the point of commencement. Bounded towards the north and east by the remainder of said lot No. 805, towards the south by a public road, and the lot No. 804, towards the west by the lot No. 804 and an other public road.

(C) Part of the lot number seven hundred and eleven (Pt. No. 711),being all the land of said lot lying on the easterly side of the abandoned Orford Mountain Railway, right of way, part of same lot; containing about fifty acres, without warranty of precise measurements; bounded toward the north by the lot No. 713; towards the east by lot No. 802, towards the south by lot No. 710, and towards the west by the former Orford Mountain Railway right of way. With the buildings and the improvements thereon."

To be sold at the Brome registry office, at Knowlton, district of Bedford, on the TWENTY-FIRST day of AUGUST, 1968, at THREE o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff.
Cowansville, July 9, 1968. 25392-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 39,433. ROBERT GAUTHIER contremaître en mécanique de la cité de Chicoutimi, demandeur *vs* RENÉ LEFAIVRE, de la cité de Québec et YVON DELWAIDE, de Chicoutimi en leur qualité de syndic à la faillite de Ernest Gauthier et Johnny Gauthier, défendeurs et ERNEST GAUTHIER et JOHNNY GAUTHIER, tous deux de Chicoutimi, et OMER LAPOINTE et LÉONIDAS GAGNON, en leur qualité de régistrateur pour la division d'enregistrement de Chicoutimi, mis en cause.

« Les lots numéros 1172 et 11 et 924 (1172-11 et 924-11) au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, avec bâtisses et dépendances, toutes les machines, machineries, outillages qui sont incorporés auxdites bâtisses et qui par le fait même en sont immeuble; sauf à distraire en faveur de monsieur Henri Desbiens le terrain suivant:

Un emplacement formant partie du lot numéro 1172-11 au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, mesurant 50 pieds par 100 pieds de l'est à

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District of Chicoutimi

Superior Court, No. 39,433. ROBERT GAUTHIER, foreman in mechanics for the city of Chicoutimi, plaintiff, *vs* RENÉ LEFAIVRE, of the city of Québec and YVON DELWAIDE, of Chicoutimi, in their capacity of public trustee in the bankruptcy of Ernest Gauthier and Johnny Gauthier, defendants, and ERNEST GAUTHIER and JOHNNY GAUTHIER, both of Chicoutimi, and OMER LAPOINTE and LÉONIDAS GAGNON, in their capacity of registrars for the Chicoutimi registry division, mis en cause.

"Lots numbers 1172 and 11 and 924 (1172-11 and 924-11) of the official cadastre for the town of Chicoutimi, with buildings and dependencies, all machines, machineries, equipment which are incorporated with the said buildings and which are therefor immovables; save to withdraw in favour of Mr. Henri Desbiens the following piece of land:

An emplacement being part of lot number 1172-11 on the official cadastre for the town of Chicoutimi, measuring 50 feet by 100 feet from

l'ouest, et est compris dans les bornes suivantes: à l'ouest par le chemin (Chemin St-Paul) ou nouvelle rue Taché, au sud par le lot numéro 1172-12, au nord et à l'est par le résidu dudit lot numéro 1172-11. »

Pour être vendus « en bloc » au bureau du shérif, palais de justice, Chicoutimi, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'AOÛT 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du shérif,
Chicoutimi, le 16 juillet 1968.

25425-o

East to West, and which is contained within the following limits: to the west by the road (Chemin Saint-Paul), or new Taché Street, to the south by lot number 1172-12, to the north and on the east by the remainder of the said lot number 1172-11."

To be sold "en bloc" at the sheriff's office, court house, Chicoutimi, on the TWENTY-SECOND day of the month of AUGUST, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, July 16, 1968.

25425

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 10579. { CHARTER CREDIT CORPORATION, corps politique et incorporé,

dûment constitué suivant la loi, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* EMRYS LYNCH, gentilhomme de route rurale No 4, dans la Ville d'Ottawa, province d'Ontario, défendeur.

« Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante-neuf de la subdivision du lot numéro deux cent cinquante (ptie 250-59), aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier un de la cité de Hull, mesurant cent vingt-neuf pieds (129′) de largeur dans sa limite nord, sur la rue Beaudoin et quatre-vingt-treize pieds et neuf pouces (93′9″) de largeur dans sa limite sud, par cent quatre-vingt-huit pieds (188′) de profondeur dans sa limite ouest et borné au nord par ladite rue Beaudoin, à l'est par partie du lot 250-59, au sud et à l'ouest par partie du même lot; avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances et tel que le tout se trouve actuellement. »

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Hull, le SEPTIÈME jour du mois d'AOÛT 1968, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
ce 9 juillet, 1968.

25426-o

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 10579. { CHARTER CREDIT CORPORATION, a body politic and corporate,

duly incorporated according to law, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* EMRYS LYNCH, gentleman of Rural Route No. 4, in the city of Ottawa, Province of Ontario, defendant.

"An emplacement known and designated as being lot number fifty-nine of the subdivision of lot number two hundred and fifty (pt. 250-59), on the official plan and in the book of reference for ward one of the city of Hull, measuring one hundred and twenty-nine feet (129′) in width on its north boundary, on Beaudoin St., and ninety-three feet and nine inches (93′9″) in width on its south boundary, by one hundred and eighty-eight feet (188′) in depth on its west boundary, and bounded on the north by said Beaudoin St., on the east by part of lot 250-59, on the south and on the west by part of the same lot; with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, and as the whole is presently to be found."

To be sold in my office, in the Court House of the City of Hull, on the SEVENTH day of the month of AUGUST 1968, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
July 9, 1968.

25426-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 747 155. { ROY MARCHAND LTÉE, demanderesse *vs* MAXTATE INVESTMENT CORPORATION, défenderesse.

Un certain emplacement ayant front sur la rue Sunny Side en la cité de Westmount, de figure irrégulière, connu et désigné comme étant la subdivision 436 du lot originaire 282 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, division d'enregistrement de Montréal avec les bâtisses dessus érigées et en voie de construction, ayant une superficie totale de 7,816′ pieds carrés, mesures anglaises.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOÛT 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
BERNARD SARRAZIN, C.R.

Bureau du shérif,
Montréal, ce 11 juillet 1968.

25397-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 747 155. { ROY MARCHAND LTÉE, plaintiff, *vs* MAXTATE INVESTMENT CORPORATION, defendant.

A certain emplacement having front on Sunny Side Street in the city of Westmount, of irregular figure, known and designated as being subdivision 436 of original lot 282 on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, registration division of Montreal, with the buildings in the course of construction thereon, having a total superficial area of 7,816′ square feet, English measure.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY-SECOND day of AUGUST, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, July 11, 1968.

25397

Fieri Facias de Terris

Cour Provinciale — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 144 177. { ALMA FINANCE LIMITÉE, demanderesse, *vs* LUCIEN WILSON, défendeur.

Un terrain ayant front sur le chemin public appelé Montée Wilson, paroisse de l'Ile Bizard, faisant partie du lot No 4 (P. 4) du cadastre de ladite paroisse de l'Ile Bizard, mesurant cent quatre-vingt-dix (190) pieds en avant sur ladite Montée Wilson et cent quatre-vingt-dix (190) pieds en arrière sur cent trente-cinq (135) pieds de profondeur en mesure anglaise pour le plus et le moins, bornée comme suit: en arrière, vers le sud-ouest et des deux autres côtés vers le nord-ouest et le sud-est par le résidu du même lot No 4 avec bâtisse y érigée, portant le numéro civique 1254 rue Wilson, Ile Bizard.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOÛT 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, ce 11 juillet 1968. 25393

Fieri Facias de Terris

Provincial Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 144 177. { ALMA FINANCE LIMITÉE, plaintiff, *vs* LUCIEN WILSON, defendant.

A lot of land fronting on the public road called Montée Wilson, parish of Ile Bizard, forming part of lot No. 4 (P. 4) in the cadastre of the said parish of Ile Bizard, measuring one hundred and ninety feet (190) in front on said Montée Wilson and one hundred and ninety feet (190) in the rear by one hundred and thirty-five feet (135) in depth, English measure and more or less, and bounded as follows: in the rear, on the southwest and on the two other sides, on the northwest and southeast, by the remainder of the same lot No. 4, with the building erected thereon, bearing civic number 1254 Wilson St., Ile Bizard.

To be sold in may office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, July 11, 1968. 25393

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 747 307. { LOUIS BELLE-ISLE LUMBER INC., demanderesse, *vs* FORMCRETE LTD., défenderesse.

«*a*) Ce certain emplacement ayant front sur la rue de la Fabrique, en la cité de Laval, connu et désigné comme étant la subdivision trois cent trente-quatre du lot originaire numéro deux cent vingt et un (221-334) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose; avec le bungalow dessus en voie de construction.

b) Ce certain emplacement ayant front sur la rue de la Fabrique, en la cité de Laval, connu et désigné comme étant la subdivision trois cent trente-cinq du lot originaire numéro deux cent vingt et un (221-335) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose; avec le bungalow dessus en voie de construction.

c) Ce certain emplacement ayant front sur la rue de la Fabrique, en la cité de Laval, connu et désigné comme étant la subdivision trois cent trente-six de lot originaire numéro deux cent vingt et un (221-336) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose; avec le bungalow dessus en voie de construction.

d) Ce certain emplacement ayant front sur la rue Foster, en la cité de Laval, connu et désigné comme la resubdivision numéro deux de la subdivision quatre-vingt du lot originaire numéro deux cent vingt et un (221-80-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose; avec le bungalow dessus en voie de construction et portant le numéro civique 534, rue Foster;

e) Ce certain emplacement ayant front sur la rue Foster, en la cité de Laval, connu et désigné comme étant la subdivision numéro soixante-dix-huit du lot originaire numéro deux cent vingt et un (221-78) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose; avec le bungalow dessus en voie de construction et portant le numéro civique 548, rue Foster.

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 747 307. { LOUIS BELLE-ISLE LUMBER INC., plaintiff, *vs* FORMCRETE LTD., defendant.

"(*a*) That certain emplacement fronting on Fabrice Street, in the City of Laval, known and designated as subdivision three hundred and thirty-four of original lot number two hundred and twenty-one (221-334) on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Rose; with the bungalow in the course of construction thereon;

(*b*) That certain emplacement fronting on Fabrice Street, in the City of Laval, known and designated as subdivision three hundred and thirty-five of original lot number two hundred and twenty-one (221-335) on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Rose; with the bungalow in the course of construction thereon;

(*c*) That certain emplacement fronting on Fabrice Street, in the City of Laval, known and designated as subdivision three hundred and thirty-six of original lot number two hundred and twenty-one (221-336) on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Rose; with the bungalow in the course of construction thereon;

(*d*) That certain emplacement fronting on Foster Street, in the City of Laval, known and designated as resubdivision number two of subdivision eighty of original lot number two hundred and twenty-one (221-80-2) on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Rose; with the bungalow in the course of construction thereon bearng Civic number 534 Foster Street;

(*e*) That certain emplacement fronting on Foster Street, in the City of Laval, known and designated as subdivision number seventy-eight of original lot number two hundred and twenty-one (221-78) on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Rose; with the bungalow in the course of construction thereon bearing civic number 548 Foster Street;

f) Ce certain emplacement ayant front sur la rue Foster, en la cité de Laval, connu et désigné comme étant la subdivision numéro soixante-dix-neuf du lot originaire numéro deux cent vingt et un (221-79) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose; avec le bungalow dessus en voie de construction et portant le numéro civique 542, rue Foster. »

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Laval, en la cité de Laval, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOÛT 1968, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, P.Q., 11 juillet 1968. 25395

Fieri Facias de Terris
Cour Provincial — District de St-François

Montréal, à savoir: No. 7013. { INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION, demanderesse *vs* Dame THÉRÈSE POULIN, épouse commune en biens de Armand Poulin, et ledit ARMAND POULIN, défendeurs.

« Un immeuble situé en la Ville de Laval, quartier Ste-Rose (Fabreville), connu et désigné comme étant composé des lots numéros un, deux, trois, quatre, cinq et six de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt et un (121-1, 2, 3, 4, 5, 6,) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, comté de Laval.

Avec la maison y construite, portant le numéro 3895 du boulevard Ste-Rose, ville de Laval.

Tel que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve, et plus spécialement avec une servitude en faveur de la ville de Laval, tel que plus amplement décrite à l'acte enregistré à Laval sous le numéro 146038, cette servitude n'affectant que le lot 121-6. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, à Laval, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOÛT 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, ce 11 juillet 1968. 25396-o

Fieri Facias de Terris
Provincial Court — District of St. Francis

Montreal, to wit: No. 7013. { INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION, plaintiff, *vs* Dame THÉRÈSE POULIN, wife common as to property of Armand Poulin, and the said ARMAND POULIN, defendants.

"An immovable situated in the Town of Laval, Ste-Rose Ward (Fabreville), known and designated as being composed of lots numbers one, two, three, four, five and six of the official subdivision of original lot number one hundred and twenty-one (121-1, 2, 3, 4, 5, 6) on the official plan and in the book of reference of the Parish of Ste-Rose, county of Laval.

With the house constructed thereon, bearing number 3895 Ste-Rose Blvd., Town of Laval.

The whole as it is presently to be found, without exception nor reservation, and especially with a servitude in favour of the Town of Laval, as more fully described in the deed registered in Laval under number 146038; this servitude affects only lot 121-6."

To be sold in the Registry Office of the County of Laval, at Laval, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, July 11, 1968. 25396

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 152-242. { GARAGISTES INDÉPENDANTS DE PORTNEUF INC., (A.G.I. AUTOS ACCESSOIRES INC.) corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à St-Raymond, comté de Portneuf, district de Québec, *vs* ADRIEN MATTE résidant à Donnacona, comté Portneuf, P.Q.

« Le lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro soixante-treize (73-1) au cadastre officiel pour la paroisse de Les Écureuils, comté de Portneuf.

Le tout tel que décrit dans l'acte de vente enregistré sous le numéro 163-411 au bureau d'enregistrement de Cap-Santé.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Cap-Santé, comté Portneuf, le VINGT ET UNIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,

Bureau du Shérif, GHISLAINE GINGRAS.
Québec, le 16 juillet 1968. 25428-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 152-242. { GARAGISTES INDÉPENDANTS DE PORTNEUF INC., (A.G.I. AUTOS ACCESSOIRES INC.) a corporation legally incorporated having its principal business place at St-Raymond, county of Portneuf, district of Québec, *vs* ADRIEN MATTE, residing at Donnacona, county of Portneuf, P.Q.

"Lot number one of the official subdivision of lot number seventy-three (73-1) of the official cadastre for the parish of Les Écureuils, county of Portneuf.

The whole such as described in the deed of sale registered under number 163-411 at the registry office of Cap-Santé.

To be sold at the registry office of Cap-Santé, county of Portneuf, on the TWENTY-FIRST day of AUGUST next at TEN o'clock in the morning.

GHISLAINE GINGRAS,
Sheriff's Office, *Associate-Sheriff.*
Québec, July 16, 1968. 25428

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 146-581. ETIENNE BLOUIN, arpenteur-géomètre, domicilié à 2191, Avenue Poulin, cité de Giffard, district de Québec, *contre* DAME MARIE ROSE GIGNAC, veuve de Maurice Bédard, résidant à 8250, Chantillon, Apt. 201, ville d'Anjou, district de Montréal.

« Un lopin de terre situé en la paroisse de Cap-Santé, au premier rang, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quatre-vingt-treize (Ptie de 93) au cadastre officiel de la paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf, contenant environ un arpent et demi de largeur sur environ deux arpents de profondeur. Mais comprenant en fait toute partie du lot No 93 au sud du chemin public qui est emplanté en érables et en bois debout; ce lopin de terre est borné comme suit: en front au nord au terrain de M. Osias Jacques, en profondeur au sud du Fleuve St-Laurent, d'un coté à l'ouest à Alfred Piché, aujourd'hui Benoit Piché, et d'autre côté à l'est J. Evile Papillon. Plus de précision, ce lopin de terre contient tout le terrain dudit lot se trouvant à partir du sommet de la côte au sud du chemin public, à aller au Fleuve St-Laurent. Il faut cependant distraire de ce lopin de terre la partie vendue au chemin de fer Canadien National. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Cap-Santé, comté de Portneuf, le VINGT ET UNIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
GHISLAINE GINGRAS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 16 juillet 1968. 25427-o

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 146-581. ETIENNE BLOUIN, land-surveyor, residing at 2191 Poulin Avenue, city of Giffard, district of Québec, *vs* MRS. MARIE ROSE GIGNAC, widow of Maurice Bédard, residing at 8260 Chantillon, Apt. 201, town of Anjou, district of Montreal.

"A strip of land situated in the parish of Cap-Santé, on the first range, known and designated as being part of lot number ninety-three (Part of 93) of the official cadastre of the parish of Cap-Santé, county of Portneuf, containing approximatively one arpent and a half in width by approximatively two arpents in depth. Including, in substance, the entire part of lot No. 93 on the south of the public road which is planted with maples and standing wood; this lot of land is bounded as follows: in front on the north by the land of Mr. Osias Jacques, in depth on the south by the St. Lawrence River, on one side on the west by Alfred Piché, today Benoit Piché, and on the other side on the east by J. Evile Papillon. More precisely, this lot of land contains the entire land of the said lot found at the summit of the hill on the south of the public road, going to the St. Lawrence River. However, withdrawal from this lot of land of the part sold to the Canadian National Railway must be made."

To be sold at the registry office of Cap-Santé, county of Portneuf, on the TWENTY-FIRST day of AUGUST next at TEN o'clock in the morning.

GHISLAINE GINGRAS,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, July 16, 1968. 25427

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 103-312. JOS. CYRILLE GAUVIN INC., corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à l'Ancienne-Lorette, P.Q., *contre* LÉOPOLD DURAND, de l'Ancienne-Lorette, P.Q.

a) Un morceau de terrain connu et désigné comme faisant partie du lot cinquante-quatre A (Ptie 54-A) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de l'Ancienne-Lorette, comté de Québec, et mesurant cinquante-sept pieds (57′) de front par quatre-vingt-dix pieds (90′) de profondeur, mesure anglaise, et borné comme suit: à l'est à Léopold Durand, à l'ouest à un chemin, au nord et au sud au vendeur avec bâtisses dessus construites.

b) Un morceau de terrain connu et désigné comme faisant partie du lot cinquante-quatre-A (Ptie 54-A) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de l'Ancienne-Lorette, comté de Québec, et mesurant vingt pieds (20′) de front par quatre-vingt-dix pieds (90′) de profondeur, mesure anglaise, et borné comme suit: à l'est à la route de l'Ormière, à l'ouest à Léopold Durand, au nord à Roland Lepage et au sud à Raoul Daigle, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le VINGT-ET-UNIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
GHISLAINE GINGRAS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 16 juillet 1968. 25429-o

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 103-312. JOS. CYRILLE GAUVIN INC., body politic and corporate having its principal business place at Ancienne-Lorette, P.Q., *vs* LÉOPOLD DURAND, of Ancienne-Lorette, P.Q.

(*a*) A piece of land known and designated as being part of lot fifty-four A (Part 54-A) on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Ancienne-Lorette, county of Québec, and measuring fifty-seven feet (57′) in front by ninety feet (90′) in depth, English measure, and bounded as follows: on the east by Léopold Durand, on the west by a road, on the north and south by the vendor with buildings constructed thereon.

(*b*) A piece of land known and designated as being part of lot fifty-four-A (Part 54-A) on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Ancienne-Lorette, county of Québec, and measuring twenty feet (20′) in front by ninety feet (90′) in depth, English measure, and bounded as follows: on the east by l'Ormière Route, on the west by Léopold Durand, on the north by Roland Lepage and on the south by Raoul Daigle, with buildings constructed thereon.

To be sold at the Registry Office of Québec, in Québec, on the TWENTY-FIRST day of AUGUST next at TEN o'clock in the morning.

GHISLAINE GINGRAS,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, July 16, 1968. 25429

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir, Cour Supérieure, No. 152-950. HENRI OUELLET, domicilié à 230 rue Bayard, Québec, *contre* JEAN-JACQUES DESROCHERS, libraire, domicilié à 1, rue Couillard, Québec.

« Un emplacement mesurant quarante et un pieds et trois pouces de front (41'3") par vingt-quatre pieds et huit pouces (24'8") de profondeur, le tout plus ou moins, étant connu et désigné comme le lot numéro deux mille neuf cent trente-neuf (2939) aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre du Quartier du Palais en la cité de Québec, avec la maison dessus érigée, circonstances et dépendances, notamment la maison portant le numéro civique un (1) de la rue Couillard en la Cité de Québec; le mur séparant cette maison de la voisine du côté est érigée sur le lot numéro deux mille neuf cent trente-huit (2938) dudit cadastre étant mitoyen; sujet à un droit de passage spécial en faveur du propriétaire dudit lot numéro deux mille neuf cent trente-huit (2938) dudit cadastre, plus amplement décrit à l'acte de vente par Mademoiselle Marie-Anna Bernard à Monsieur Edouard Desrochers devant le notaire Yves Montreuil, le cinq avril mil neuf cent quarante-six sous le numéro 11,783 de ses minutes, sujet aussi à un droit d'avoir « vue et lumière » en faveur du propriétaire du lot en dernier lieu mentionné plus amplement décrit audit acte précité. »

Pour être vendu au Bureau du Shérif, à 51, rue Desjardins, Québec, le VINGT ET UNIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
GHISLAINE GINGRAS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 16 juillet 1968. 25430-o

Fieri Facias De Terris

Québec, to wit: Superior Court: No: 152-950. HENRI OUELLET, residing at 230 Bayard Street, Québec, *against* JEAN-JACQUES DESROCHERS, bookseller, residing at 1 Couillard Street, Québec.

"An emplacement measuring forty-one feet and three inches in front (41'3") by twenty-four feet and eight inches (24'8") in depth, the whole more or less, being known and designated as lot number two thousand nine hundred and thirty-nine (2939) on the official plan and book of reference for the cadastre of the Palais Ward, in the City of Quebec, with a house erected thereon, circumstances and dependencies, notably the house bearing civic number one (1) Couillard Street, in the City of Québec; the wall separating this house from the neighboring one on the side is erected on lot number two thousand nine hundred and thirty-eight (2938) of the said cadastre being divided; subject to a special right of way in favor of the proprietor of the said lot number two thousand nine hundred and thirty-eight (2938) of the said cadastre, more fully described in the deed of sale by Miss Marie-Anna Bernard to Mr. Edouard Desrochers before Yves Montreuil, on the fifth day of April, one thousand nine hundred and forty-six under number 11,783 of its minutes, also subject to a right to "lights and a view" in favor of the proprietor of the lot lastly mentioned more fully described in the aforesaid deed."

To be sold at the Sheriff's Office, at 51 Desjardins Street, Québec, on the TWENTY-FIRST day of AUGUST next at TEN o'clock in the morning.

GHISLAINE GINGRAS,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, July 16, 1968. 25430

SAGUENAY

De Terris

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Provinciale, No. 1067. VICTOR NÉRON, journalier, domicilié à Clermont, dans le district de Saguenay, demandeur; *vs* ADÉLARD MARIER, fils, résidant à St-Aimé des Lacs, dans le district de Saguenay, défendeur.

« 1. Une terre située dans le rang B étant et composant le lot numéro trois cent quatre-vingt-dix (390) au cadastre officiel pour le canton De Sales, en le comté de Charlevoix, ensemble avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot numéro trois cent cinq (305) du rang C, au cadastre officiel pour le canton De Sales, paroisse de St-Aimé des Lacs, ensemble avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, à distraire les emplacements vendus. »

Pour être vendu au bureau du régistrateur, de la première division d'enregistrement du comté de Charlevoix, au Palais de Justice à La Malbaie, JEUDI, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'AOÛT 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
GASTON TREMBLAY.

Bureau du Shérif,
La Malbaie, le 15 juillet 1968. 25433-o

SAGUENAY

De Terris

Canada — Province of Québec
District of Saguenay

Provincial Court, No. 1067. VICTOR NÉRON, labourer, domiciled at Clermont, in the district of Saguenay, plaintiff; *versus* ADÉLARD MARIER, junior, residing at Saint-Aimé des Lacs, in the district of Saguenay, defendant.

"1. A land situated in B range, being and constituting lot number three hundred and ninety (390) on the official cadastre for the township of De Sales, in the county of Charlevoix, together with all buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot number three hundred and five (305) in C range, on the official cadastre for the township of De Sales, parish of Saint-Aimé des Lacs, together with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, to withdraw the emplacements sold."

To be sold at the office of the registrar for the first registry division for the county of Charlevoix, at La Malbaie Court House, on THURSDAY, the TWENTY-SECOND day of the month of AUGUST, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

GASTON TREMBLAY,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
La Malbaie, July 15, 1968. 25433

De Terris

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, No 20,036. { ROSARIO LAPOINTE, de La Malbaie, comté de Charlevoix, district de Saguenay, défendeur, *vs* LÉON TREMBLAY, cultivateur de St-Siméon, comté de Charlevoix, district de Saguenay, défendeur.

« Le lot 16, dans le troisième rang sud-ouest, au cadastre officiel pour la paroisse de St-Siméon, dans le canton de Callières, et décrit comme suit au livre de renvoi: borné au sud-est par le lot No 15, au nord-est par le lot No 12, au nord-ouest par le lot No 17, et au sud-ouest par la Rivière Noire; ayant treize chaines de front, sur quatre-vingt-cinq chaines de profondeur; formant cent dix acres et deux roods (110.200). Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. À distraire dudit lot une partie vendue au ministère de la Voirie et aussi tout le gravier qui se trouve sur ledit lot vendu à Jean-Marie Dufour, par acte enregistré sous le No 44707. »

Pour être vendu au bureau du régistrateur, de la première division d'enregistrement du Comté de Charlevoix, au palais de justice à La Malbaie, VENDREDI, le VINGT-TROISIÈME jour du mois d'AOÛT 1968, à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi.

Le shérif-adjoint,
GASTON TREMBLAY.

Bureau du shérif,
La Malbaie, le 15 juillet 1968. 25432-o

De Terris

Canada — Province of Québec
District of Saguenay

Superior Court, No. 20,036. { ROSARIO LAPOINTE, of La Malbaie, county of Charlevoix, district of Saguenay, defendant, *vs* LÉON TREMBLAY, farmer of St-Siméon, county of Charlevoix, district of Saguenay, plaintiff.

"Lot 16 on the third range south-west of the official cadastre of the parish of St-Siméon, in the township of Callières, described as follows in the book of reference: bounded on the south-east by lot No. 15, on the north-east by lot No. 12, on the north-west by lot No. 17, and on the south-west by Rivière Noire, and measuring thirteen chains in front by eighty-five chains in depth, having an area of a hundred and ten acres and two roods (110.200); with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies. To be withdrawn from the said lot is a part sold to the Department of Roads and also all the gravel found on the said lot and sold to Jean-Marie Dufour, by deed registered under No. 44707."

To be sold in the registrar's office of the first registration division of the county of Charlevoix, in the court house at La Malbaie, on FRIDAY, the TWENTY-THIRD day of the month of AUGUST, 1968, at TWO-THIRTY o'clock in the afternoon.

GASTON TREMBLAY,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
La Malbaie, July 15, 1968. 25432

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 60,179. { LA CAISSE POPULAIRE DE LACHUTE, Société régie par la Loi des caisses d'épargne et de crédit, ayant son siège social à Lachute, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, demanderesse, *vs* DAME THÉRÈSE DENAULT, épouse séparée de biens de Conrad Meunier, domiciliée à 6295 rue Faribault en la cité de Montréal, district de Montréal, défenderesse.

L'immeuble ci-après désigné et en la possession de la défenderesse Dame Thérèse Denault.

« Un certain emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St. Jérusalem d'Argenteuil, comme étant le lot numéro dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro mille quatre cent cinq (1405-10). Avec toutes les bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, situé à Lachute district de Terrebonne MERCREDI le VINGT-HUITIÈME jour d'AOÛT, mil neuf cent soixante-huit à DEUX heures de l'après-midi. (28/8/68 à 2 hrs p.m.)

Conditions: Comptant.

Le shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif
St-Jérôme, le 15 juillet 1968. 25431-o

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 60,179. { LA CAISSE POPULAIRE DE LACHUTE, a corporation governed by the Savings and Credit Unions Act, having its head office in Lachute, county of Argenteuil, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* DAME THÉRÈSE DENAULT, wife separate as to property of Conrad Meunier, domiciled at 6295 Faribault Street, in the city of Montreal, district of Montreal, defendant.

The immovable hereinafter designated and in the possession of the Defendant, Dame Thérèse Denault.

"A certain emplacement known and designated on the official plan and book of reference for the parish of St-Jérusalem d'Argenteuil, as being lot number ten of the official subdivision of original lot number one thousand four hundred and five (1405-10). With all the buildings thereon erected".

To be sold at the registry office for the county of Argenteuil, situated in Lachute, district of Terrebonne, WEDNESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST, one thousand nine hundred and sixty-eight, at TWO o'clock in the afternoon. (28/8/68 at 2 p.m.)

Conditions: Cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Jérôme, July 15, 1968. 25431

INDEX No 29

ARRÊTÉ en Conseil — ***ORDER in Council***

2121 — Construction, (Plombiers, électriciens *et al*) Québec. 4040
2121 — Construction, (Plumbers, electricians *et al*) Québec. 4040

ASSOCIATIONS coopératives — ***COOPERATIVE Associations***

Association coopérative régionale Co-op Habitat du Saguenay-Lac St-Jean (*Formation*). 4049
Fédération Co-op Habitat du Québec (*Nom-Name II.O.-S.S. ch.*). 4049

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Benmouyal, Messod (*Dem.-Appl.*). 4046
Brome, canton-township (*Requête-Petition*). 4047
Brun, Joseph Amédée (*Dem.-Appl.*). 4047
Estate Laurent Lambert. 4047
Foster, village (*Requête-Petition*). 4048
Klug, Nei. Kenneth (*Dem.-Appl.*). 4048
Knowlton, village (*Requête-Petition*). 4048
Leizerovitz, Zeev (*Dem.-Appl.*). 4047
St-Jérôme, village (*Tirage d'obligations-Drawing of Bonds*). 4046
Succession Laurent Lambert. 4047
Verhulst, Wilfrid (*Dem.-Appl.*). 4047
Werkolewski, Gecel (*Dem.-Appl.*). 4046

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse d'épargne et d'entraide économique de Sherbrooke (*Formation*). 4050

COMMISSION du Salaire minimum — ***MINIMUM Wage Commission***

Ord. 4/68 (*Générale-General*). 4013
Ord. 5/68 (*Établissements de service-Service establishments*). 4017
Ord. 8/68 (*Hôtellerie-Hotel trade*). 4021

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des Autorisées à faire des affaires — ***Notice relative to the Act of Licensed to do Business***

Continental Motors Corporation. 4049
Radex Minerals Limited. 4050
Y & S Candies Inc. 4049

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

Asbestospray Applicators Inc. 4050
Campus Casuals of California (Canada) Ltd. 4052
Daoust Drive Yourself Inc. 4052
Entreprises Montclair ltée (Les). 4050
Girard & Tessier ltée. 4050
Hannes Schneider Sports of Canada Limited. 4050
Inter Sales Ltd. 4051
Kinic Co. Ltd. 4052
L'Origo Corporation. 4051
Montclair Enterprises Ltd. 4052
North Haven Inc. 4051
Roy (A.) & Fils inc. 4052
Structural Exhibit Producers & Designers Ltd. 4051
Szabo (Peter) Paint Distributor Inc. 4051
Victoria Curling Club. 4051

Dissoutes — ***Dissolved***

Acadian Machine Works Ltd. 4040
Broughton Copper Limited. 4040
Comité de Liaison de l'Est du Québec, inc. 4041
Compagnie de Développement Industriel de Granby ltée. 4041
Eastside Investments Inc. 4041
Entreprises Norlo inc. 4041
Entreprises Ré Mi inc. (Les). 4041
Franor Enterprises Corporation. 4041
Garant Location ltée. 4042
Gay Tex Ltd. 4042
Granby Industrial Development Company Ltd. 4041
Habitations St-Sulpice inc. (Les). 4042
Heatherwood Sales Corporation. 4042
Hillvale Investment Corp. 4042
Kandy Wagon Inc. 4042
Lac St-Jean Touristique et Historique ltée. 4043
Lajay Ltd. 4043
Lanark Investment Company. 4043
Lefebvre & Hallé inc. 4043
Levine Brothers, Limited. 4043
Malus Dress Incorporated. 4043
Maple Leaf Textiles (1956) Ltd. 4044
Module Design Ltd. 4044
Norlo Enterprises Inc. 4041
Park Crescent Investments Ltd. 4044
Provincial Metal Sales, Inc. 4044
Rembrandt Investments Inc. 4044
Repentigny Heights Development Corporation. 4044
Romlen Ltd. 4045
St. Michel Apartments Inc. 4045
Sherbrooke Music and Novelty Company Limited. 4045
Skyline Towers Inc. 4045
Société de Commerçants, d'Industriels et de Professionnels d'Origine Italienne 4045
Sternthal (J.) Textiles Inc. 4045
Téléphone Rural de St-Jean Lalande (Le). 4046
Terrebonne Construction Inc. 4046

Divers — ***Miscellaneous***

Cooke (Keith) & Associates Ltd. (*Agent*) 4053
General Distributors Limited (*Agent*). 4053
Loisirs St-Jean-Chrysostome inc. (*Dir.-Règl.-By-laws*). 4054
Maison Painchaud (La) (*Règl.-By-laws*). 4053
Planned Investments Corporation (*Dir.*) 4053
Pomerleau (Hervé) inc. (*Dir.*). 4054
Programme d'Investissements Capitalisés, ltée (*Dir.*). 4053
Supreme Leather Inc. (*Dir.*). 4054

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Alarie & Richer inc. ... 3980
Association de Citoyens pour un Québec progressif inc. ... 3980
Auberge Maidenhead Plaza inc. (L') ... 3994
Bois-Franc Market Inc. ... 3995
B. M. Leasing Ltd. ... 3993
Boulangerie Gauvin limitée ... 3981
Brien (Lucien) construction inc. ... 3981
Cahiers de Droit inc. (Les) ... 3981
Campbell and Kennedy (Québec) Limited ... 3982
Canadian Mercantile Investments Ltd. ... 3982
C. D. Radio T.V. Service Inc. ... 3983
Chaussure Familiale inc. ... 3983
Chevaliers de La Salle de Kénogami inc (Les) ... 3983
Ciné-Parc St-Eustache inc. ... 3984
Circle Industries Incorporated ... 3984
Citedis Film Inc. ... 3984
Club Auto Marieville inc. ... 3985
Comali inc. ... 3985
Courrier de Voyage ltée (Le) ... 4007
Cie de Gestion P. F. R. inc. (La) ... 3985
Côté (André) transport inc. ... 3986
Davis-Sismondo Inc. ... 3986
Den-Ray inc. ... 3986
Desourdy Enterprises Inc. ... 3989
Deziel Auto Spring Inc. ... 3987
Distributeurs automatiques Idéal inc. (Les) ... 3987
Distributions Culturelles Vita ltée ... 3987
Domaine Baril ltée (Le) ... 3988
Drapemaker Industries Inc. ... 3988
Économico ltée ... 3988
Entreprises Brossard ltée (Les) ... 3989
Entreprises Desourdy inc. (Les) ... 3989
Entreprises Deziel inc. (Les) ... 3989
Entreprises R. Plourde ltée (Les) ... 3990
Fondation Éducative de Matane inc. ... 3990
Foyer Patro de Rivière-du-Loup inc. (Le) ... 3991
Geosol inc. ... 3991
Harrell-Gapin Enterprises Limited ... 3991
Henri Investments Inc. ... 3998
Hôpital T.V. inc. ... 3992
Hy-Grade Concrete Blocks Inc. ... 3992
Idéal Automotic & Vending Machines Inc. ... 3987
Immeubles Nanou inc. ... 3996
Industries du Cercle incorporée (Les) ... 3984
Legault Métal inc. ... 3993
Lépine ltée ... 3993
Location B. M. ltée ... 3993
Lulu-Ann inc. ... 3994
Lumen Orion ltée ... 3994
Magasin Ramon inc. (Le) ... 4000
Maidenhead Inn Plaza Inc. (The) ... 3994
Marché Bois-Franc inc. ... 3995
Metal Finishing Services Limited ... 3995
Mimagie inc. ... 3995
Morisset (D.) inc. ... 3996
Morissette & Morin inc. ... 3996
Nanou Realties Inc. ... 3996
Nun's Island Theatre Inc. ... 3997
Oslo Construction Ltd ... 3997
Pallotta Brothers Inc. ... 3997
Parti Public de Montréal inc. ... 3998
Pépinière Soulanges limitée ... 3998
Placements Henri inc. (Les) ... 3998
Placements Louise inc. (Les) ... 3999
Placements Mercantiles du Canada ltée (Les) ... 3982
Placements Turcotte inc. ... 3999
Primarios Import Inc. ... 3999
Puits du Québec inc. (Les) ... 4000
Rainbow of the Sea Products Ltd. ... 4000
Ramon's Store Inc. ... 4000
Relais Saint-François, inc. (Le) ... 4001
Rémillard & Riverin inc. ... 4001
Restaurant Le Carrefour inc. ... 4002
R. G. de Matane inc. ... 4002
St-Donat Express Inc. ... 4002
St-Eustache Outdoor Cinema Inc. ... 3984
Salaberry Specialties Inc. ... 4002
Sérigraphie Bilodeau limitée ... 4003
Service de finission de métaux limitée ... 3995
Seville Haute Coiffure Inc. ... 4003
Silver Dollar Cabaret Inc. ... 4003
Société d'Astronomie de Montréal (La) ... 4004
Société Immobilière Trieste ltée ... 4004
Special Advanced Concepts Inc. ... 4004
Spécialités Salaberry inc. ... 4002
Spectacles du Vieux-Québec inc. (Les) ... 4005
Stanpert Inc. ... 4005
Tecges inc. ... 4005
Techno construction ltée ... 4006
Théâtre de l'Ile des Soeurs inc. (Le) ... 3997
Tradado Compagnie Internationale d'Amérique (Import-Export) inc. ... 4006
Tradado International Company of America (Import-Export) ... 4006
Travel Courier Ltd. (The) ... 4007
Uro-Film & Machinery Corp. ... 4007
Versailles Building Maintenance Ltd. ... 4007

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Allaire & Hawkins Ltd. ... 4008
Automatec inc. ... 4008
Baron de Poulet inc. ... 4008
Centre Marie-Vincent ... 4008
Charrier & Dugal (1965) ltée ... 4008
Club Social 404 inc. (Le) ... 4009
Crédit-Québec inc. ... 4009
De-Mix ltée ... 4009
Dupuis Marine (Montréal) inc. ... 4009
Franco-American Investments Ltd. ... 4011
Good Home Nursery and Pre-School Ltd. ... 4009
Hampshire Management Inc. ... 4010
Hannon (Jacques) inc. ... 4010
Immobilière du Québec ltée (L') ... 4010
J. & J. Associates Inc. ... 4010
Lapierre & Associés ltée ... 4011
Leader Bowling Ltd ... 4011
Maskinongé Furniture Inc. ... 4011
Meubles Maskinongé inc. (Les) ... 4011
National Construction Corp. Ltd. ... 4011
Placements Franco-Américains ltée (Les) 4011
Produits de Beauté Denise inc. ... 4012
Produits Yogourt Vita limitée (Les) ... 4013
Service Central incorporée ... 4012
Sogep Investment & Finance Corporation ... 4012
Téléphone Princeville ltée ... 4012
Victory Meat Market Inc. ... 4012
Vita Yogurt Products Limited ... 4013
Windsor Trading Co. Ltd. ... 4013
Wray (Jos.) & Bro. Inc. ... 4013

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Chaussures D'Amour inc. ... 4054
Coffey (Paul E.) inc. ... 4055
Constructions Dionne & Duval inc. (Les) ... 4055
Compagnie des Attractions de Montréal ltée (La) ... 4056
D'Amour Shoes Inc. ... 4054
Des Rosiers (Armand) inc. ... 4055

Sièges sociaux *Head Offices*
(*suite*) (*continued*)
Duparquet Inc. 4056
Fondation de l'Institut de Diagnostic et de Recherches Cliniques de Montréal (La) 4056
Hôpital St-Sauveur 4057
Immeubles Marcotte ltée (Les) 4055
Laboratoire Charles-Alain ltée 4055
Leclerc (C.) Fourrures ltée 4056
Plaza Jean-Talon inc. 4055
Riv's Brake Inc. 4054
West Hill Copper Mines Limited 4056

LIQUIDATION *WINDING up Notices*
avis de
Ville Howard, limitée 4057

MINISTÈRES *DEPARTMENTAL*

Affaires municipales *Municipal Affairs*
Grosses-Roches, munic. (*Publ.*) 4060

Éducation *Education*
Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*
Pointe-Claire; Beaconsfield « Cath. » (*Dem.-Appl.*) 4061

Institutions financières, compagnies et coopératives *Financial Institutions, Companies and Cooperatives*
Assurances: *Insurance:*
Legal and General Assurance Society Limited 4058
Washington General Insurance Corporation (*Annul*) 4057

Industrie et Commerce *Industry and Commerce*
Avis de pêche aux coques 4060
Shell fishing notices 4060

Terres et Forêts *Lands and Forests*
Cadastre: *Cadastre:*
Orford, canton-township 4058
St-Ambroise de la Jeune Lorette, par. 4058
St-Martin, par. 4058
St-Nicolas, par. 4059
St-Nicolas, par. 4059
St-Nicolas, par. 4059
St-Nicolas, par. 4059
Sault-au-Récollet, par. 4059
Signai, canton-township 4059

Travail *Labour*
Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*
Automobile, Drummond (*Appr.*) 4035
Carton ondulé, Québec (*Mod.*) 4036
Corrugated paper boxes, Québec (*Amend.*) 4036
Garage, Granby (*Mod.-Amend.*) 4024

SOUMISSIONS *TENDERS*
Alma, cité-city 4066
Courville, ville-town 4068
Laflèche, city-city 4063
La Prairie, ville-town 4071
Pointe-Claire et Beaconsfield, c.s.c.-c.s.c. 4069
Ste-Julie, par. 4064

SYNDICAT *SYNDICATE*
Professionnel *Professional*
Fédération Nationale des Employés de l'Industrie Minière inc. (*Exist. term.*) 4073

VENTES *SALES*
SHÉRIFS *SHERIFFS*

Beauce *Beauce*
Grondin *et al vs* Grondin 4073

Beauharnois *Beauharnois*
Valleyfield Ready Mix Inc. *vs* Daoust 4074

Bedford *Bedford*
Tomera *vs* Tomera 4074

Chicoutimi *Chicoutimi*
Gauthier *vs* Lefaivre *et al* 4075

Hull *Hull*
Charter Credit Corp. *vs* Lynch 4076

Montréal *Montreal*
Alma Finance limitée *vs* Wilson 4077
Art Flooring Company Limited *vs* Spiros crete Ltd. 4077
Industrial Acceptance Corporation *vs* Poulin *et vir* 4078
Roy Marchand ltée *vs* Maxtate Investment Corporation 4076

Québec *Québec*
Blouin *vs* Gignac 4079
Garagistes indépendants de Portneuf inc. (A.G.I. Autos Accessoires inc.) *vs* Matte 4078
Gauvin (Jos Cyrille) inc. *vs* Durand 4079
Ouellet *vs* Desrochers 4080

Saguenay *Saguenay*
Lapointe *vs* Tremblay 4081
Néron *vs* Marier 4080

Terrebonne *Terrebonne*
Caisse populaire Lachute *vs* Denault 4081

Taxes *Taxes*
Baie St-Paul, ville-town 4069
Delisle, canton-township 4061
Iberville, ville-town 4062